

# Rapport financier de la gestion 2021

---



# TABLE DES MATIERES

## CHIFFRES CLES DE L'EXECUTION 2021

DEPENSES en M€									RECETTES en M€				
	BI		BR		Réalisé		% Exé / BR		BI	BR	Réalisé	% Exé / BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP					
<b>Personnel</b>	13,4	13,4	13,5	13,5	13,2	13,2	98%	98%	638,8	596,3	584,3	98%	<b>Recettes globalisées</b>
<i>dont charges de pensions civiles</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	81%	81%	634,1	574,1	574,0	100%	<b>Autres financements publics</b>
									450,0	390,0	390,0	100%	Action Logement
									-				CDC
<b>Fonctionnement</b>	12,9	14,2	30,8	15,2	25,7	11,7	83%	77%	184,0	184,0	184,0	100%	CGLLS
									0,1	0,1	-	0%	IJSS
<b>Intervention</b>	1 163,0	837,4	823,0	727,1	695,0	401,0	84%	55%	4,7	22,3	10,3	46%	<b>Recettes propres</b>
									4,7	5,3	4,0	76%	Refacturations PIA et Urbact
									-		0,2		Autres recettes / fonct et RH
<b>Investissement</b>	2,2	2,2	3,0	2,6	2,7	2,8	90%	107%	-	17,0	6,1	36%	Indus
									15,0	22,0	21,4	97%	<b>Recettes fléchées</b>
									15,0	15,0	14,4	96%	Financements de l'Etat fléchés
										7,0	7,0	100%	Ministère de l'Agriculture
													Recettes propres fléchées
<b>Sous-total Dépenses</b>	1 191,5	867,2	870,3	758,4	736,6	428,7			653,8	618,3	605,7		<b>Sous-total Recettes</b>
Retraits d'AE					- 162,8								
<b>TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)</b>	1 191,5	867,2	870,3	758,4	573,8	428,7	48%	49%	653,8	618,3	605,7	98%	<b>TOTAL DES RECETTES(C)</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)</b>						177,0			213,5	140,1			<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)</b>

## I / DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

L'agence nationale pour la rénovation urbaine a été créée par la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine n° 2003-710 du 1er août 2003 modifiée, qui a institué le programme national de rénovation urbaine (PNRU). Le décret n°2004-123 du 9 février 2004 modifié, relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, prévoit son organisation administrative et son régime financier.

L'agence accompagne la mise en œuvre des programmes nationaux de renouvellement urbain (PNRU, PNRQAD et NPNRU), avec pour objectif la rénovation et transformation des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Par ailleurs, l'ANRU est chargée, au nom et pour le compte de l'Etat, de la mise en œuvre des programmes et actions d'investissement d'avenir (Internats d'excellence et de la réussite / développement de la culture scientifique, technique et industrielle ; Projets innovants en faveur de la jeunesse ; Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain ; Co-Investissement) et de programmes internationaux (URBACT, ASToN,...).

L'ANRU est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) soumis depuis le 1er janvier 2021 aux règles de la comptabilité industrielle et commerciale en application de l'article de loi n°2018-1021 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) promulguée le 23 novembre 2018. Le décret n° 2020-540 du 6 mai 2020 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine a confirmé les modalités d'application de l'article 90 de la loi Elan en le rendant applicables au 1er janvier 2021.

Les comptes de l'ANRU sont valorisés dans les comptes de l'Etat au compte 26 « participations ». La mission de l'ANRU étant d'accompagner et de subventionner des projets de rénovation urbaine au vu d'une enveloppe de financements reçue des partenaires financeurs de la politique de rénovation urbaine, l'agence a des recettes propres marginales (à l'exception des produits de placements financiers jusqu'en 2016) et aucune recette de commercialisation ou de production industrielle.

L'organisation comptable et financière de l'ANRU est régie par les textes suivants :

- La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - ELAN
- Décret n° 2004 – 123 du 9 février 2004 modifié,
- Décret n° 2020-11 du 7 janvier 2020 relatif au contrôle économique et financier de l'Etat sur l'Agence nationale pour la rénovation urbaine,
- Règlements généraux de l'ANRU pour le PNRU, le PNRQAD et le NPNRU,
- Règlements comptables et financiers de l'ANRU pour le PNRU, le PNRQAD et le NPNRU,
- Règlements généraux, comptables et financiers pour les programmes d'investissements d'avenir,
- Protocole d'accord entre la Caisse des Dépôts et l'ANRU, Action « Territoires d'Innovation » du 13/12/2018,
- Convention-cadre relative aux missions confiées par le CGET à l'ANRU du 22/12/2015.

La validation des demandes d'engagement et de paiement, l'exécution des recettes et des dépenses, la gestion de la trésorerie, de la tenue de la comptabilité, et la réalisation du compte financier sont réalisées, sous l'autorité de la directrice générale de l'ANRU, par la direction financière (DAFSIC). Le régime juridique applicable à la directrice générale, au directeur financier et à toute personne placée sous l'autorité de la directrice générale et ayant délégation pour engager juridiquement l'agence, tant juridiquement que financièrement, est celui des mandataires sociaux.

Le contrôle économique et financier de l'ANRU est assuré, aux termes du décret n° 2020-11 du 7 janvier 2020, par la direction générale des collectivités locales. La DGCL assure un contrôle qui a « pour objet d'exercer une mission de veille et d'analyse des risques financiers directs et indirects et

*d'apprécier la performance de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine au regard de ses missions, de ses objectifs et de ses moyens. Il porte une attention particulière à la soutenabilité de la trajectoire financière pluriannuelle des programmes dont la gestion est confiée à l'agence. Il ne comporte pas d'examen a priori d'actes de l'agence ».*

Par ailleurs, aux termes de l'article 90 de la loi ELAN, l'agence n'est plus soumise au champ d'application de l'article 64 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008, qui prévoit que le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances.

## **II / LES FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE DE GESTION**

L'année 2021 a été marquée d'une part par le passage de l'ANRU en comptabilité industrielle et commerciale et d'autre part par la montée en puissance de l'exécution financière du NPNRU.

### **II-1. Passage de l'ANRU en comptabilité industrielle et commerciale**

Jusqu'au 31/12/2020, l'ANRU était dotée d'un comptable public, nommé par arrêté du ministre de la cohésion des territoires et du ministre de l'action et des comptes publics. Aux termes de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN, et tout particulièrement de son article 90, l'ANRU est soumise depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, en matière de gestion financière et comptable, aux règles applicables aux entreprises industrielles et commerciales.

Cette évolution du régime financier n'a pas impliqué d'évolutions majeures du plan des comptes ou des méthodes comptables (cf. annexe réglementaire ci-dessous) ; mais elle a permis une refonte des procédures de la chaîne financière ainsi que l'unification dans une même direction de toutes les fonctions financières et comptables concourant à la qualité et à la sécurisation de la chaîne financière. En effet, la disparition de la séparation entre un rôle d'ordonnateur et un rôle de comptable, propre à la comptabilité publique, a permis de recréer une direction financière unique, en charge à la fois de l'instruction finale et de la validation des engagements et des paiements (tant pour l'intervention que pour le fonctionnement de l'agence) mais aussi de l'exécution de ces dépenses et de ces recettes en cohérence avec les conventions, contrats et décisions d'attributions de subvention ou validation de prestations ou achats.

Cette mise en synergie de la chaîne financière s'est accompagnée de trois évolutions procédurales majeures :

- 1- La comptabilisation des charges et ressources n'est plus réalisée automatiquement lors des validations de demandes d'engagements ou de paiements par les délégués territoriaux de l'ANRU ; **cette comptabilisation intervient depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 au terme de l'instruction finale des dossiers** par les services de l'ANRU (supervision intervenant après le contrôle local par les délégations territoriales). Cette évolution a permis de ne plus impliquer de corrections comptables en cas de désaccord entre l'instruction locale des dossiers et le contrôle par l'ANRU d'un dossier, ce qui contribue à la qualité comptable.

**Cette évolution du fait générateur de la comptabilisation a également permis de laisser les portails informatiques d'instruction des subventions (les systèmes d'information IODA et AGORA) opérationnels et accessibles aux maîtres d'ouvrage, porteurs de projets et délégations territoriales toute l'année**, y compris lors des opérations de clôture comptable de la gestion 2021 par les services de l'ANRU. Contrairement à la nécessité de fermer les SI dans le dispositif de gestion budgétaire et comptable (GBCP) précédent, cette nouvelle procédure permet aux acteurs locaux de préparer, instruire et valider des conventions pluriannuelles ou des demandes d'engagements et de paiements sans discontinuité de service, afin de contribuer au lissage et à l'accroissement de l'exécution financière.

- 2- La nouvelle chaîne financière mise en place à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, et portée par le règlement financier du NPNRU tel que modifié en 2020, a permis **la mise en place d'un dispositif de paiement par échéanciers, dès la signature de la décision d'attribution de subventions (DAS)**. Ce dispositif, cohérent avec l'exigence qu'une opération soit physiquement

(et financièrement) démarrée pour pouvoir bénéficier d'une DAS délivrée par l'ANRU, contribue à la fluidification des paiements et à la sécurisation de la contribution de l'ANRU aux besoins de financement des maîtres d'ouvrage pour les opérations en cours.

La mise en place d'un suivi opérationnel et financier annuel, en particulier à travers un compte-rendu d'exécution annuel (CREA), permet de sécuriser ces paiements en cours d'échéanciers, ces versements restant par ailleurs limités à 60 % du montant des subventions afin de permettre, au-delà de ce seuil, de préparer avec les maîtres d'ouvrage lors des paiements suivants les éléments qui constitueront le dossier de solde.

**L'ensemble de ce processus a été dématérialisé et intégré dans le SI IODA.**

**3- Le contrôle interne a été renforcé de façon globale et intégré de façon croissante dans les systèmes d'information.** Le renforcement de la sécurisation des processus s'est fondé sur trois leviers :

- La formalisation des procédures, des organigrammes fonctionnels et des habilitations aux fonctions et tâches ayant un impact financier et comptable ;
- Une meilleure instrumentation des contrôles : mise en œuvre d'un plan de contrôle interne basé sur l'analyse des risques et, plus particulièrement, sur un plan de contrôle financier portant sur l'ensemble de la chaîne financière et comptable ; élaboration de référentiels de contrôles des demandes de subventions et de paiements ; intégration de contrôles automatisés dans les systèmes d'information ;
- Un renforcement de l'accompagnement et de la formation des DDT, corollaires du renforcement du contrôle interne, tant à l'ANRU siège qu'en délégation territoriale.

## **II-2. Progression de l'exécution financière des programmes de renouvellement urbain**

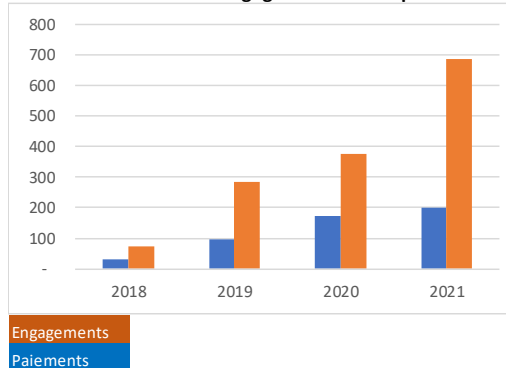
L'année a également été marquée par le maintien du rythme de paiements pour le PNRU et une augmentation importante des engagements financiers pour le NPNRU.

**Concernant le PNRU, la mobilisation déployée pour clore ce programme s'est maintenue en 2021** : au cours de l'année 2020, 780 opérations PNRU ont été soldées pour 199 M€ de paiements. Au cours de l'année 2021, 716 opérations ont été soldées pour 190,5 M€ de paiement, laissant 287 opérations encore actives financièrement fin 2021.

**Concernant le NPNRU, les engagements ont connu en 2021 une croissance significative en nombre de dossiers traités et en montants :**

- **En 2021, 993 décisions attributives de subvention initiales et soldes directs** (valant engagement initial) ont été instruits et validés contre 800 en 2020 (hors DAS modificatives et soldes indirects).

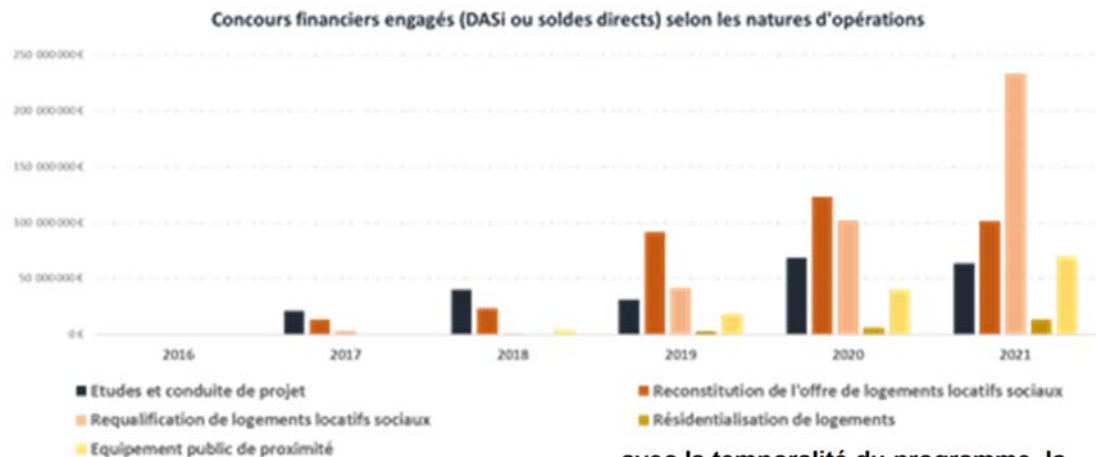
**NPNRU - évolution des engagements et des paiements :**



- **Le volume d'engagements annuels a cru plus que proportionnellement par rapport au nombre de DAS ; les montants de subventions engagées sont en effet passés de 370 M€ en 2020 à 688 M€ en 2021.** Le montant moyen des dossiers d'engagements a ainsi progressé de 473 keuros à 696 keuros sous l'effet de l'engagement d'opérations plus structurantes de requalification de LLS et de reconstruction de l'offre et de requalification de LLS.

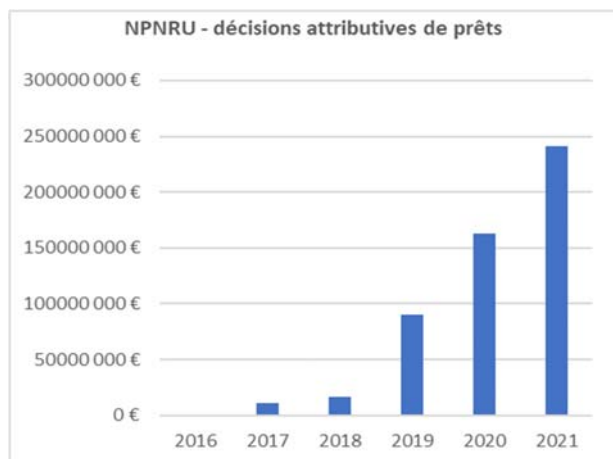
La part des opérations de reconstitution de l'offre était stable de 2017 à 2020 en constituant de l'ordre de 25% des concours financiers engagés, avec une baisse à 11% en 2021. La part des

requalifications de LLS a quant à elle connu une progression constante et forte en passant de 7% des montants de concours financiers engagées en 2017 à 25% en 2021. **En cohérence**



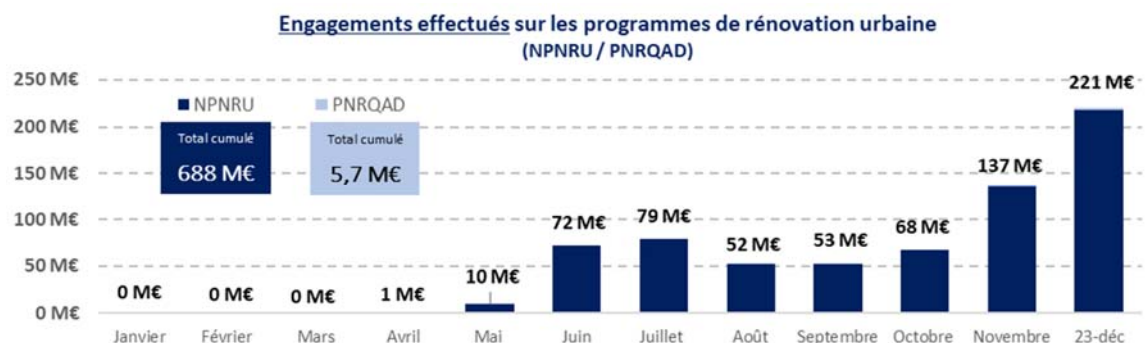
**avec la temporalité du programme, la part des opérations d'études et d'ingénierie a diminué en passant de 46 % des montants de concours financiers engagées en 2017 à 7% en 2021.**

**Les décisions d'attribution de prêts ont connu une progression encore plus forte et constante que les subventions** (en amont des décisions d'octroi de prêts par Action Logement Services) : 324 DAP en 2020 ont porté sur 162,9 M€ de prêts et 241 M€ en 2021 pour 393 DAP validées.



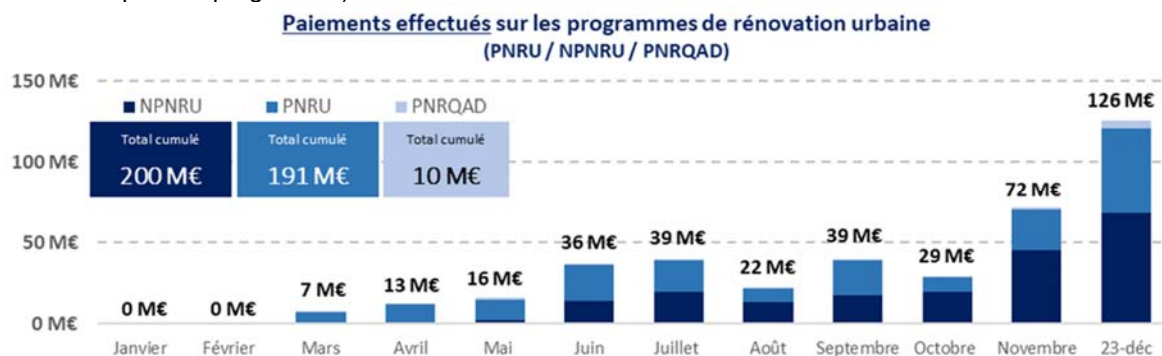
**Ces volumes annuels en 2021 masquent une saisonnalité très forte de l'exécution financière ;** cette année encore, mais de façon plus marquée que les années précédentes, l'exécution financière de l'exercice s'est largement **concentrée sur quelques semaines en fin de gestion** :

- **32% des engagements constatés en 2021 au titre des programmes NPNRU et PNRQAD ont été réalisés en décembre.**
- **218 522 745 € ont été engagés en décembre au titre du seul NPNRU.** Ces 218,5 M€ correspondent à la **signature de près de 300 DASi ou solde directs** (soit 100 DAS de plus instruites par rapport à l'activité de novembre).



Les paiements ont connu la même saisonnalité fortement concentrée sur la fin de l'année :

- **125 756 507 € de paiements** ont été réalisés en décembre au titre des programmes de rénovation urbaine, **soit 31%** des paiements constatés en 2021 au titre des NPNRU + PNRU + PNRQAD (401 M€).
- **NPNRU : 68 428 171 €** ont été payés en décembre dont 70% sont liés à des acomptes automatiques consécutifs à la prise d'une DASi et 30% sont liés à des acomptes manuels ou des soldes.
- **PNRU : 115 opérations** ont donné lieu au paiement de **52 592 619 € en décembre**
- **PNRQAD : 4 735 717 € ont été payés en décembre** (soit presque 50% du total des paiements 2021 pour ce programme).



Malgré le retard pris en début d'année dans la réouverture du système d'information IODA (fin mars) qui faisait l'objet de développements importants et structurants, **le niveau d'exécution financière annuel a significativement progressé grâce notamment à la mise en place de nouveaux outils de pilotage de l'exécution financière par l'ANRU (listes d'opérations à engager prioritairement, tableaux de bords de suivi financiers, ...).**

Dans l'objectif de lisser l'activité financière en 2022 et à la faveur d'une absence de fermeture des SI IODA et AGORA, ce pilotage fera l'objet d'une diffusion régulière de ces outils aux délégués territoriaux, avant d'être intégrés dans le SI IODA sous forme de reporting automatisé.

### III / LES RECETTES DE L'EXERCICE 2021

#### III-1. Exécution des recettes 2021 :

Tableau des recettes 2021 par origine :

RECETTES en M€				
	BI 2021	BR 2021	Réalisé	% Exé / BR
Autres financements publics	634,1	574,1	574,0	100%
Recettes propres	4,7	22,3	10,3	46%
Financements de l'état fléché	15,0	22,0	21,4	97%
<b>TOTAL</b>	<b>653,8</b>	<b>618,3</b>	<b>605,7</b>	<b>98%</b>

Le budget rectificatif 2021, voté par le Conseil d'Administration le 29 juin 2021, prévoyait 618,3 M€ de recettes, comprenant :

- 390 M€ de ressources provenant d'Action Logement ;
- 184 M€ de contribution par la CGLLS ;
- 21,4 M€ par le budget de l'Etat dont 14,4 M€ au titre du NPNRU et 7 M€ au titre du programme Les Quartiers fertiles (financés par le Plan de relance) ;
- 17 M€ d'indus prévisionnels dans le cadre du solde d'opérations PNRU ;
- 5 M€ d'autres recettes.



Les recettes issues des contributions d'Action Logement et de la CGLLS ont été encaissées à la hauteur des montants prévus dans le budget initial. L'Etat a appliqué une mise en réserve sur les crédits initialement perdus (-4%), à l'exception des crédits alloués par le ministère de l'agriculture pour le financement du programme Les Quartiers fertiles, qui ont été versés conformément à la convention entre l'Etat et l'ANRU.

Concernant les recettes propres, la consommation moindre des dépenses de fonctionnement liées aux PIA, par rapport aux montants inscrits en budget initial, a entraîné de façon symétrique des refacturations au titre des PIA en retrait par rapport aux prévisions initiales. Par ailleurs, le niveau de constatation et de recouvrements d'indus au titre de l'année 2021, essentiellement lié au solde des dernières opérations du PNRU, a été moindre que ne l'établissaient les prévisions, dans la mesure où le programme PNRU n'a pu être intégralement clôturé cette année.

**Globalement, le volume d'exécution des recettes est conforme aux prévisions initiales (98%) et portent celles-ci à 605,7 M€.**

### **III-2. Exécution cumulée des financements des programmes de renouvellement urbain :**

Les financements des programmes pluriannuels PNRU, PNRQAD et NPNRU, et des coûts de leur gestion par l'ANRU, reposent sur les engagements financiers prévus par voie législative et dans les conventions ou protocoles conclus par les partenaires de l'ANRU. Ces financements sont versés par les financeurs pendant la durée du programme ; la comptabilisation des subventions reçues s'exécute ainsi annuellement.

Au 31 décembre 2021, ces financements globaux (hors prêts, uniquement octroyés par Action Logement Services sur la base des conventions pluriannuelles du NPNRU) et leurs versements sont les suivants :

- **Le PNRQAD** : ce programme s'élève à un montant global programmé de 150 M€ pour lequel l'intégralité du financement par Action Logement a été perçu par l'ANRU.
- **Le PNRU** : la date limite de dépôt de solde par les maîtres d'ouvrage ayant encore des opérations financièrement actives sur ce programme était fixée au 30 juin 2021. Les derniers paiements au titre de ce programme devraient avoir lieu en février 2022. Fin 2021, l'intégralité des financements prévus dans les lois et conventions a été perçu par l'ANRU. Le dernier versement prévu dans l'avenant à la convention tripartite Etat-ANRU-Action Logement sur la période 2018-2022 a été versé par Action Logement en décembre 2021 à hauteur de 67M€.

RESSOURCES PNRU (en M€) (hors indus et hors recettes propres)			
PNRU - Total recettes	2004-2020	2021	TOTAL
	11 493 675 575 €	67 000 000 €	11 560 675 575 €
CDC Fonctionnement	42 800 000 €		42 800 000 €
CDC PAO + Qual architecturale	11 841 009 €		11 841 009 €
Etat Plan de relance	350 000 000 €		350 000 000 €
Etat	846 364 325 €		846 364 325 €
Grand Paris	285 000 000 €		285 000 000 €
Action Logement	9 213 749 415 €	67 000 000 €	9 280 749 415 €
CGLLS	743 920 826 €	- €	743 920 826 €

- **Le NPNRU** : ce programme, pour lequel les encaissements de financements par l'ANRU ont débuté en 2018, enregistre un montant de contributions réellement versées à l'ANRU de 1 366 M€ fin 2021.



FINANCEMENTS DIRECTS DU PROGRAMME NPNRU	Concours financiers (M€) (art.176 - Loi de finances 2021)	Equivalents subventions (M€)	Contributions perçues fin 2021	Reste à percevoir sur le programme
Financiers (hors indus)				
<b>PRETS</b>				
Action Logement				
Prêts bonifiés	3 303	1 200		
<b>SUBVENTIONS</b>				
Action Logement	6 800	6 800	736	6 064
Excédents PNRU prévisionnels	32	32		32
Baillleurs sociaux - CGLLS	2 768	2 768	552	2 216
Etat	1 200	1 200	78	1 122
<b>TOTAL SUBVENTIONS :</b>	<b>10 800</b>	<b>10 800</b>	<b>1 366</b>	<b>9 434</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14 103</b>	<b>12 000</b>	<b>1 366</b>	<b>9 434</b>

Par ailleurs, la Caisse des Dépôts et Consignation a contribué à ce stade et au titre du NPNRU à hauteur de 10 M€ pour financer le fonctionnement de l'ANRU sur la base d'une convention partenariale.

Conformément à l'avenant de juin 2021 à la convention tripartite Etat-ANRU-Action Logement, cette présentation intègre les économies réalisées au titre de l'exécution du programme PNRU afin de participer au financement du NPNRU (part Action Logement) et qui seront définitivement arrêtés au premier semestre 2022, après le paiement des derniers soldes d'opérations de ce programme, qui doivent intervenir en février 2022.

**Par conséquent, sur la base du total des financements du NPNRU après l'amplification du programme, le cumul des contributions annuelles des partenaires et de l'Etat restant à percevoir au titre de ce programme sont de 9 434 M€.**

#### IV / LES DEPENSES DE L'EXERCICE 2021

DEPENSES								
	BI		BR		Réalisé		% Réalisé / BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>PNRU</b>								
Intervention		477 000 000	0	383 000 000		190 506 465		50%
<b>NPNRU</b>								
Intervention	1 156 000 000	337 400 000	800 000 000	317 000 000	687 998 882	199 736 526	86%	63%
<b>PNRQAD</b>								
Intervention	7 000 000	23 000 000	10 000 000	23 000 000	5 659 038	10 066 995	57%	44%
<b>QF</b>								
Intervention			13 000 000	4 112 000	1 384 700	739 359	11%	18%
<b>Sous-total Intervention</b>	<b>1 163 000 000</b>	<b>837 400 000</b>	<b>823 000 000</b>	<b>727 112 000</b>	<b>695 042 620</b>	<b>401 049 345</b>	<b>84%</b>	<b>55%</b>
<b>NPNRU</b>								
Fonctionnement	1 706 200	1 770 189	1 694 679	1 739 737	1 034 750	1 037 295	61%	60%
<b>PNRQAD</b>								
Fonctionnement	30 000	30 000	30 000	48 600	0	4 095	0%	8%
<b>PHI</b>								
Personnel	13 356 356	13 356 356	13 477 632	13 477 632	13 161 979	13 164 501	98%	98%
<b>SUPPORT</b>								
Fonctionnement	9 392 132	10 487 940	26 883 709	10 966 768	23 570 671	9 721 415	88%	89%
Investissement	2 224 200	2 224 200	2 991 487	2 614 315	2 696 542	2 793 821	90%	107%
<b>IA</b>								
Fonctionnement	1 743 450	1 949 580	2 226 450	2 432 580	1 101 384	972 614	49%	40%
<b>Total Enveloppes</b>	<b>1 191 452 338</b>	<b>867 218 265</b>	<b>870 303 957</b>	<b>758 391 633</b>	<b>736 607 947</b>	<b>428 743 087</b>	<b>85%</b>	<b>57%</b>
- Retrait d'AE PNRU					-162 760 277			
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 191 452 338</b>	<b>867 218 265</b>	<b>870 303 957</b>	<b>758 391 633</b>	<b>573 847 670</b>	<b>428 743 087</b>	<b>66%</b>	<b>57%</b>

**Les dépenses totales de l'ANRU au titre de l'exercice 2021 s'établissent à 573,8 M€ d'engagements et 428,7 M€ en CP, soit respectivement 66% de la programmation des**

autorisations d'engagement en budget rectificatif (contre 55% d'exécution des AE en 2020) et 76% des autorisations de paiement (contre 52% d'exécution des CP en 2020).

#### **IV-1 Les dépenses d'intervention**

Le budget initial 2021 prévoyait 1 163 M€ d'autorisations d'engagement (AE) et 837,4 M€ de crédits de paiement (CP) pour les dépenses d'intervention, soit une hausse de 62% des AE par rapport au budget initial 2020 afin de prendre en compte les prévisions d'engagements de la trajectoire financière du NPNRU et une hausse de 10% des CP correspondant à la fois à l'accélération des engagements NPNRU faisant l'objet à partir de 2021 d'échéanciers de paiement et du solde du programme PNRU. Au regard de la faible exécution financière du début d'année 2021, récurrente en tendance depuis le début du NPNRU et accrue par le délai d'ouverture du SI IODA au premier trimestre qui a fait l'objet de développements et évolutions structurantes, le budget rectificatif voté en juin par le Conseil d'administration a porté le niveau d'engagements budgétaires à 823 M€, soit 14% d'augmentation par rapport au BI 2020, et à 727 M€ de paiements soit de l'ordre du BI 2020. Pour autant ce budget rectificatif restait ambitieux en assignant une cible d'engagements représentant plus du double de l'exécution 2020 (390 M€) et un peu moins que le doublement des paiements réalisés en 2020 (387 M€).

**L'exécution 2021 pour les programmes de rénovation urbaine s'établit à 695 M€ d'engagements et 401 M€ de paiements, soit un taux d'exécution des engagements de 84% du budget rectificatif et de 55% pour les paiements.**

Ce niveau d'exécution correspond d'une part à une avancée opérationnelle du programme NPNRU pour lequel **un nombre croissant d'opérations physiques arrivent, selon les calendriers contractuels, en phase de lancement** : fin 2021, sur les 10 231 opérations contractualisées (intégrées dans IODA), 6 627 avaient, selon les calendriers opérationnels contractualisés, un début opérationnel prévisionnel antérieur à 2021.

Au 31 décembre 2021, 328 quartiers faisaient l'objet d'un lancement opérationnel de chantiers et 4 179 contractualisées étaient financièrement engagées ou avaient eu une demande d'engagement déposée par le maître d'ouvrage, dont 1 642 opérations hors ingénierie. Mais l'enquête chantier de septembre 2021 mettait en exergue, pour ces opérations hors opérations d'ingénierie, 3 757 déclarées livrées (543) ou en cours.

Ces chiffres montrent à la fois un avancement physique dynamique du programme NPNRU et montrent aussi que la forte progression du volume d'engagements financiers en 2021, de 370 M€ en 2020 à 688 M€ en 2021 (cf. chap. II.2 ci-dessus) devrait se poursuivre et s'amplifier sous l'effet de l'engagement d'opérations plus structurantes (requalification de LLS, reconstruction de l'offre de LLS, aménagements d'ensemble, ...).

D'autre part, ce niveau d'exécution démontre la **capacité globale de la chaîne financière, mise en place à l'occasion de l'application de la loi ELAN, à produire un volume d'engagements financiers et de paiements au profit du financement des maîtres d'ouvrage, qui est à la hauteur des volumes financiers du programme**. En effet, l'efficacité des processus et des outils mis en place ont été amenés à subir un test concluant en fin d'année 2021 dans la mesure où plus de 30% de l'exécution de l'année, soit 221 M€ d'engagements et 126 M€ de paiements, ont été concentrés sur les trois premières semaines de décembre.

Par ailleurs, pour le NPNRU, l'intégration à la chaîne financière du dispositif d'échéancier de paiements, outre l'incitation qu'il constitue pour les maîtres d'ouvrage à solliciter rapidement une décision attributive de subvention dès le lancement de leur opération pour bénéficier de paiements lisibles, réguliers et planifiés de leurs subventions, a également été un facteur d'accélération des paiements. Le premier acompte des échéanciers de paiements versé concomitamment avec l'octroi de la DAS a en effet représenté plus de 70% des paiements pour le NPNRU en 2021.

En M€	Réalisé 2018		Réalisé 2019		Réalisé 2020		BI 2021		BR 2021		Réalisé	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
PNRU		348		236		199		477		383		190,51
PCD		1		1								
NPNRU	74	32	284	97	375	172	1156	337	800	317	688	199,74
PNRQAD	32	9	24	9	14	17	7	23	10	23	5,66	10,07
QF-PDR									13	4,1	1,4	0,74
Enveloppe Intervention	106	390	308	343	390	387	1 163	837	823	727	695	401

#### IV.1.1 / Exécution du PNRU

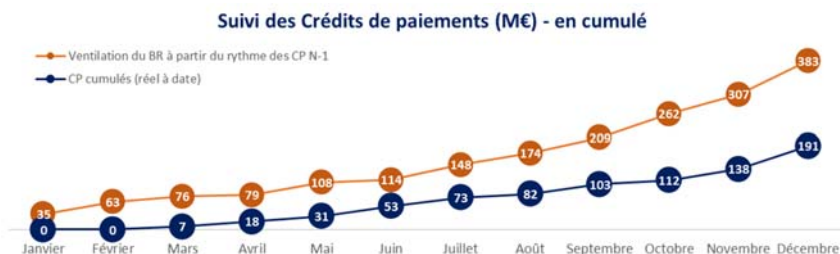
##### ⇒ L'exécution financière 2021 du PNRU :

Le budget initial 2021 relatif au PNRU avait été établi à 477 M€ de crédits de paiements. Ce niveau correspondait au montant maximum des paiements qui pouvaient intervenir sur les 1 012 opérations non soldées à fin 2020. La faiblesse de l'exécution financière au premier quadrimestre (11% seulement du BI avait été exécuté) a justifié le vote en juin 2021 par le Conseil d'administration de l'ANRU d'un budget rectificatif ramenant la prévision des paiements 2021 à 383 M€.

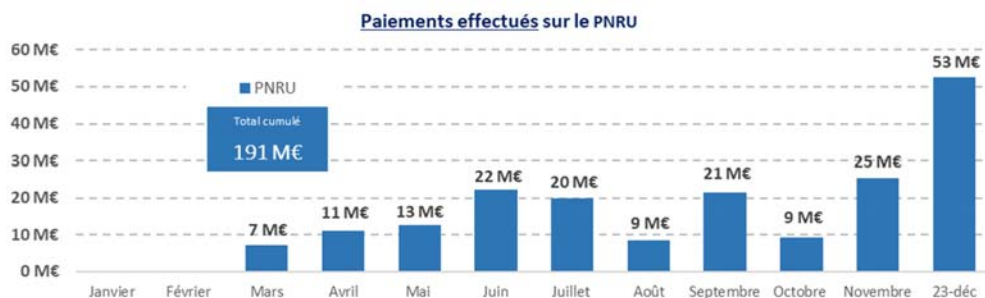
**Au cours de l'exercice 2021, 190 506 465 € ont été payés, soit 50% du Budget Rectificatif.**

En M€	BI 2021	Exécution au 30-06	Taux d'exécution au 30-06 du BI 2021	BR 2021	Exécution au 31-12	Taux d'exécution au 31-12 du BR 2021
CP	477 M€	53 M€	11%	383 M€	191 M€	50%

Source : SSP - données au 31-12-2021



**La raison de cette sous-exécution 2021, et de l'impossibilité de clore les paiements des derniers solde de ce programme en 2021, est essentiellement liée à la transmission tardive à l'ANRU des dossiers de demande de solde.** L'essentiel de dossiers de solde restant à déposer a en effet été validé et transmis par les MO à l'échéance du 30 juin (date butoir réglementairement fixée pour les dernières demandes de solde du programme). **Entre le 01 janvier et le 30 juin 2021, seulement 211 opérations ont ainsi pu être soldées. Ce volume a été multiplié par 2,5 lors du second semestre, 514 opérations supplémentaires ayant pu être soldées entre juillet et décembre 2021, dont 115 lors de ce seul dernier mois.**



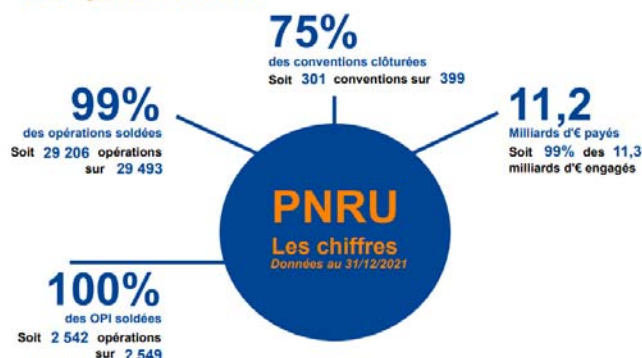
## ⇒ L'exécution financière cumulée du PNRU :

Au cours de l'année 2021, 725 opérations ont été soldées grâce à une mobilisation des délégations territoriales et des services de l'ANRU (contre 923 soldées en 2020, mais les dernières opérations à solder s'avèrent souvent plus complexes à instruire). Ces paiements portent le nombre d'opérations soldées à 29 206 (sur les 29 493 engagées) et ont permis de clore financièrement 71 projets supplémentaires en 2021, portant le total des conventions clôturées à 301, soit 75% des 399 conventions du programme. 56 départements ont ainsi achevé opérationnellement et clos financièrement leurs projets PNRU (sur 95 départements).

En tenant compte de l'exercice 2021 (191 M€ de paiements), le montant cumulé net des paiements du PNRU s'élève à 11 162 M€ soit 99% des montants engagés sur le programme :

### Les chiffres clés de l'avancement du programme

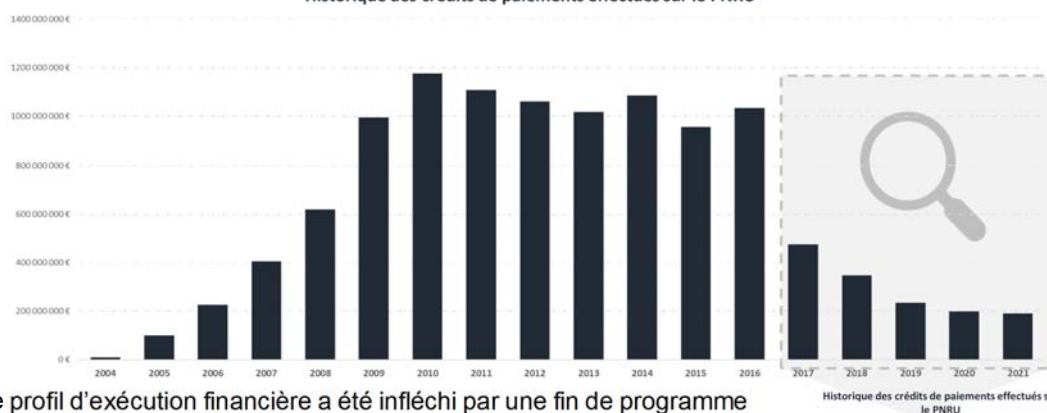
Source : Agora - Données au 31/12/2021



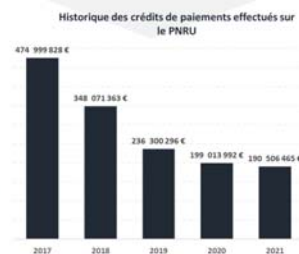
## ⇒ Gestion de la fin de programme :

Les dernières années du programme comportent des enseignements qu'il s'agira de développer plus complètement au terme de sa clôture intégrale. Mais d'emblée, le profil pluriannuel d'exécution financière du PNRU montre clairement un échelonnement et un ralentissement de la mobilisation des financements ANRU au terme de 8 années (2009-2016) de forte dynamique des paiements.

Historique des crédits de paiements effectués sur le PNRU



Ce profil d'exécution financière a été infléchi par une fin de programme marquée depuis deux ans par la crise sanitaire, qui est venue pénaliser la terminaison physique de certains chantiers qui connaissaient déjà des difficultés et retards opérationnels. Mais le lancement du programme NPNRU depuis 2016 a également eu un impact sur la capacité de mobilisation des acteurs pour élaborer, instruire et valider les derniers dossiers de solde.



La clôture financière du PNRU dépend aujourd'hui du solde de 287 opérations (moins de 1% de l'ensemble des opérations engagées et non annulées du programme), pour un potentiel de paiement de 136 M€ (net des indus).

#### Zoom sur les opérations PNRU à solder

Source : Agore - Données au 31/12/2021



Parmi les 39 départements où toutes les opérations du PNRU ne sont pas encore soldées, la quasi-totalité (33 départements) ont moins de 10 opérations à solder et sont donc très proches de leur clôture du programme. Sur les 98 conventions restant à clôturer, 85 (soit 87%) comptent 5 opérations ou moins à solder.

Parmi les départements qui concentrent encore plus d'une dizaine d'opérations, la **Seine-Saint-Denis** est le département qui rassemble à lui seul le tiers des opérations qui doivent encore être soldées.

Parmi les 287 opérations qui doivent encore être soldées :

- **237 ont fait l'objet de demandes de solde validées par les maîtres d'ouvrage avant le 30 juin 2020.** L'instruction de ces opérations est en cours. 101 de ces opérations ont été prises en instruction et traitement par l'ANRU pour finalisation du paiement du solde ou du constat d'indu. Les 136 autres opérations sont en cours de traitement dans les délégations territoriales (DT). Certaines d'entre elles font encore l'objet d'échanges entre les DT et les maîtres d'ouvrage pour finaliser ces dossiers et les transmettre à l'ANRU pour visa et paiement. Le nombre de ces dossiers soulevant encore des difficultés d'instruction est à présent marginal, de sorte que la clôture de ces 237 opérations est sécurisée et possible avant la mi-février 2022.
- **50 opérations n'ont pas fait l'objet d'une demande de solde validée par le maître d'ouvrage avant la date limite d'engagement.** Un travail d'échenillage avec les délégations territoriales a permis de distinguer :
  - **33 opérations n'ayant pas pu respecter les impératifs de dépôt de leur solde** soit en raison de blocages liés à des contrôles embarqués dans le système d'information AGORA (exemple : demande d'acompte non finalisée par le maître d'ouvrage et l'empêchant de déposer une demande de solde) soit parce que ces opérations font l'objet de procédures liées à des protocoles transactionnels, soit également en raison de transferts d'opérations vers le NPNRU à finaliser. Ces situations sont identifiées et pourront donner lieu à une clôture financière court terme (avant la fin janvier 2022).
  - **17 opérations pour lesquelles les maîtres d'ouvrage n'ont pas déposé leur demande de solde alors qu'aucun blocage technique ou réglementaire ne pesait sur ces opérations.** En application du règlement comptable et financier du PNRU, des démarches dites « contradictoires » ont été engagées au cours du dernier trimestre 2021 et sont en cours avec les maîtres d'ouvrage concernés. Ces dernières visent à communiquer aux maîtres d'ouvrage la situation de l'exécution financière connue par l'ANRU ainsi que les décisions de clôture en l'état ou de désengagement de la subvention qui seront prises à défaut de réponse argumentée et justifiée de leur part. Les délais accordés aux maîtres d'ouvrage pour répondre aux courriers arriveront à échéance d'ici la fin janvier afin de permettre un solde intégral du programme en février 2022.

## ⇒ Situation provisoire des économies réalisées sur le PNRU

Le montant global des **économies constatées sur le programme PNRU fin décembre 2021 s'élève à 689 M€** (hors 119 M€ de transferts au NPNRU déjà déprogrammés du PNRU au 31/12/2021), soit 89 M€ au-delà de la cible initiale de 600 M€ fixée dans la convention tripartite ANRU-Action Logement-Etat (2018).

Cette évaluation intègre les montants de frais de fonctionnement de l'agence (personnels, fonctionnement et investissements) dédiés aux programmes de rénovation urbaine jusqu'en 2018 (année comprise).

Par ailleurs, cette évaluation des économies intègre l'impact du transfert en NPNRU de 56 opérations, par déprogrammation des ressources et dépenses qui leur étaient affectées en PNRU. Ces opérations représentent 147,6 M€ d'engagements constatés au 31/12/2015 (date de la fin des engagements du PNRU) et représentera un montant total de 128 232 393 € de déprogrammation du PNRU reprogrammés en NPNRU.

**A ce stade de l'instruction des dernières opérations du PNRU, le montant total des économies réalisées au titre du PNRU s'élève, sous réserve de l'instruction des dossiers validés par les MO mais non encore soldés, à 726 463 588 €, en additionnant :**

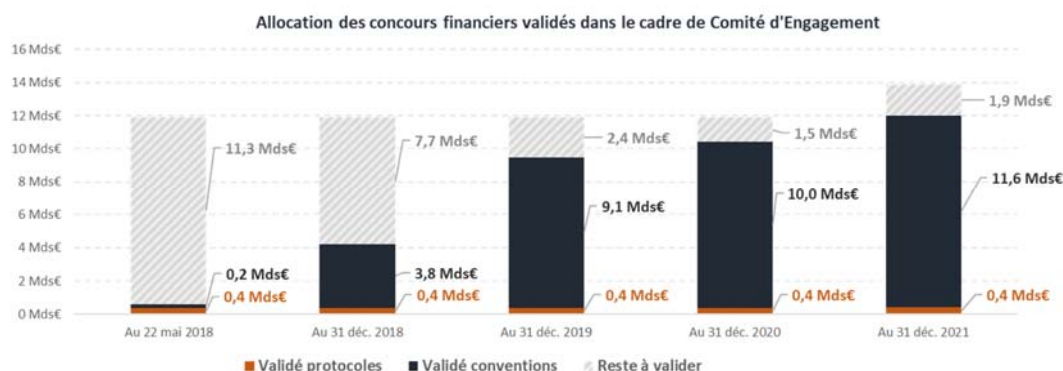
- 689 039 424 € d'économies constatées au 31 décembre 2021 (hors 119 394 653 € de transferts au NPNRU d'ores et déjà déprogrammés du PNRU) ;
- 37 424 164 € d'économies issues des dossiers de demande de solde validés par les maîtres d'ouvrage et en cours d'instruction par les DT et l'ANRU (hors 2 996 617 € de transferts au NPNRU déprogrammés du PNRU) : ces économies représentent la différence entre le montant des engagements des opérations concernées et le montant sollicité en solde par les maîtres d'ouvrage en complément des paiements déjà réalisés. Cette différence peut également se traduire par un constat d'indus. Le montant d'économies est la valeur nette des soldes à décaisser et des indus à recouvrer ;

Un potentiel d'économies supplémentaires réside dans les 50 dossiers de solde non déposés par les maîtres d'ouvrage au 30 juin 2021 et dont le reste à payer théorique était de 47,4 M€ (hors transferts). Ce montant d'économies ne pourra être déterminé que dans le cadre de la clôture de ces dossiers et notamment par la mise en œuvre de procédures contradictoires.

## IV.1.2/ Exécution du NPNRU

### ⇒ Le rythme de validation des conventions pluriannuelles reste soutenu et tend vers un bouclage de la programmation au premier semestre 2022

La validation des projets présentés en Comité d'Engagement s'est poursuivie de manière intensive en 2021, année au cours de laquelle près de **1,5 Mds€ ont été programmés**. Désormais le **montant total des programmations des concours financiers (subventions et prêts) s'élève à la totalité de l'enveloppe allouée au NPNRU avant que celle-ci ne soit abondée de 2 Mds€ supplémentaires dans la Loi de Finances pour 2022**.

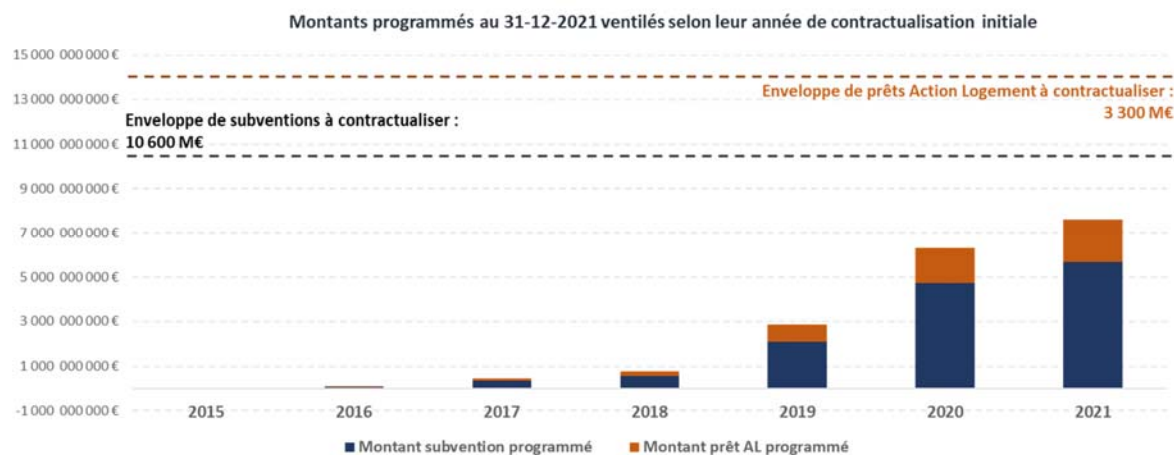




**Au 31 décembre 2021, 12,010 Mds€ de concours financiers ont été validés au titre du NPNRU, parmi lesquels 7,6 Mds€ de conventionnement NPNRU ont pu être signés et enregistrés dans le système d'information (IODA), dont 1,3 Mds€ sur la seule année 2021.**

Ainsi, sur les 480 QPV éligibles au NPNRU, **430 QPV ont d'ores-et-déjà un projet validé** (soit 95% des 455 quartiers prévus en projet, les 25 restant ne sollicitant pas le NPNRU).

Parmi ces 430 projets, **305 font l'objet d'une convention signée ou en cours de signature** (+37 en 2021) portant à **71% la part des QPV ayant une convention finalisée.**



⇒ **En 2021, le niveau d'engagement atteint témoigne d'une montée en puissance de l'exécution financière du programme :**

Le budget initial 2021 prévoyait, pour les conventions pluriannuelles et les protocoles de préfiguration, une exécution de l'ordre de 1 156 M€ d'autorisations d'engagement et 337 M€ de crédits de paiements au titre du NPNRU. En juin 2021, l'exécution financière était faible et obérait l'atteinte de l'objectif du budget initial ; seulement 84 M€ avaient été engagés (soit 7% du BI) et 17 M€ payés (soit 5% du BI).

Le Conseil d'Administration du 29 juin 2021 a ainsi voté un budget rectificatif (BR) fixant à 800 M€ les autorisations d'engagements et à 317 M€ les crédits de paiements 2021 pour ce programme.

**A la faveur d'une forte mobilisation de tous les acteurs de la chaîne financière lors du second semestre 2021, 688 M€ de subventions ont pu être engagés, soit 86% du BR 2021, et 200 M€ de paiements ont pu être réalisés, soit 63% du BR.**

*Synthèse de l'exécution 2021 du NPNRU :*

En M€	BI 2021	Exécution au 30-06	Taux d'exécution au 30-06 du BI 2021	BR 2021	Exécution au 31-12	Taux d'exécution au 31-12 du BR 2021
AE	1 156 M€	84 M€	7%	800 M€	688 M€	86%
CP	337 M€	17 M€	5%	317 M€	200 M€	63%

Source : SSP - données au 31-12-2021

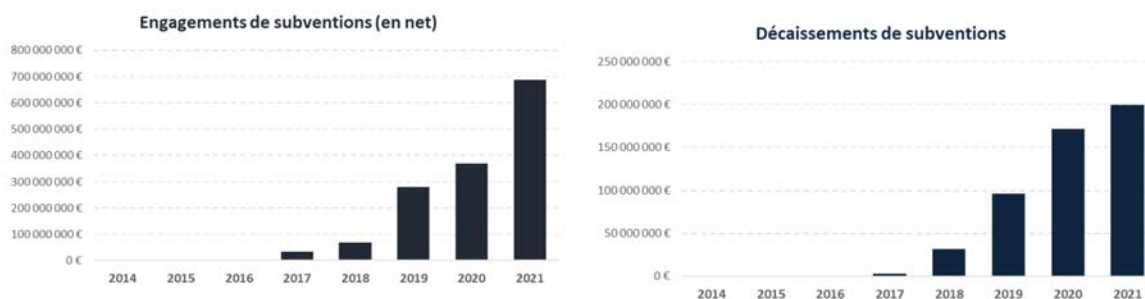
**Le montant total des engagements contractualisés sur le NPNRU est ainsi porté fin 2021 à 1 443 M€** (subventions), dont 48% engagés sur le seul exercice 2021. **Les paiements de subventions en 2021 portent quant à eux le montant total des décaissements réalisés pour le NPNRU à 503 M€** ; soit 40% du montant global de décaissements ainsi réalisés en 2021.

**Au 31 décembre 2021, 26% des concours financiers (et 25% des montants de subventions) contractualisés étaient ainsi engagés financièrement et 25% des subventions engagées avaient été payées.** Parmi les 10 231 opérations contractualisées à ce stade, 2 163 sont d'ores-et-déjà terminées opérationnellement et soldées financièrement.





Le profil pluriannuel d'exécution financière du NPNRU permet ainsi de mesurer la forte progression des engagements en 2021 comparativement aux exercices précédents. Ces chiffres confirment la montée en puissance de l'exécution financière des opérations après leur phase de contractualisation.



Ces éléments mettent également en exergue la très forte concentration de l'exécution financière sur la fin de l'année et le mois de décembre tout particulièrement (cf. ci-dessus chapitre II.2).



Source : SSP / Programme : NPNRU / Année : 2021

Plusieurs facteurs ont contribué à atteindre ce niveau d'engagement malgré un premier quadrimestre d'exécution financière très faible :

- **La refonte des modalités d'exécution financière du NPNRU intervenue en 2021** : le règlement financier du NPNRU a été modifié pour mettre en place des échéanciers de paiements dès l'engagement des opérations. Ces nouvelles règles de décaissements, plus proches des besoins de maîtres d'ouvrage, offrent une meilleure prévisibilité de la dépense au titre du NPNRU. Parmi les 1 098 DAS (DASi, DASm, Solde directs) prises en 2021 sur des opérations bénéficiant de subventions ANRU, 980 ont généré un échéancier de paiements. **Ainsi 73% des 200 M€ de subventions mises en paiement en 2021 sont directement liés à un acompte par échéancier, soit près de 145 M€.**
- **La mise en production de la troisième vague de développements du système d'information IODA** : celui-ci intègre depuis 2021 des fonctionnalités permettant d'instruire l'ensemble des opérations du NPNRU, de leur contractualisation jusqu'aux engagements et aux paiements. La livraison de ces fonctionnalités de IODA (contractualisations, engagements, paiements) **s'est échelonnée sur le premier quadrimestre avec pour effet de décaler la reprise de l'exécution financière.**
- **La mise en place de nouveaux outils de reporting et de suivi par tableaux de bords nationaux et départementaux qui améliorent le suivi et le pilotage financiers.** Ces outils (sur supports Excel et Power BI) seront déployés dans le réseau territorial de façon accrue à partir de 2022 et progressivement automatisés dans le SI IODA.

Ces deux évolutions ont induit un délai de développements informatiques, de formation et d'acculturation des acteurs de la chaîne financière, mais leur mise en place a également démontré leur pertinence et leur efficacité en permettant de traiter un volume important d'engagements et de paiements sur une période très resserrée (219 M€ d'engagements en décembre soit 32% du volume annuel et 68 M€ payés soit 34% du volume annuel).

#### ⇒ Focus sur les protocoles de préfiguration :

Les protocoles de préfiguration sont les premiers contrats à avoir permis la mise en œuvre du NPNRU. Leur contractualisation est achevée (des avenants venant encore les faire évoluer) et **leur exécution financière est très avancée**. A fin 2021, on constate ainsi 76% d'engagement des subventions ANRU contractualisées et 62% de paiements des subventions engagées :



Source : IODA, données au 31-12-2021

- **324 M€ de subventions programmées** répartis entre **226 contrats** et **2 769 opérations**. Parmi ces 226 contrats, **deux** ont fait l'objet d'un avenant signé en 2021.
- **252 M€ de subventions engagées** dont **10 M€ de nouveaux engagements réalisés en 2021**.  
Ces engagements correspondent à 275 M€ de subventions programmées. Il reste au demeurant moins de 49 M€ de nouveaux engagements potentiels à réaliser sur ces protocoles, dans la mesure où certaines des opérations concernées doivent être annulées à la suite de reprogrammations intervenues dans les conventions. **Les montants de subventions restant à engager sur les protocoles sont donc relativement faibles.**
- **157 M€ de subventions payées** au total soit 62% des engagements constatés à date sur ces contrats. Parmi ces 157 M€, **10 M€ de paiements sont intervenus en 2021**.
- **1 963 opérations de ces protocoles sont d'ores et déjà soldées, soit 71% de l'ensemble des 2 769 opérations contractualisées.** Il s'agit pour l'essentiel d'opérations d'ingénierie.

- Les protocoles sont également porteurs d'opérations d'investissements. En montants de subventions, ces dernières représentent la majorité des subventions programmées (212 M€) même si leur nombre est nettement inférieur aux opérations d'ingénierie (257 opérations). **La majorité des opérations restant à solder figurent parmi ces opérations d'investissement.**

	Contractualisé		Engagé		Payé			
	Nombre d'opérations programmées	Subventions programmées	Nombre d'opérations engagées	Subventions engagées	Nombre d'opérations avec paiements	Subventions payées	Nombre d'opérations soldées	Subventions payées sur des opérations soldées
Ingénierie	2 512	112 M€	2 100	87 M€	2 046	79 M€	1 891	75 M€
Investissement	257	212 M€	190	165 M€	154	78 M€	72	30 M€
Total protocoles	2 769	324 M€	2 290	252 M€	2 200	157 M€	1 963	105 M€

Source : IODA, données au 31-12-2021

#### ⇒ **Focus sur les opérations pré-conventionnées :**

Les opérations pré-conventionnées (OPPC) constituent un autre outil ayant permis de lancer plus rapidement la mise en œuvre opérationnelle du NPNRU. **Ces OPPC ont été largement mobilisées et leur contractualisation a fortement progressée en 2021.** Pour rappel, à fin 2020, le montant des subventions programmées dans le cadre de ces OPPC était de 317 M€ de subventions et 185 M€ de prêts Action Logement, soit 502 M€ de concours financiers. **A fin 2021, ce sont désormais 413 M€ de subventions (+96 M€) et 273 M€ de prêts Action Logement (+88 M€), soit 686 M€ de concours financiers (+184 M€), qui sont contractualisés en OPPC.** Ces chiffres devraient peu évoluer, la fin de la contractualisation du NPNRU devant intervenir d'ici 2022-2023. Les contractualisations auront donc essentiellement comme support des conventions pluriannuelles.

A fin 2021, l'exécution financière des opérations pré-conventionnées est la suivante :



Source : IODA, données au 31-12-2021

- **413 M€ de subventions programmées** dans le cadre de **641 OPPC**.
- **262 M€ de subventions engagées dont 116 M€ de nouveaux engagements pris en 2021**, traduisant ainsi la montée en puissance de l'exécution financière sur des opérations plus matures opérationnellement. **Près de 149 M€ d'engagements potentiels de subventions restent à réaliser sur ces OPPC.**
- **93 M€ de subventions payées**, soit 35% des engagements constatés à date. Parmi ces 93 M€, **39 M€ sont le fait de paiements intervenus en 2021**, marquant là aussi une **accélération de l'exécution financière en cohérence avec l'avancement opérationnel des opérations.**

**A l'inverse des protocoles, les OPPC soldées sont encore peu nombreuses.** Seules 30 opérations de ce type ont achevé leur exécution financière. Cela s'explique en grande partie par la nature des opérations ayant été pré-conventionnées. **A l'inverse des protocoles, les OPPC concernent quasi intégralement des opérations d'investissement** (et non d'ingénierie). Ces dernières représentent 95% des subventions programmées par le biais de ce dispositif de contractualisation (393 M€ sur 413 M€).

	Contractualisé		Engagé		Payé			
	Nombre d'opérations programmées	Subventions programmées	Nombre d'opérations engagées	Subventions engagées	Nombre d'opérations avec paiements	Subventions payées	Nombre d'opérations soldées	Subventions payées sur des opérations soldées
Ingénierie	38	20 M€	14	17 M€	13	8 M€	4	5 M€
Investissement	603	393 M€	414	245 M€	219	85 M€	26	14 M€
Total OPPC	641	413 M€	428	262 M€	232	93 M€	30	19 M€

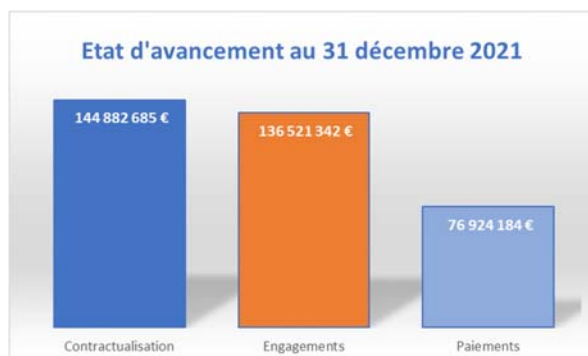
Source : IODA, données au 31-12-2021

#### IV.1.3/ Exécution du PNRQAD

Le PNRQAD concerne 25 projets et est doté de 380 M€ de financements nationaux : 150 M€ de l'ANRU, 150 M€ de l'Anah et 80 M€ de l'Etat.

Ce programme, pour lequel les 25 projets ont été conventionnés entre 2010 et 2014, est en phase opérationnelle. Tous les projets ont engagé opérationnellement leurs opérations dont l'instruction est en cours pour certains et tous ont signé leurs avenants fixant les dates limites de clôture.

**Au 31 décembre 2021, le niveau des engagements est de 136,52 M€ et les paiements s'élèvent à 76,92 M€.** Les paiements représentent donc désormais 56% des subventions engagées et plus de la moitié des montants contractualisés dans les conventions.



**En termes d'exécution budgétaire pour l'année 2021, les engagements s'élèvent à 5,65 M€ pour un budget initial de 7 M€ et celui des paiements à 10,06 M€ pour un budget initial de 23 M€.**

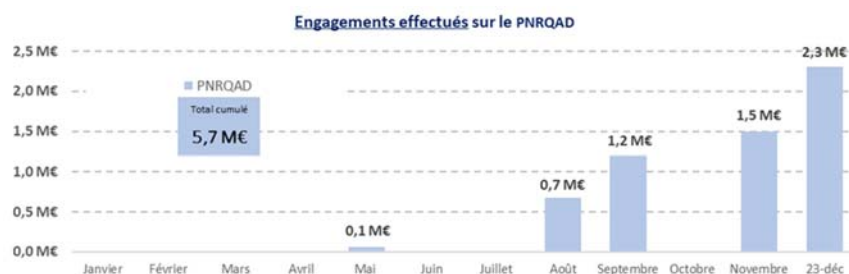
En M€	BI 2021	Exécution au 30/09	Taux exécution au 30/09 par rapport au BI2021	Réalisation fin 2021	Taux exécution au 31/12 par rapport au BI2021
AE	7	1,88	27%	5,66	81%
CP	23	3,85	17%	10,06	44%

Les montants d'engagement sont donc plus faibles que les années précédentes, ce qui correspond à une période de terminaison de ces processus d'engagement sur ce programme. Les derniers engagements auront lieu en 2022.

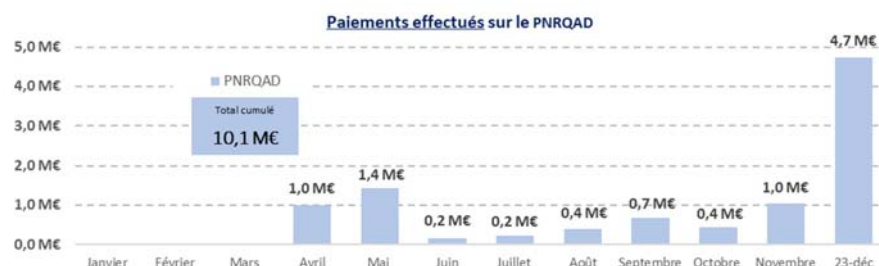
**L'écart entre l'exécution 2021 des engagements et les prévisions budgétaires est essentiellement dû à l'impossibilité pour le projet de Montreuil-Bagnolet de voir l'instruction des engagements finalisés au cours de cette année 2021, amenant une sous-exécution des engagements de 3,06 M€.** En 2021, trois projets ont cependant intégralement engagé financièrement leurs opérations : Nice (à 98% de la programmation initiale prévue), Bordeaux (à 92% de la programmation initiale prévue), Carpentras (à 100% de la programmation initiale prévue).

Plusieurs projets ont consommé l'intégralité des crédits de paiement qui leur étaient alloués (Nice, Bordeaux, Lille, Carpentras) et la majorité des autres projets ont des taux de consommation de 40 et 70%. L'écart entre les paiements prévus budgétairement et l'exécution 2021 est essentiellement lié au retard opérationnel de quelques opérations, en raison de difficultés opérationnelles rencontrées, notamment pour les opérations de requalification d'îlots dégradés (Bayonne, Saint-Gilles, Villeneuve-Saint-Georges). Cinq projets n'ont ainsi consommé aucun crédit de paiement en 2021 alors que les projets sont en phase opérationnelle (Sedan, Marignane, Saint-Gilles, Calais, Meaux, Bayonne, Villeneuve-Saint-Georges). De surcroît, certains de ces territoires enregistrent une exécution financière qui ne correspond pas à l'état d'avancement physique des opérations (Bayonne, Marignane, Saint-Gilles), ce qui nécessitera une relance des maîtres d'ouvrage pour rapprocher exécution opérationnelle et exécution financière.

Le cadencement des engagements et des paiements pour la PNRQAD a connu la même saisonnalité que pour les PNRU et le NPNRU, avec une forte concentration sur la fin de l'année.



Cette très forte concentration des paiements sur décembre n'a pas permis l'instruction et la validation de tous les dossiers déposés par les maîtres d'ouvrages.



Ainsi 4,94 M€ de demandes de paiement étaient au 31 décembre 2021 en cours d'instruction dans les délégations territoriales et que 5,2M€ de demandes de paiements étaient en cours de validation par les maîtres d'ouvrage avant transmission aux délégations territoriales.

Fin 2021, **221 opérations PNRQAD étaient encore actives financièrement, dont 13 restent à engager.**

**Dix départements concentrent 76 % des restes à payer sur opérations engagées, soit 51 M€ dont :**

- Seine-Saint-Denis : 16 M€
- Nord : 8 M€
- Hérault, Val-de-Marne, Pyrénées-Atlantiques et Bouches-du-Rhône : 4 M€ chacun

### Zoom sur les opérations PNRQAD non soldées

Source : Agora - Données au 23/12/2021



En 2022, 19 projets PNRQAD atteindront la date limite de premier acompte au 30 juin, ce qui devrait accélérer les demandes de paiement, en complément des paiements liés aux projets ayant été définitivement engagés en 2020 et 2021. 4 projets atteignent par ailleurs leur date limite de solde en 2023.

Des revues de projet annuelles seront réalisées autour des porteurs de projets afin d'accompagner et suivre précisément l'avancement physique et l'exécution financière et améliorer leur rapprochement.

## IV.2 / Les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'ANRU

La crise sanitaire liée au Covid 19 a eu pour la seconde année un impact sur l'exécution budgétaire d'une partie des dépenses de fonctionnement de l'agence, liées à l'animation des acteurs territoriaux et aux expertises et audits sur les projets qui ont eux-mêmes subi des décalages opérationnels.

Malgré ce contexte, le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement (ANRU, PIA, Urbact et Aston) par rapport au budget rectificatif s'établit à un niveau supérieur au taux 2020 (77% des AE et 68% des CP du budget initial) en atteignant en fin d'année 83,4% des prévisions d'engagements et 77,3% des prévisions de paiements du budget rectificatif qui avait augmenté les autorisations de dépenses par rapport au budget initial afin de permettre la prise en charge du nouveau bail de location du futur site à Pantin ainsi que des dépenses de fonctionnement nécessaires à la gestion du SI IODA et à la cybersécurité de l'agence.

En cohérence avec les motifs qui avaient justifié le vote d'un budget rectificatif en juin 2021, les dépenses d'investissement enregistrent un taux d'exécution de 90,1% en engagement et de 106,9% en paiements. Ce dépassement de la prévision de paiements a été permis d'une part financièrement par la sous-exécution sur d'autres postes de dépenses et d'autre part réglementairement par la règle de vote du budget au niveau du résultat d'exécution. Ces dépenses sont pour l'essentiel, liées au projet SI IODA, projet structurant pour la contractualisation, la gestion et le suivi du NPNRU.

En M€	EXÉCUTION 2021											
	Budget Initial 2021		Budget Rectificatif du 29 juin 2021		Projection 2021		Execution 2021		Taux d'exécution 2021 / BR		Taux Execution 2021 / Projection	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous-total hors PIA et hors URBACT	11,13	12,29	28,61	12,76	26,78	11,29	24,61	10,76	86,0%	84,4%	91,9%	95,3%
PIA	1,74	1,95	2,23	2,43	1,72	1,79	1,10	0,97	49,5%	40,0%	64,0%	54,3%
URBACT												
Budget Fonctionnement	12,87	14,24	30,83	15,19	28,50	13,08	25,71	11,74	83,4%	77,3%	90,2%	89,7%
Sous-total hors PIA	2,22	2,22	2,99	2,61	3,01	3,01	2,70	2,79	90,1%	106,9%	89,5%	92,7%
Budget Investissement	2,22	2,22	2,99	2,61	3,01	3,01	2,70	2,79	90,1%	106,9%	89,5%	92,7%

(N.B. : la colonne 3 « Projections à fin 2021 » correspond aux projections à fin 2021 revues et présentées lors du CA du 18 novembre 2021).

### IV.2.1 / Les dépenses de fonctionnement

#### ⇒ Les dépenses de fonctionnement de l'agence, hors PIA et hors URBACT

La sous-exécution relative d'une partie du budget de fonctionnement, dans un contexte de crise sanitaire prolongée, porte le taux d'exécution à 86,0% en engagements et 84,4 % en paiements par rapport au budget révisé.



En M€	EXÉCUTION 2021											
	Budget Initial 2021		Budget Rectificatif du 29 juin 2021		Projection 2021		Execution 2021		Taux d'exécution 2021 / BR		Taux Execution 2021 / Projection	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
PNRU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				
NPNRU	1,71	1,77	1,69	1,74	1,26	1,14	1,03	1,04	61,1%	59,6%	82,3%	91,3%
PNRQAD	0,03	0,03	0,03	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	8,4%		120,0%
Support	9,39	10,49	26,88	10,97	25,52	10,15	23,57	9,72	87,7%	88,6%	92,4%	95,8%
RH	0,48	0,52	0,45	0,50	0,33	0,43	0,23	0,33	50,4%	66,6%	69,0%	76,8%
Hors projets ponctuels	0,48	0,52	0,45	0,50	0,33	0,43	0,23	0,33	50,4%	66,6%	69,0%	76,8%
Informatique	2,52	2,08	2,67	2,45	2,79	2,42	2,80	2,27	104,8%	92,7%	100,3%	94,2%
Hors projets ponctuels	0,96	1,00	1,01	1,08	1,21	1,15	0,86	1,07	84,7%	99,7%	70,5%	93,7%
Immobilier	0,08	1,45	17,45	1,45	16,81	1,45	15,43	1,44	88,4%	99,2%	91,8%	99,1%
Frais généraux	2,16	1,85	1,98	1,69	1,69	1,61	1,54	1,35	77,9%	79,7%	91,2%	83,9%
Hors projets ponctuels	1,72	1,33	1,55	1,16	1,17	0,91	1,17	0,83	75,6%	71,5%	99,9%	90,8%
Accompnt et animation des acteurs RU	3,15	3,59	3,40	3,97	3,01	3,37	2,70	3,45	79,2%	86,9%	89,5%	102,5%
Hors projets ponctuels	0,98	0,94	0,94	0,90	0,84	0,78	0,79	0,78	83,2%	86,9%	94,0%	100,9%
Financement des DDT	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,88	0,87	0,87	99,3%	99,3%	99,3%	99,3%
Hors projets ponctuels	0,66	0,66	0,66	0,66	0,66	0,66	0,76	0,76	114,5%	114,5%	114,5%	114,5%
International	0,14	0,13	0,05	0,03	0,00	0,00	0,01	0,01	12,0%	24,0%		
Hors projets ponctuels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01				
Support : Ss-total Projets ponctuels	4,51	4,58	4,82	5,22	4,50	4,77	4,34	4,50	90,0%	86,3%	96,6%	94,4%
Support : Ss-total Support Hors projets	4,88	5,91	22,06	5,75	21,02	5,38	19,23	5,22	87,2%	90,8%	91,5%	97,0%
Sous-total hors PIA et hors URBACT	11,13	12,29	28,61	12,76	26,78	11,29	24,61	10,76	86,0%	84,4%	91,9%	95,3%

- Concernant les **dépenses de fonctionnement liées aux programmes** :
  - ⇒ **En support au NPNRU** : l'année 2021 est marquée par une sous-exécution due pour l'essentiel à la non-réalisation de trois missions d'expertise. Ces dernières n'ont pu se réaliser en raison du contexte sanitaire. Par ailleurs, le projet relatif à la thématique de la requalification des LLS, projet identifié sur la feuille de route 2021, est reportée sur 2022.
  - ⇒ **En support au PNRQAD** : le programme est opérationnellement bien avancé et entre dans la phase médiane de son exécution financière. Géré par des organisations déjà actives sur le PNRU et la NPNRU et porté par le SI Agora, ce programme génère peu de coûts de fonctionnement propres.
- **L'exécution des dépenses liées aux fonctions support reste impactée en 2021 par la crise sanitaire et sa durée. Elle s'établit à 87,7 % en engagements et 88,6% en paiements.**
  - ⇒ **Ressources humaines (hors enveloppe de personnels ANRU)** :
 

Ce poste de dépense est en retrait par rapport aux prévisions du budget rectificatif du 29 juin 2021 en s'établissant à des taux d'exécution de 50,4% en AE et 66,6 % en CP. Ce constat s'explique principalement par une diminution de certaines missions liée à la crise sanitaire de la Covid-19 :

    - Un plus faible recours aux intérimaires ;
    - Une réduction importante des déplacements compensée par un accroissement des réunions en distanciel ;
    - Un report à 2022 voire un abandon de certains projets de formation (notamment les accompagnements individuels et les formations dits « cycle long »).
  - ⇒ **Informatique** :
 

L'exécution financière des dépenses informatiques est conforme au budget rectificatif avec un taux de 104,8% en engagements et de 92,7% en paiements. Le besoin de consommation d'AE supplémentaires pour l'année 2021 s'explique par deux facteurs :

    - Les besoins d'approvisionnement en équipements informatiques ont été anticipés en 2021 pour éviter la rupture de stock dans un contexte international de pénurie des matériaux et composants électroniques et de rallongement des délais de livraison ;



- L'engagement de la maintenance corrective pour le projet SI IODA a été avancé pour prendre en compte l'évolution du projet lui-même : initialement prévue en 2022, cette maintenance corrective a finalement été initiée dès 2021.

⇒ **Immobilier :**

Les dernières négociations quant au contenu et au montant du bail de location du futur site de l'agence à Pantin ont eu lieu après le vote du budget rectificatif. Le montant du bail signé (15 412 800 €TTC, soit 12 124 800 €TC de loyer et 3 288 000 €TTC de charges) étant inférieur aux prévisions, le taux d'exécution des engagements s'établit à 88,4% des AE.

⇒ **Frais généraux :**

Les dépenses sont en sous-exécution en AE avec un taux d'exécution de 77% et de 78,7% en CP mais restent globalement maîtrisées par rapport aux prévisions révisées en novembre (91,2% en AE et 83,9% en CP) qui tenaient plus finement compte de l'impact de la crise sanitaire, à savoir :

- Une réduction des frais de déplacements, en lien direct avec la situation sanitaire ;
- Une diminution des frais d'avocats du pôle RH, compte tenu d'un nombre des dossiers moins importants ;
- Le report sur l'année 2022 d'un audit territorial ;
- L'absence de nouvelle dépense engagée dans le cadre de recours ou contentieux juridictionnels en 2021 ;
- Un coût de marché d'assurances inférieur aux prévisions.

⇒ **Animation et accompagnement des acteurs :**

Ces missions demeurent les plus sensibles aux événements conjoncturels, et en l'occurrence à la crise sanitaire. Cependant, à la faveur d'un travail piloté par la DS2A, les JERU ont pu avoir lieu selon des modalités à la fois présentes et distancielles, marquant plusieurs journées importantes pour les actions et le partage d'expertises de l'ANRU ainsi que pour tous ses partenaires. L'exécution financière de ces actions s'établit au final à 79,2% en AE et 86,9% en CP du budget rectificatif. Cette sous-exécution s'explique par les éléments suivants :

- L'annulation de plusieurs actions d'animation prévues en présentiel, ou converties en distanciel, en lien direct avec la situation sanitaire ;
- Le décalage des FRARU ;
- Le report des prestations d'études et d'expertise sur 2022.

⇒ **International :**

L'arrêt temporaire de l'activité internationale (mission Algérie) est directement lié au contexte de la pandémie et a eu pour conséquence de n'engager aucune dépense sur l'année 2021 à ce titre.

## IV.2.2 / Les dépenses d'investissement

En M€	Budget Initial 2021		Budget Rectificatif du 29 juin 2021		Projection 2021		Execution 2021		Taux d'exécution 2021 / BR		Taux Execution 2021 / Projection	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Support</b>	2,22	2,22	2,99	2,61	3,01	3,01	2,70	2,79	90,1%	106,9%	89,5%	92,7%
Frais généraux	0,01	0,01	0,02	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	97,0%	97,0%	100,0%	100,0%
Informatique	2,21	2,21	2,98	2,60	3,00	3,00	2,68	2,78	90,1%	106,9%	89,4%	92,6%
<b>Sous-total hors PIA</b>	<b>2,22</b>	<b>2,22</b>	<b>2,99</b>	<b>2,61</b>	<b>3,01</b>	<b>3,01</b>	<b>2,70</b>	<b>2,79</b>	<b>90,1%</b>	<b>106,9%</b>	<b>89,5%</b>	<b>92,7%</b>
<b>Budget Investissement</b>	<b>2,22</b>	<b>2,22</b>	<b>2,99</b>	<b>2,61</b>	<b>3,01</b>	<b>3,01</b>	<b>2,70</b>	<b>2,79</b>	<b>90,1%</b>	<b>106,9%</b>	<b>89,5%</b>	<b>92,7%</b>

Le niveau de d'exécution des dépenses d'investissement atteint 90,1% des AE et 106,9 % des CP du budget rectificatif. Cette exécution est principalement liée au projet SI IODA : la vague 3bis des développements menés sur ce système d'information s'est révélée plus coûteuse que prévu en raison de la complexité des fonctionnalités qui la constituent et des besoins exprimés par les

services métiers et les acteurs territoriaux qui l'utilisent. Ces développements ont permis de mettre en production en 2021 :

- Le compte rendu d'exécution annuel (CREA), prévu par le nouveau règlement financier et par lequel les maîtres d'ouvrage et porteurs de projets rendent compte, au fil de l'évolution de leurs opérations, du niveau des réalisations physique et financière ;
- Des tableaux de bord de reporting en « presse bouton » ;
- Les fonctionnalités permettant le traitement dans IODA des projets Quartiers Fertiles ;
- Une fiche opérationnelle détaillée ;
- Des améliorations pour faciliter le renseignement et l'exploitation de « l'enquête chantier » dans IODA.

#### IV.2.3 / Les dépenses PIA

Les dépenses de fonctionnement relatives aux PIA s'élèvent à 1,10 M€ en AE et 0,97 M€ en CP, ce qui représente un niveau de consommation de 49,5 % en AE et 40 % en CP du budget rectificatif.

En M€	EXÉCUTION 2021											
	Budget Initial 2021		Budget Rectificatif du 29 juin 2021		Projection 2021		Execution 2021		Taux d'exécution 2021 / BR		Taux Execution 2021 / Projection	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
P324 / Internats d'Excellence (IE)	0,03	0,03	0,03	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,0%		
P324 / Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI)	0,15	0,15	0,10	0,10	0,00	0,01	0,00	0,01	0,0%	12,8%		100,0%
P411 / Projets innovants en faveur de la JEUNESSE	0,09	0,12	0,11	0,14	0,03	0,05	0,03	0,02	31,5%	18,4%	107,3%	48,0%
P414 Axe 1 / Ville Durable et Solidaire (VDS / Axe 1)	0,22	0,35	0,19	0,32	0,19	0,26	0,19	0,17	98,6%	52,8%	99,7%	64,7%
P414 Axe 1 / Ville Durable et Solidaire (VDS / Axe 1 ANRU+)	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,02	0,00	0,01		26,0%		84,2%
PIA3 Territoire d'Innovation - Grande Ambition (TIGA)	0,30	0,30	0,25	0,25	0,25	0,20	0,25	0,07	100,9%	28,9%	100,8%	35,7%
P414 Axe 2 / Ville Durable et Solidaire (VDS / Axe 2)	0,96	0,96	1,55	1,55	1,25	1,25	0,63	0,68	40,4%	44,0%	50,1%	54,5%
	1,74	1,95	2,23	2,43	1,72	1,79	1,10	0,97	49,5%	40,0%	64,0%	54,3%

Les dépenses de fonctionnement liés à la mise en œuvre des programmes PIA manifestent une sous-exécution notable pour cette année 2021, sous l'effet de plusieurs facteurs :

- ⇒ **Les PIA Internats d'excellence et les Internats de la réussite** n'ont pas nécessité cette année de mission d'audit, aucun dysfonctionnement sur la conduite d'une opération ni aucun litige n'étant apparu. Ce programme n'a donc généré aucune dépense de fonctionnement pour l'agence.
- ⇒ Concernant **le programme CSTI**, le niveau faible d'exécution (12,8% en CP et 0% en AE), se justifie par la non-réalisation d'audits systématiques. En effet, la plupart des projet CSTI sont arrivés en fin de convention en début d'année 2021. La non-exécution d'AE sur cette année coïncide avec la mise en place en 2022 d'une nouvelle orientation : remplacement des audits systématiques par des audits au cas par cas.
- ⇒ **PIA Jeunesse** : son niveau faible d'exécution (31,5% en AE et 18,4% en CP) est en corrélation avec le ralentissement général des actions dû à la crise sanitaire. L'abandon d'une journée d'animation des acteurs et le décalage de deux audits sur le début d'année 2022 accentuent cette sous-exécution.
- ⇒ **Concernant les PIA Axe 1**, le niveau d'exécution en AE est en phase avec le budget rectificatif de juin 2021, à savoir 99%. L'exécution financière des CP montre une sous-exécution en s'établissant à 48,6% pour diverses raisons :
  - Les délais d'élaboration et d'attribution des marchés subséquents ont conduit à des démarrages tardifs des missions d'expertise. Ces missions ont effectivement commencé en décembre 2021 et continueront en 2022 ;

- L'incertitude du contexte sanitaire a eu pour conséquence des reports successifs d'événements d'animation pour les Quartiers Fertiles dont certaines prestations d'animation, de communication et d'expertise auraient dû être soldées sur l'année 2021. Ces prévisions de dépenses sont donc décalées sur 2022.
  - Un élément conjoncturel lié à la pénurie de matières premières a empêché l'impression des « Carnets de l'innovation ».
- ⇒ **Concernant les PIA Axe 2**, les taux d'exécution financière de 40,4% en AE et de 44% en CP traduisent un ralentissement lié à la capacité d'expertiser et de suivre le volume de projets qui constituait l'ambition traduite dans les prévisions budgétaires. Les facteurs sont de deux ordres:
- L'impact de la crise sanitaire liée au Covid 19 ;
  - L'arrivée retardées des ETP supplémentaires en septembre 2021, initialement prévue au 1er trimestre 2021.

### **IV.3 / Les emplois et la masse salariale**

Les emplois (en ETP comme en ETPT) et la masse salariale exécutés en 2020 respectent le budget initial avec un taux de réalisation de 99,5% en ETPT et de 97% en masse salariale, malgré les difficultés et contraintes dans la gestion des ressources humaines induites par la crise sanitaire.

**Le budget initial 2021 voté au conseil d'administration du 24 novembre 2020 prévoyait les autorisations budgétaires suivantes : 141,5 ETPT (Equivalent Temps Plein Travaillé) répartis ainsi :**

- 130,4 ETPT projetés hors postes comptabilisés comme étant des postes de renforts en 2021
- 6,6 ETPT correspondant aux renforts validés en 2020, dont 4,3 ETPT refacturés dans le cadre des programmes PIA Co-investissement et Urbact/Aston
- 4,5 ETPT de renforts supplémentaires en 2021 (créations de postes), dont 1,6 ETPT de CDD

Ce budget initial 2021 intégrait des renforts identifiés par l'ANRU au regard des évolutions structurantes pour l'agence. En effet, la réforme ELAN et la poursuite du déploiement du système d'information IODA ont nécessité de renforcer certaines fonctions (contrôle interne, juridique, service facturier,...). Concernant les emplois dédiés aux programmes de rénovation urbaine, le budget initial prévoyait une stabilité des effectifs en redéployant des postes à la suite de départs.

Le budget initial intégrait également des renforts concernant les programmes PIA notamment le Co-Investissement qui ont pu être réalisés au second semestre 2021 après confirmation par le SGPI des effectifs 2021-2023, à travers la signature d'un avenant à la convention financière du 21 décembre 2018 qui portait elle-même avenant à la convention financière relative au programme d'investissements d'avenir du 14 janvier 2015 entre l'Etat et l'ANRU.

Au regard de sollicitations externes et financées par refacturation de l'ANRU, le volume d'ETP et ETPT 2021 a été revu dans le cadre du budget rectificatif pour prendre en compte ces besoins nouveaux. Ainsi, le budget rectificatif 2021 voté au Conseil d'Administration du 29 juin 2021 a intégré des renforts au titre du Secrétariat d'URBACT ainsi qu'en interne de l'ANRU au profit du programme d'agriculture urbaine.

**Pour 2021, le niveau des emplois autorisés a donc été revu à 143,4 ETPT.** La répartition indicative des emplois directement rémunérés par l'ANRU par briques de programmes était la suivante :

## Répartition des emplois en ETPT par briques de programme :

Emplois dédiés à la gestion des programmes de rénovation urbaine (PNRU, NPNRU, PNRQAD)	102,7
Emplois dédiés à la gestion d'URBACT III	17,2
Emplois dédiés à la gestion des PIA - hors axe 2 Ville Durable et solidaire	14
Emplois dédiés à la gestion des PIA - axe 2 Ville Durable et solidaire - Fonds de Co-investissement	6,8
Emplois dédiés à la gestion d'ASToN	2,7
<b>Total</b>	<b>143,4</b>

Le budget exécuté respecte à la fois le volume d'effectifs et la masse salariale :

	BI	BR	Réalisé
<b>ETPT</b>	<b>141,5</b>	<b>143,4</b>	<b>142,8</b>
Enveloppe Personnel en M€ AE = CP	13,356	13,477	13,075

⇒ **Les ETPT autorisés par le Conseil d'administration sont respectés avec un total de 142,8 ETPT**, soit un taux d'exécution de 99,6%.

La majorité des recrutements prévus en 2021 ont pu être réalisés. D'autres se concrétiseront en 2022, notamment trois recrutements qui ont pu être finalisés en fin d'année 2021.

Ces ETPT réalisés sont répartis comme suit par brique de programme pour l'année 2021 :

Emplois dédiés à la gestion des programmes de rénovation urbaine (PNRU, NPNRU, PNRQAD)	103,6
Emplois dédiés à la gestion d'URBACT III	16,2
Emplois dédiés à la gestion des PIA - hors axe 2 Ville Durable et solidaire	14,8
Emplois dédiés à la gestion des PIA - axe 2 Ville Durable et solidaire - Fonds de Co-investissement	5,5
Emplois dédiés à la gestion d'ASToN	2,7
<b>Total</b>	<b>142,8</b>

⇒ **Concernant les emplois mis à disposition (MAD) :** 3 MAD étaient prévues entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021, avec un équivalent de 3 ETPT au 31/12/2021, comprenant 1 contrat de MAD remboursé conclu dans le cadre d'un échange de personnel et 2 salariés MAD de l'ANRU par son organe de tutelle et non remboursés (URBACT). L'exécution 2021 est de **3 ETPT** conformément à la prévision.

⇒ **L'année 2021 a été marquée par les mouvements d'effectifs suivants :**

- 27 Sorties dont 11 fins de CDI, 6 fins de CDD, 6 fins de détachement et 4 fins de stages,
- 35 entrées dont 16 CDI, 11 CDD, 4 détachements et 4 stages.

**Concernant le taux de rotation du personnel sur postes pérennes, il augmente légèrement en 2021 par rapport à 2020.**

En ce qui concerne l'ancienneté moyenne des salariés ayant quitté l'agence, elle est de 5,6 années pour les salariés en CDI et 7,4 années pour les fonctionnaires détachés, soit **une ancienneté moyenne relativement importante attestant pour 2021 d'une stabilité des personnels en poste et de ceux souhaitant poursuivre à l'externe leur parcours professionnel.**

	2019			2020			2021		
	Entrées	Sorties	Sorties : ancienneté moyenne en années	Entrées	Sorties	Sorties : ancienneté moyenne en années	Entrées	Sorties	Sorties : ancienneté moyenne en années
CDI	20	17	5,32	12	10	7,2	16	11	5,6
CDD	14	11	0,5	10	7	0,7	11	6	0,7
Détachements	9	1	3,72	4	3	2,1	4	6	7,4
Alternance	2	4	1,2	1	2	0,8	0	0	
Stagiaires	4	3	0,38	3	4	0,48	4	4	0,38
<b>Total</b>	<b>49</b>	<b>36</b>		<b>30</b>	<b>26</b>		<b>35</b>	<b>27</b>	
ETP CDI/Détachement au 31/12/N-1	109,42			119,43			130,58		
Taux de rotation sur postes pérennes	21,5%			12,1%			14,2%		

⇒ **Le plafond de masse salariale voté dans le cadre du budget rectificatif est également respecté**, avec une exécution à hauteur de 97% :

En M€	BR 2021		Exécution			
	AE	CP	AE	% exécu°	CP	% exécu°
<b>Budget Personnel</b>	13,4 77	13,4 77	13,0 75	97,0 %	13,0 75	97,0 %

**La différence d'exécution représentant 0,402 M€ s'explique par les principaux facteurs suivants :**

- L'écart concernant la rémunération du personnel (65% de l'écart total) s'explique principalement par :
  - l'enveloppe d'intéressement versée mai 2021 au titre de 2020 (3,31% de la masse salariale 2020 au lieu de 4% budgétés),
  - une moindre exécution sur les remboursements de transports compte tenu du télétravail généralisé pendant la crise sanitaire.
- L'écart constaté pour les charges de personnel (représentant 28% de l'écart total) est lié à la sous-exécution des éléments concernant la rémunération du personnel, se répercutant ensuite sur les charges sociales (Urssaf notamment).
- Enfin, l'écart constaté pour les impôts et taxes (représentant 7% de l'écart total) est lié à une sous-exécution de la taxe sur les salaires et de la contribution à la formation professionnelle.

	BI	BR	Réalisé
<i>Enveloppe Personnel en m€</i>			
Rémunération du personnel	8,468	8,545	8,282
Charges de personnel	3,763	3,798	3,685
Impôts et taxes	1,125	1,134	1,108
<b>Total</b>	<b>13,356</b>	<b>13,477</b>	<b>13,075</b>

## VI/ SOLDE BUDGETAIRE, EQUILIBRE FINANCIER ET GESTION DE LA TRESORERIE

BESOINS en M€			
	BI	BR	Réalisé
Solde budgétaire (déficit)	213,5	140,1	
Remboursement d'emprunt (capital) ; nouveau prêt (capital) ; dépôts et cautionnement (capital)			
Opérations au nom et pour le compte de tiers			
Autres décaissements sur comptes de tiers			3,1
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme</b>	<b>213,5</b>	<b>140,1</b>	<b>3,1</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie</b>	<b>-</b>		<b>177,1</b>
dont Abondement de la trésorerie fléchée			14,4
dont Abondement de la trésorerie non fléchée			162,7
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>213,5</b>	<b>140,1</b>	<b>180,2</b>

FINANCEMENTS en M€			
BI	BR	Réalisé	
		<b>177,0</b>	Solde budgétaire (excédent)
			Nouveaux emprunts (capital) ; remboursements de prêts (capital) ; dépôts et cautionnement (capital)
			Opérations au nom et pour le compte de tiers
		<b>3,2</b>	
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>180,2</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme</b>
<b>213,5</b>	<b>140,1</b>	<b>-</b>	<b>PRELEVEMENT de la trésorerie</b>
			dont prélèvement de trésorerie fléchée
<b>213,5</b>	<b>140,1</b>		dont prélèvement de trésorerie non fléchée
<b>213,5</b>	<b>140,1</b>	<b>180,2</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

Le budget rectificatif prévoyait 758 M€ de crédits de paiement et 618 M€ de recettes, soit un déficit budgétaire prévisionnel de 140 M€.

A la clôture 2021, le solde budgétaire est excédentaire et s'élève à 177 M€, principalement en raison de la non-réalisation de 326 M€ en crédits de paiement par rapport à la budgétisation prévisionnelle rectificative relative aux dépenses d'intervention.

### Compte de résultat

en M€

CHARGES	BI	BR	Réalisé	PRODUITS	BI	BR	Réalisé
Personnel	13,4	13,5	12,0	Subventions de l'Etat	15,0	22,0	0,1
dont charges de pensions civiles*	0,4	0,4	0,3	Fiscalité affectée			
Fonctionnement autre que les charges de personnel	16,6	17,6	16,2	Autres subventions	634,0	574,0	595,4
Intervention (le cas échéant)	1 708,0	1 271,0	881,9	Autres produits (reprise sur provisions, recette PIA, ...)	531,8	480,3	330,2
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>1738,0</b>	<b>1302,1</b>	<b>910,1</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>1 180,8</b>	<b>1 076,3</b>	<b>925,7</b>
<b>Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15,6</b>	<b>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</b>	<b>557,2</b>	<b>225,7</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>1 738,0</b>	<b>1 302,1</b>	<b>925,7</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>1 738,0</b>	<b>1 302,1</b>	<b>925,7</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

**Le compte de résultat est le niveau global de vote et d'autorisation des dépenses et recettes par le Conseil d'administration de l'ANRU.**

**Le compte de résultat prévisionnel voté à l'occasion du budget rectificatif de juin 2021 autorisait un résultat déficitaire de 225,7 M€. En fin de gestion, le résultat d'exploitation présente au final un excédent de 15,6 M€,** notamment du fait de la sous-exécution de l'enveloppe d'intervention, principalement en charges et, dans une moindre mesure, en produits.

L'intervention (pour le volet des charges) regroupe les demandes de paiement pour les trois programmes de rénovation urbaine (PNRU, NPNRU et PNRQAD) ainsi que les dotations aux provisions sur les programmes NPNRU et PNRQAD, calculés par différence entre les engagements et les paiements de l'année.

Concernant les produits, le poste des reprises de provision concernant le PNRU est significativement plus faible que prévu du fait du report de la clôture du programme à 2022.

### Calcul de la capacité d'autofinancement

en M€

	BI	BR	Réalisé
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	<b>- 557,2</b>	<b>- 225,7</b>	<b>15,6</b>
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	821,0	494,3	490,6
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 527,0	- 458,0	- 318,7
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			0,0
- produits de cession d'éléments d'actifs			
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice			
<b>= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)</b>	<b>- 263,2</b>	<b>- 189,4</b>	<b>187,5</b>

**La capacité d'autofinancement (CAF) de l'exercice 2021 reste positive et s'élève à 187 M€, contrairement au budget rectificatif qui prévoyait un prélèvement sur fonds de roulement de 192,1 M€.** Cette CAF provient du résultat de l'exercice augmenté des charges d'amortissements et de provisions (essentiellement les provisions d'intervention pour le NPNRU), diminuées des reprises d'amortissements et de provisions (notamment les reprises de provisions PNRU) qui ne donnent pas lieu à décaissement ou à dette de l'exercice.

**Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés**

en M€

EMPLOIS	BI	BR	Réalisé	RESSOURCES	BI	BR	Réalisé
Insuffisance d'autofinancement	263,2	189,4	-	Capacité d'autofinancement	-	-	187,5
Investissements	2,2	2,6	3,2	Financement de l'actif par l'Etat			
Remboursement des dettes financières				Financement de l'actif par des tiers autres que			
				Autres ressources			
				Augmentation des dettes financières			
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>265,5</b>	<b>192,1</b>	<b>3,2</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>187,5</b>
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	184,3	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	265,5	192,1	-

**Le fonds de roulement correspond à la différence entre les capitaux propres de l'ANRU (ressources stables) et l'actif immobilisé (Emplois stables), et donc révèle la capacité de l'agence à absorber les risques financiers liés à son activité.**

L'activité de l'ANRU a permis de dégager un flux potentiel de trésorerie de 187 M€ en 2021. Cette capacité d'autofinancement a permis de financer les investissements liés au projet IODA pour 3,2 M€ et de dégager un apport au fonds de roulement de +184,3 M€.

Cette hausse du fonds de roulement (+184,3 M€) est accompagnée par une moindre augmentation du besoin de financement à court terme de l'agence (+7,3 M€), ce qui génère une amélioration de la trésorerie de +177 M€ entre 2020 et 2021.

**Ces ratios attestent des capacités de l'agence à faire face à ses engagements financiers de court terme.**

**Au demeurant, au regard des volumes financiers des programmes de rénovation urbaine, ces ratios mettent également en évidence la nécessité du respect de versement annuel des contributions des partenaires-financeurs de l'ANRU, conformément aux engagements pris, en particulier à ce stade du programme NPNRU dont la progression des demandes d'engagement et de paiement par les maîtres d'ouvrage entrent à présent dans une phase plus active et croissante.**

**Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie**

en M€

	BI	BR	Réalisé
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 265,5	- 192,1	184,3
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	- 52,0	- 52,0	7,3
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	- 213,5	- 140,1	177,0
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	541,4	721,1	1 097,5
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 210,1	- 24,1	35,2
Niveau de la TRESORERIE	751,5	745,2	1 062,2

En termes de trésorerie, le budget rectificatif prévoyait un solde à fin 2021 de 745 M€. **Le solde de trésorerie constaté fin 2021 s'élève à 1 062 M€**, en progression par rapport au solde de trésorerie au 31/12/2020 (885 M€). Ce solde de trésorerie est cohérent avec l'excédent budgétaire constaté au titre de l'exercice 2021.

\* \*  
\*



## B- Annexe comptable

### BILAN 2021

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Net
<b>ACTIF</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de R et D	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions, brevets	8 583 466,05	5 562 817,64	3 020 648,41	1 016 699,88
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	2 583 089,05	0,00	2 583 089,05	2 990 019,28
Avances et acptes / imm. inc.	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles				
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériels, outillage	57 049,38	27 829,89	29 219,49	39 779,01
Autres immobilisations corporelles	1 755 234,40	1 631 543,38	123 691,02	188 138,09
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Av. et acptes / imm. corp.	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>12 978 838,88</b>	<b>7 222 190,91</b>	<b>5 756 647,97</b>	<b>4 234 636,26</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés sur commande	20 658,48	0,00	20 658,48	121 506,69
Clients et cptes rattachés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances	38 763 658,16	0,00	38 763 658,16	65 354 809,52
Capital sousc. appelé non versé	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Instruments de trésorerie - Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	1 349 821 963,64	0,00	1 349 821 963,64	1 215 193 229,37
<b>Total actif circulant</b>	<b>1 388 606 280,28</b>	<b>0,00</b>	<b>1 388 606 280,28</b>	<b>1 280 669 545,58</b>
Charges constatées d'avance	192 543,41	0,00	192 543,41	78 253,79
Charges à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart conversion actif	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>	<b>1 401 777 662,57</b>	<b>7 222 190,91</b>	<b>1 394 555 471,66</b>	<b>1 284 982 435,63</b>

## BILAN 2021

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice N</b>	<b>Exercice N-1</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Report à nouveau	-95 137 422,39	-412 346 491,74
RESULTAT DE L'EXERCICE	15 582 557,67	317 209 069,35
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions réglementées	0,00	0,00
<b>Total I (Capitaux propres)</b>	<b>-79 554 864,72</b>	<b>-95 137 422,39</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES</b>		
Provisions pour risques	207 009,00	140 621,50
Provisions pour charges	1 182 564 953,00	1 012 386 651,00
<b>Total II (Provisions pour risques et charges)</b>	<b>1 182 771 962,00</b>	<b>1 012 527 272,50</b>
<b>DETTES</b>		
<b>Total Dettes Financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Avances et acomptes / cmde	0,00	0,00
Dettes fournisseurs	481 310,29	35 981 084,52
Dettes fiscales et sociales	1 842 424,57	1 624 256,70
Dettes sur immobilisations	0,00	0,00
Autres dettes	289 014 639,52	329 987 244,30
Instruments de trésorerie - Passif	0,00	0,00
Produits constatés d'avance	0,00	0,00
<b>Total Dettes non financières</b>	<b>291 338 374,38</b>	<b>367 592 585,52</b>
Ecart de conversion passif	0,00	0,00
<b>Total général</b>	<b>1 394 555 471,66</b>	<b>1 284 982 435,63</b>

# COMPTE DE RESULTAT 2021

	Exercice N	Exercice N-1
<b>EXPLOITATION</b>		
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Production immobilisée	389 498,41	358 502,88
Subventions d'exploitation	595 493 537,00	660 993 800,00
Reprises amortissements et provisions	318 696 102,50	250 390 529,85
Autres produits	11 077 165,31	6 453 318,15
<b>Total produits d'exploitation (I)</b>	<b>925 656 303,22</b>	<b>918 196 150,88</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats, charges externes	11 755 386,57	9 188 584,81
Impôts et taxes	1 122 568,72	1 042 242,41
Salaires et traitements	8 335 132,52	8 024 050,81
Charges sociales	3 703 818,14	3 557 295,79
Immos : Dot. aux amortissements	1 648 451,22	1 107 412,04
Immos : Dot. aux dépréciations	0,00	0,00
Actif circ. : Dot. provisions	0,00	0,00
Risques : Dot. provisions	488 940 792,00	194 689 393,00
Autres charges	394 554 739,61	383 378 102,67
<b>Total charges d'expl. (II)</b>	<b>910 060 888,78</b>	<b>600 987 081,53</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>15 595 414,44</b>	<b>317 209 069,35</b>
Bénéf attr. ou perte tr. (III)	0,00	0,00
Perte supp. ou bénéf tr. (IV)	0,00	0,00
<b>FINANCIER</b>		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
<b>Total Produits fin. (V)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>Total Charges fin. (VI)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>RES. COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>15 595 414,44</b>	<b>317 209 069,35</b>
<b>EXCEPTIONNEL</b>		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
<b>Total produits except. (VII)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges except.: ope. gestion	12 856,77	0,00
Charges except.: ope. Capital (2)	0,00	0,00
Dotations exceptionnelles	0,00	0,00
<b>Total charges except. (VIII)</b>	<b>12 856,77</b>	<b>0,00</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-12 856,77</b>	<b>0,00</b>
Participation des salariés (IX)	0,00	0,00
Impôt sur les bénéfices (X)	0,00	0,00
<b>TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)</b>	<b>925 656 303,22</b>	<b>918 196 150,88</b>
<b>TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>910 073 745,55</b>	<b>600 987 081,53</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>15 582 557,67</b>	<b>317 209 069,35</b>

## **1. Principes, règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels de l'ANRU sont établis conformément aux règles et principes comptables qui suivent les dispositions du Plan Comptable Général (règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La monnaie est l'euro. L'ANRU ne possède pas de filiale, ni d'établissement secondaire.

L'ANRU clôture son exercice comptable au 31 décembre 2021.

La durée de l'exercice correspond à l'année civile.

### **1.1) Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (dont dépenses de personnel).

Pour les logiciels produits en interne, leurs créations comportent trois phases qui sont divisées en huit étapes :

Phases	Étapes
Phase conceptuelle	1. Étude préalable 2. Analyse fonctionnelle (conception générale de l'application) 3. Analyse organique (conception détaillée de l'application)
Phase de production	4. Programmation (codification) 5. Tests et jeux d'essai
Phase de mise à disposition de l'utilisateur et de suivi	6. Documentation 7. Formation de l'utilisateur 8. Suivi du logiciel (maintenance)

La période d'activation des coûts en immobilisation incorporelle s'étend de l'étape 3 à 6 incluse.

Le coût de production d'un logiciel comprend l'analyse organique qui permet la conception détaillée de l'application, la programmation qui consiste à codifier l'application, les tests et les jeux d'essai et enfin l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe du logiciel.

Les coûts correspondant aux phases antérieures et postérieures sont constatés en charges.

Toutefois, dans le cas où les dépenses d'amélioration des logiciels existants réalisées a posteriori ont pour effet d'augmenter la durée d'utilisation ou les performances de ceux-ci, elles constituent des dépenses ultérieures immobilisables.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsqu'elles n'ont pour effet que de maintenir le logiciel dans un état normal d'utilisation, elles sont portées en charges.

Le logiciel créé en interne à l'ANRU concerne le projet IODA. Les vagues ou productions en cours de conception et non mises en service au 31 décembre de l'année sont comptabilisées en immobilisation en cours, au compte 232520. Au moment de la mise en service, le compte 232520 est soldé par le compte 205320.

Comme les années précédentes, les amortissements ont été pratiqués selon le mode linéaire sur les acquisitions de biens immobilisés et les investissements immatériels :

AMORTISSEMENT MODE LINEAIRE		
201000	Frais d'établissement	5 ans
203000	Frais de recherche et de développement	3 ans
205310	Logiciel acquis	3 ans
205320	Logiciel créé	3 ans
215400	Matériel et outillage industriel	5 ans
218000	Installations générales, aménagements	10 ans
218100	Travaux d'agencement siège Anru	3 ans
218200	Matériel de transport	5 ans
218310	Matériel de bureau	3 ans

## 1.2) Provisions pour risques et charges

Une provision est constatée lorsqu'une obligation certaine nécessitera une sortie de ressources mais que l'échéance ou le montant ne sont pas déterminés de manière certaine.

L'ANRU se trouve engagé juridiquement vis-à-vis d'un maître d'ouvrage par une décision attributive de subvention (DAS) prise en application d'un contrat, les versements de fonds intervenant selon des échéances fixées dans un cadre pluriannuel, jusqu'à 60% du montant de la subvention engagée, puis, au-delà de ce seuil, sur la base de demandes de paiements ou de soldes à l'initiative des maîtres d'ouvrages.

Cette obligation vis-à-vis du maître d'ouvrage dont le montant peut être estimé de manière fiable est retracé dans la comptabilité générale de l'ANRU sous la forme d'une provision pour charge d'intervention. Cette provision constitue un passif non financier.

La formule de calcul de provision intervention est la suivante :

$$\begin{aligned} \text{TOTAL ENGAGEMENT JURIDIQUE} &= (\text{DAS}) - \text{LES DP REGLEES} - \text{DP EN COURS} \\ &= \\ \text{TOTAL « RESTE A LIQUIDER » (SSP)} \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{TOTAL « RESTE A LIQUIDER »} &- \text{TOTAL AVANCES VERSEES NON REPRISES} \\ &= \\ \text{TOTAL « RESTE A PAYER »} \\ \text{soit le montant total de la provision de l'exercice N} \end{aligned}$$

## 1.3) Subventions versées ou reçues

### Subventions reçues

Les subventions octroyées par l'Etat (ou autre organisme financeur) à l'ANRU sont assimilables à des subventions d'exploitations définies comme des « Subventions dont bénéficie l'entreprise pour lui

permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation ».

L'ANRU bénéficie de subventions pour faire face à ses charges d'exploitation (charges de fonctionnement et d'intervention). Ces subventions sont comptabilisées dès qu'elles sont octroyées.

Le schéma d'écriture dans le cadre de l'octroi des subventions de la part des financeurs est :

- #74 Subventions d'exploitation ;
- #4417 Etat – Subvention à recevoir, Subventions d'exploitation.

#### Subventions versées

La validation des paiements sur subventions attribuées (acomptes, soldes ou acomptes par échéancier) donne immédiatement lieu au constat d'une charge d'exploitation.

Elle est comptabilisée en utilisant les comptes suivants :

- #658 Charges diverses de gestion courante ;
- #467 Autres comptes débiteurs ou créditeurs.

Le fait générateur de comptabilisation de la charge de subvention est :

- La signature de la DAS par les délégués territoriaux (DT) lors de l'engagement qui générera un acompte de 20% du montant de la DAS, après la validation de l'ANRU ;
- La validation ANRU des demandes d'acomptes, après l'engagement (DAS), pour les opérations engagées avant le 31/12/2020 ou, pour les opérations engagées après le 1<sup>er</sup> janvier 2021, au-delà de l'échéancier de paiements prévu dans la DAS ;
- Les échéanciers de paiements annuels jusqu'à un montant équivalent à 60% du montant de la subvention engagée ;
- La signature des DAS de solde par les DT en fin d'exécution physique et financière de l'opération, après la validation de l'ANRU.

L'impact en comptabilité intervient donc après la signature de la DAS par le délégué territorial mais sous la responsabilité de l'ANRU, formalisée par la validation des dossiers d'acompte par la direction des affaires financières.

L'ensemble des processus d'instruction est intégré dans les applications métiers (IODA, Agora).

Les montants en charges d'intervention et en engagements juridiques sont issus des interfaces IOADA ou Agora.

#### **1.4) Comparabilité des comptes**

Le passage du cadre de gestion publique à un cadre de gestion industrielle et commerciale de l'ANRU entraîne un changement du référentiel comptable applicable à l'entité. Jusqu'au 31/12/2020, l'agence était soumise aux normes comptables des établissements publics et applique depuis le 01/01/2021 les dispositions du plan comptable général (PCG).

Le format des états financiers selon l'application du PCG diffère de celui des normes comptables des établissements publics. Une différence entre ces deux formats réside dans la présentation des flux relatifs à l'intervention et au fonctionnement dont la distinction est opérée dans le compte financier des établissements publics. Le PCG ne prévoit pas de distinction entre ces deux natures de flux. L'ensemble de ces dépenses est maintenant intégré dans les charges d'exploitation.

Pour permettre la comparabilité des Etats financiers 2021 et 2020, le bilan et le compte de résultat 2020 ont été retraités au format PCG.

#### **1.5) Changement méthodes comptables, d'estimation comptable ayant lieu sur l'exercice**

##### **a) Le fait générateur de la dépense de subvention**

Avant 2021, pour les trois programmes PNRU, PNRQAD et NPNRU, la certification du service fait (SF) était effectuée par le délégué territorial (DT). Elle emportait une écriture comptable par interface

AGORA/SSP : Débit 65 à Crédit 408. Une fois les SF certifiés, les dossiers de paiement étaient transmis au pôle paiement pour contrôle avant mise en paiement. En cas de rejet d'une demande de paiement par le comptable, la comptabilité était ainsi impactée par une correction. En fin d'exercice, des CAP étaient constatées dans la comptabilité SSP dès lors que le paiement n'intervenait pas au cours de l'année.

A compter du 01/01/2021, dans le cadre du NPNRU géré sous IODA et du PNRU/PNRQAD géré sous Agora, la règle de gestion de comptabilisation des SF est différente. Le fait générateur de comptabilisation de la charge d'intervention a été modifié. Il n'y a plus d'impact comptable au stade de l'avis DT, la validation par la direction financière de l'ANRU emporte concomitamment la certification du service fait et la comptabilisation de la dépense (génération de la demande de paiement SSP) sur le même exercice, formalisant ainsi l'engagement de l'ANRU. Aucune CAP ne sera constatée en fin d'année si toutes les demandes de paiement ont été payées.

La modification du changement de fait générateur est **un changement d'estimation comptable ayant un caractère prospectif**. Ce changement a un impact sur l'exercice en cours et les exercices futurs.

## b) IJSS

Un changement de méthode comptable est survenu en 2021 sur la comptabilisation des IJSS.

En 2020, les IJSS étaient comptabilisées lors du remboursement de la CPAM par le crédit du compte 641110 « IJSS Perçues ».

Afin d'avoir des données exactes lors des déclarations du prélèvement à la source, les IJSS sont comptabilisées depuis 2021 en même temps que les écritures de paye en produit constaté d'avance 438700.

## 2. Notes relatives aux postes de bilan

Au 31 décembre 2021, la structure du bilan est la suivante :

	2021	2020	Variations 2021-2020
<b>ACTIF</b>			
<b>Actif immobilisé net</b>	5 756 648	4 234 636	1 522 012
<b>Actif circulant</b>	1 388 606 280	1 280 669 546	107 936 734
<b>Charges constatées d'avance</b>	192 543	78 254	114 289
<b>Total actif</b>	<b>1 394 555 472</b>	<b>1 284 982 436</b>	<b>109 573 036</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Capitaux propres</b>	-79 554 865	- 95 137 422	15 582 558
<b>Provisions pour risques et charges</b>	1 182 771 962	1 012 527 273	170 244 689
<b>Dettes</b>	291 338 374	367 592 585	- 76 254 211
<b>Total passif</b>	<b>1 394 555 472</b>	<b>1 284 982 436</b>	<b>109 573 036</b>

Les montants significatifs impactant les postes du bilan sont explicités ci-après.



## 2.1) L'actif immobilisé

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice 2021				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	5 023 653	3 575 706	15 894	8 583 466
Immobilisations corporelles	1 925 180	14 708	127 604	1 812 284
Immobilisations en cours	2 990 019	3 168 776	3 575 706	2 583 089
Immobilisations financières	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>9 938 852</b>	<b>6 759 191</b>	<b>3 719 204</b>	<b>12 978 839</b>

En 2021, la poursuite des travaux sur le développement du logiciel IODA augmente l'actif immobilisé de 6 759 191€.

### 2.1.1 Immobilisations incorporelles

Les dépenses d'immobilisations incorporelles sont relatives au développement du portail de subvention IODA.

Afin de suivre les développements du logiciel IODA, une fiche auxiliaire de projet (FAP) est actualisée chaque année. Elle garantit le suivi du coût d'acquisition des vagues et des dépenses de personnel liées au projet.

En 2021 les dépenses relatives à la vague 3 IODA ont été mises en service pour 3 575 706 €. Elles concernent le développement des phases de contractualisation, d'engagement et de paiement des programmes de rénovation urbaine.

Les immobilisations incorporelles ont également connu en 2021 un nettoyage des montants inférieurs au seuil minimum d'immobilisation fixé à 1500 € HT pour 15 894 €.

### 2.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles baissent de 127 604 € en 2021 à la suite de sortie et des mises aux rébus de biens immobilisés.

Tout d'abord, la sortie des biens inférieurs à 1500 € a été réalisé et représente 84 729 €. La délibération du conseil d'administration de l'ANRU n°2019-22 du 27 novembre 2019 a réévalué le seuil unitaire et unique d'immobilisation à 1500€ HT. Un nettoyage des immobilisations inférieurs au seuil a donc été réalisé.

De plus, une revue de l'inventaire physique a été effectuée, durant l'été 2021. En comparaison avec l'état de l'actif, cela a conduit à l'enregistrement de sortie d'immobilisations (Mises au rébus) pour 42 875 €.

Le nombre de mises au rébus réalisé est de 10 dont 6 matériels informatiques pour la DSI (33 755,7 €) et 4 mobiliers pour les moyens généraux (9 119,37 €).

Par ailleurs, aucune cession ou vente d'immobilisation n'a été enregistrée en 2021. L'ANRU conserve ainsi dans son patrimoine deux véhicules acquis en 2013 et en 2014.

Les augmentations d'immobilisations corporelles concernent des travaux sur les portes battantes vandalisées des paliers du niveau 1 et 5 pour 14 708 €.

### 2.1.3 Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours concernent uniquement le logiciel produit en interne IODA.

Le logiciel IODA est produit et mis en service par vague. En 2021, les différentes vagues en cours de production ou livrées sont :

- La vague 3 sur la contractualisation, les engagements, les paiements. La mise en service a eu lieu le 12/04/2021.
- La Vague 3 bis sur les comptes rendus d'exécution (CREA), Changement de tiers, le reporting, les développements pour l'intégration du programme quartiers fertiles. La mise en service prévisionnelle est le 03/03/2022 ;
- Vague 4 sur le moteur de calcul des subventions. La mise en service prévisionnelle est le 01/10/2022.

La mise en service de la vague 3 en 2021 réduit le montant des immobilisations en cours de 3 575 706,46€.

Les dépenses effectuées en 2021 sur les différentes vagues pour 3 168 776 € expliquent l'augmentation des immobilisations incorporelles. Le coût de production comprend les coûts de personnel et les phases immobilisables de la conception du logiciel.

En 2021, les dépenses de personnel sont :

- Vague 3 : 90 882,96€ ;
- Vague 3 bis : 233 699,05 € ;
- Vague 4 : 64 916,40 €.

Les coûts de production immobilisés du fait du déclenchement de la phase « analyse organique » représentent en 2021 :

- Vague 3 : 634 229,36€ ;
- Vague 3 bis : 2 010 174,46 € ;
- Vague 4 : 134 874,00€.

### 2.1.4 Amortissements

Amortissements de l'exercice 2021				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>4 006 953</b>	<b>1 571 758</b>	<b>15 894</b>	<b>5 562 818</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 697 262</b>	<b>76 858</b>	<b>114 747</b>	<b>1 659 373</b>
<b>Total</b>	<b>5 704 215</b>	<b>1 648 615,68</b>	<b>130 640,5</b>	<b>7 222 191</b>

La durée d'amortissement des LPI est fixée à 3 ans conformément à la délibération du conseil d'administration du 27 novembre 2019 (délibération n°2019-22).

L'évolution des amortissements est en lien avec celle des immobilisations brutes.

Les augmentations correspondent aux dotations de l'année et les diminutions aux reprises aux amortissements présents dans le compte de résultat.

En 2021, le montant des amortissements est de 7 222 191 € et permet de déterminer celui des immobilisations nettes à 5 756 648 €.

## 2.2) L'actif circulant

### 2.2.1 Les créances

Etat des Créances			
	2021	2020	Variation 2021-2020
Créances MO : Avances versées et Indus	35 637 696	61 498 763	- 25 861 067
Autres créances d'exploitation	3 339 164	4 055 807	-716 643
<b>TOTAL</b>	<b>38 976 860</b>	<b>65 554 570</b>	<b>- 26 577 710</b>

#### ⇒ Les créances sur les maîtres d'ouvrage (MO) :

Le montant des créances sur les maîtres d'ouvrage correspond aux avances PNRU et PNRQAD restant à reprendre sur les engagements juridiques en cours, au fur et à mesure de la réalisation physique des opérations lors des demandes de paiement d'acomptes et de solde des subventions. Pour mémoire, le programme NPNRU ne prévoit pas de versements d'avances. Ces créances MO diminuent de 26 millions entre l'exercice 2020 et 2021.

Les avances sur le PNRU baissent de 33 M€ dont 22 millions de récupération d'avance sur les dossiers de paiement et 11 millions d'avances constatées en indu pour le recouvrement. Cette diminution importante des avances PNRU s'explique par une accentuation du traitement des dossiers afin de finaliser le programme. Le solde des avances s'apurera en 2022 avec la fin du PNRU programmée pour le premier trimestre 2022.

Les avances sur le programme PNRQAD diminuent de 0,6 Millions dont 1,6 millions d'avances récupérées et 1 millions d'avances versées en 2021.

Les créances sur les MO comprennent également les indus à recouvrer en raison du constat de trop-versés sur avances et acomptes, constatés notamment lors du décompte final au solde des opérations ou en raison de l'abandon d'opérations. **Entre 2020 et 2021, le montant des indus diminue de 1,3 millions** à la suite :

- Du recouvrement des créances pour 6,1 M€ (dont 2,8 M€ sur les titres de recette et 3,3 M€ sur avances),
- De la constatation d'indus pour 2,5 M€ sur des acomptes et 2,3 M€ sur les avances.

Le solde des indus en 2021 s'établit à 4,5 millions et concerne essentiellement la commune de Kourou pour 45% du solde.

En 2021, la reprogrammation de 37 opérations PNRU dans le programme NPNRU a été actée en Comité d'engagement et validée par le Conseil d'administration de l'ANRU. Cette bascule nécessite de solder les engagements juridiques suivis dans le PNRU, puis de recontractualiser selon les modalités du NPNRU. Solder l'engagement juridique a entraîné des indus sur les avances et acomptes déjà versés. La re-contractualisation dans le NPNRU génère une DAS puis une compensation pour le montant de l'indu.

L'impact de ces opérations sur le compte de résultat est nul lorsque les opérations de re-contractualisation et de solde de l'EJ sont réalisées sur le même exercice. Mais, lorsqu'elles sont réalisées sur des exercices différents, les produits du compte de résultat 2021 ainsi que le compte des indus sur avance sont gonflés de façon artificielle et déforment la sincérité du résultat.

Pour neutraliser ces effets, les écritures générées par le solde des EJ et dont les opérations n'ont pas été représentées en 2021 ont été extournées. Il en sera de même pour les écritures liées à la re-contractualisation sur les années suivantes.

Par conséquent, les trop perçus sur avance liés à la bascule des opérations PNRU vers le NPNRU ont été extournés et suivi sur le compte 467310 « Avances MO PNRU non soldées bascule NPNRU » pour 8,9 M€ concernant 35 indus sur acomptes. Ils feront l'objet d'une récupération au fur et à mesure des re-contractualisations dans le NPNRU sur les exercices suivants.

Les trop perçus sur acomptes ont été extournés pour 30,1 M€ concernant 19 titres de recette sur le compte 467870.

#### ⇒ **Les autres créances d'exploitation :**

Les autres créances d'exploitation s'élèvent à 3,3 M€ au 31/12/2021 dont :

- **Des avances versées sur la commande publique (21 K€)** : Le solde correspond aux avances faites aux fournisseurs Allo La Lune (Location de salle et les frais de réception) dans le cadre du marché public relatif à l'organisation de la journée innovation.
- **Des opérations particulières avec les entités publiques** : Le solde à fin 2020 est apuré en 2021 à la suite de :
  - **L'annulation des réserves budgétaires** pour 1,2 M€ : Des réserves de précaution avaient été appliquées sur les décisions attributives de financement des exercices 2018 (450 000 €) et 2019 (750 000 €). Les titres avaient été enregistrés sans déduction du montant des réserves de précaution. Or seul le montant inscrit comme étant à verser dans les décisions attributives de financement matérialise l'engagement de l'Etat vis-à-vis des organismes. Les réserves et les gels de crédits mais en œuvre par l'Etat ne sont pas créateurs de droit au profit de l'ANRU. Une annulation des sommes constatées en créance a été réalisée en 2021.
  - **Remboursement des titres émis** en 2019 sur les mises à dispositions de personnel du CGET à l'ANRU (25 300,12€).
- **Remboursements des frais de gestion des PIA** : en application du principe d'étanchéité entre les comptes de l'ANRU et des PIA, les programmes PIA remboursent les frais de gestion supportés par l'ANRU. Les refacturations de frais de gestion PIA représentent 3,0 M€ en 2021 et comprennent :
  - Refacturation des ETP aux différents ministères pour les programmes Jeunesse (ministère en charge de la jeunesse), Internat et CSTI (ministère en charge de l'éducation nationale) et Quartiers fertiles (plan de relance - ministère de l'agriculture) pour 518 K€. Ce montant est stable par rapport à l'année 2020 ;
  - Refacturation des frais directs et frais de structure sur les différents budgets annexes PIA (y compris frais de personnel pour le programme Co-Investissement) pour 2,1 M€ en augmentation de 347 K€, essentiellement liée à l'activité du Co-Investissement ;
  - Refacturation des frais de personnel, frais directs et de structure à la CDC pour le programme territoire innovation pour 334 K€ ;
  - Quartiers fertiles : pour la partie PIA, refacturation des frais directs sur le budget annexe VDS pour 40 K€. Pour la partie Plan de relance, refacturation des ETP au ministère de l'agriculture pour un montant maximum de 100 000 euros à compter d'un taux d'engagement de 80% des sommes déjà versées (soit 80% des 7 millions versés au premier semestre 2021). Les conditions de la refacturation n'étant pas réunies à fin 2021, cette

refacturation d'ETP a été comptabilisée en produit à recevoir pour 40K€ (inclus dans les refacturations d'ETP).

En 2021, les charges constatées d'avances ont été enregistrées pour un total de 192 K€, et concernent des abonnements ou de la maintenance couvrant à la fois l'exercice 2021 et 2022.

### 2.2.2 La trésorerie

Une stricte distinction comptable est faite entre la trésorerie de l'ANRU et les fonds qu'elle détient au titre des programmes d'investissement d'avenir, et qui ne peuvent être utilisés pour d'autres dépenses. Ces fonds obéissent à des règles strictes définies dans la convention entre l'Etat et l'ANRU. Dans la balance de l'ANRU, le compte 515000 est dédié à l'ANRU, et le compte 515200 est dédié aux PIA.

La situation de la trésorerie au 31/12/2021 est la suivante :

	2021	2020	Variation 2021 - 2020
<b>Trésorerie ANRU</b>	1 062 243 404	885 206 538	177 036 866
<b>Trésorerie Investissements d'avenir</b>	287 578 560	329 986 692	-42 408 132
<b>Totaux</b>	<b>1 349 821 964</b>	<b>1 215 193 230</b>	<b>134 628 734</b>

Les flux de **trésorerie propre de l'ANRU** se résument ainsi :

Flux de trésorerie 2021	TOTAL annuel
<b>Encaissement</b>	
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>	<b>591 334 226,75</b>
Autres financements publics	587 181 877,35
Recettes propres	4 152 349,40
<b>Recettes budgétaires fléchées</b>	<b>14 400 000,00</b>
Financements de l'État fléchés	14 400 000,00
<b>Opérations non budgétaires</b>	<b>3 167 946,39</b>
<b>Opérations gérées en compte de tiers</b>	<b>3 167 946,39</b>
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	3 167 946,39
<b>Total des encaissements</b>	<b>608 902 173,14</b>
<b>Décaissement</b>	
<b>Dépenses liées à des recettes globalisées</b>	<b>428 743 086,56</b>
Personnel	13 164 501,09
Fonctionnement	11 735 419,44
Intervention	401 049 344,74
Investissement	2 793 821,29
<b>Dépenses liées à des recettes fléchées</b>	<b>0,00</b>
<b>Opérations non budgétaires</b>	<b>3 082 878,45</b>
<b>Opérations gérées en compte de tiers</b>	<b>3 082 878,45</b>
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers	3 082 878,45
<b>Autres</b>	<b>39 341,26</b>
<b>Total des décaissements</b>	<b>431 865 306,27</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>177 036 866,87</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>885 206 537,13</b>
<b>Nouveau Solde</b>	<b>1 062 243 404,00</b>

La trésorerie de l'ANRU augmente de 177 M€ en 2021 contre 256 M€ en 2020. Cette moindre augmentation est liée à la baisse des recettes (-66 M€) et la hausse des dépenses (+13 M€).

Les encaissements proviennent essentiellement :

- des versements pour les programmes de rénovation urbaine, de la part d'Action Logement (390 M€), de la CGLLS (184 M€) et de l'Etat pour 14,4 millions.
- Le versement du ministère de l'agriculture de 7 millions d'euros dans le cadre du financement du programme Quartiers fertiles (plan de relance).
- Les remboursements des programmes internationaux d'Urbact et Aston à la suite des refacturations des frais de gestion pour 1,4 M€
- Les remboursements des programmes PIA au budget général à la suite des refacturations des frais de gestion 2020
- Le recouvrement en 2021 des indus sur avances et acomptes pour 6,1 M€.

Les décaissements 2021 concernent :

- Le paiement des subventions de rénovation urbaine à hauteur de 401 M€ dont 200 M€ pour le NPNRU, 191 M€ pour le PNRU et 10 M€ pour le PNRQAD
- Le paiement des subventions du programme Quartiers fertiles (plan de relance) pour 739 K€

## 2.3) Le passif

### 2.3.1 Les capitaux propres

A la clôture de l'exercice 2021, la situation des capitaux propres est la suivante :

Variation des capitaux propres	2021	2020	Variation 2021-2020
Report à nouveau à l'ouverture de l'exercice	- 95 137 423	- 412 346 492	317 209 069
Résultat de l'exercice	15 582 558	317 209 069	- 301 626 511
Report à nouveau à la clôture	- 79 554 865	- 95 137 423	15 582 558

**Le résultat en 2021 est excédentaire de 15,5 M€.** Il s'agit d'une amélioration du résultat, par rapport aux prévisions budgétaires, pour la cinquième année consécutive.

Les fonds propres de l'ANRU, dont l'amélioration se poursuit, demeurent négatifs en 2021 à hauteur de 80 M€. Cette somme, qui représente la valeur bilancielle de l'ANRU, est retracée au compte 26 « participations » dans les comptes de l'Etat.

Le résultat prévisionnel 2022 est estimé à - 905 M€. Cette perte prévisionnelle inversera la tendance des dernières années d'amélioration du montant des fonds propres de l'ANRU qui devrait s'établir à -985 M€. Cette évolution traduirait la baisse du résultat, déjà amorcée en 2021, en cohérence et lien direct avec l'augmentation attendue des paiements au titre des programmes de rénovation urbaine, et en particulier du NPNRU.

### 2.3.2 Les provisions pour risques et charges

En 2021, les provisions ont augmenté, du fait de l'importance des dotations sur provisions pour le programme NPNRU dont les engagements (DAS initiales et soldes directs) ont connu une progression significative.

Provisions				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<b>Provisions pour risques et charges</b>	140 621	169 095	102 708	207 009
<b>Provisions pour charges d'intervention</b>	1 012 386 651	491 828 590	321 650 288	1 182 564 953
<b>Total</b>	<b>1 012 527 272</b>	<b>491 997 685</b>	<b>321 752 996</b>	<b>1 182 771 962</b>

**Provisions pour risques et charges « de droit commun » s'établissent à 207 K€ en 2021 :**

La diminution correspond à la reprise de provision constaté en 2020 sur l'immeuble les Cascades pour 103 K€. Après réexamen du dossier par l'ANRU, un montant définitif de subvention a été arrêté et versé aux syndicats de copropriété Les Cascades pour 97 708 €.

L'augmentation correspond à la provision pour risque concernant le dossier Rhône Saône Habitat pour 137 500 €. Par décision du 29 décembre 2021, le tribunal administratif de Grenoble demande le réexamen de la demande de subvention de la société et le versement d'une somme de 1500 euros de frais irrépétibles.

D'autre part, la prime d'objectif du directeur général pour 2021, qui sera payée en 2022 en fonction de l'atteinte des objectifs, est également enregistré.

#### **Provisions pour charges d'intervention :**

Les provisions pour charges d'intervention correspondent aux restes à payer sur les différents programmes à la suite des signatures des décisions attributives de subvention qui engagent l'ANRU.

Les augmentations s'expliquent par :

- La provision au titre des subventions d'intervention du NPNRU (488 M€) : l'accélération des engagements sur ce programme explique le montant de la dotation de l'exercice 2021. En effet, le montant des engagements augmente de 688 M€ entre 2021 et 2020.
- La signature de quatre protocoles transactionnels entre l'ANRU et des maîtres d'ouvrage d'opérations PNRU nécessitant une prolongation de leur durée opérationnelle pour arriver à bon achèvement, au-delà de la fin du programme lui-même. Les restes à payer potentiels, et capés par ces protocoles d'accord, représentent 2,9 M€. Un transfert d'écritures comptables a donc été réalisé du compte de provisions PNRU vers un compte de provisions protocole PNRU. Les MO concernés sont : la SA des habitations à loyer modéré pour 2,7 M€ et la commune de Revin pour 192 K€.
- Le programme Quartiers fertiles (plan de relance) géré par l'ANRU depuis 2021 : le montant des restes à payer est de 645 K€ à fin 2021.

Les diminutions correspondent :

- Aux reprises de provisions au titre du PNRU (317 M€) : les travaux d'instruction et de paiement des dossiers pour clôturer le PNRU réduit les restes à payer sur les engagements. La date limite de dépôt des dossiers de solde PNRU était au 30 juin 2021.
- Aux reprises de provisions au titre du PNRQAD (4,4 M€) : les travaux d'instruction et de paiement des dossiers sur ce programme, qui arrive à mi-parcours, ont permis de réduire le montant des engagements de 5,7 M€ entre 2020 et 2021.



Les augmentations et diminution de provisions correspondent aux montants de dotation et reprise dans le compte de résultat.

### 2.3.3 Les dettes

	2021	2020	Variation 2021-2020
<b>Fournisseurs</b>	481 310	134 080	347 230
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	1 842 425	1 624 256	218 169
<b>Subventions à payer PIA</b>	287 578 560	329 986 691	-42 408 131
<b>CAP intervention</b>	1 433 605	35 847 004	- 34 413 399
<b>Autres dettes</b>	2 475	552	1 923
<b>Total</b>	291 338 374	367 592 585	- 76 254 211

#### Les dettes fournisseurs :

Les factures relatives à l'exercice 2021 non payées au 31 décembre 2021 représentent un total de 481 K€, contre 134 K€ à la clôture 2020. Ce montant correspond aux factures à présenter en demande de paiement en 2022.

Cette amélioration de l'enregistrement des charges à payer (CAP) résulte d'un travail important de recensement des charges à payer (CAP) mené par le service facturier (SFACT) en fin d'année. En complément de la note de fin de gestion qui rappelait l'obligation de certifier les services faits (SF) relatifs aux prestations réalisées en 2021, des rappels ont également été faits aux services métiers par le SFACT. En complément des CAP automatiques saisies dans le logiciel comptable, des CAP manuelles ont ainsi également pu être comptabilisées pour 436 K€ à la suite des recensements des factures 2021 arrivées en début d'année 2022 ou des dépenses récurrentes de l'ANRU.

#### Les dettes fiscales et sociales :

Le solde des dettes fiscales et sociales est de 1,8 M€ au 31/12/2021. Ce poste comprend les charges à payer en 2022 sur les éléments de paye (dont les CAP sur les congés payés, les participations des salariés au résultat ou encore l'intéressement). L'augmentation du poste s'explique essentiellement par l'enregistrement des charges à payer sur la mise à disposition de salarié de l'AFD à L'ANRU.

#### Les subventions à payer au titre des Investissements d'Avenir :

Le montant de 287,6 M€ est constitué des sommes restant à dépenser au titre des programmes d'Investissement d'Avenir et correspond exactement à la contrepartie existante en trésorerie pour chacun des programmes. Il s'agit du solde bancaire dédié aux Investissements d'Avenir.

**Les charges à payer d'intervention** s'établissent à 1,4 M€, contre 36 M€ fin 2020 et représentent les demandes de paiement validées (certification du service fait) mais non payés à la clôture de l'exercice selon la règle de gestion applicable avant 2021 sur le fait générateur des demandes de subvention, dont :

- **PNRU** : 1,4 M€ contre 28,9 M€ en 2020.
- **PNRQAD** : 33 K€ contre 2,4 M€ pour 2020.
- **NPNRU** : 0 M€ contre 4,6 M€ pour 2020.

Cette forte baisse des CAP d'intervention s'explique par deux facteurs :

- d'une part, un travail important réalisé par les équipes de la DAFSIC pour apurer les CAP antérieures à l'année 2021. Sur ces 167 dossiers pour un montant de 36 M€, seul 4 dossiers restent à apurer pour 1,4 M€ dont 1,3 M€ de charges à payer 2020 pour l'OPH Seine et marne. Le stock PNRU devrait disparaître en 2022 avec la fin des travaux sur le programme.
- De plus, depuis 2021, le fait générateur de l'enregistrement de la charge d'intervention est la validation de l'ANRU contrairement aux années précédentes où la charge résultait des validations des délégations territoriales. Cette action en fin de processus d'instruction et de validation de la somme réellement due au maître d'ouvrage (ou de l'indu) évite la constatation de charges à payer dès lors que l'ensemble des demandes de paiement sont payées sur l'exercice.

**Les autres dettes :**

Elles concernent des opérations enregistrées en compte d'attente ; il s'agit d'opérations réalisées en toute fin d'exercice et comptabilisées pour cette raison en compte d'attente. C'est le cas des indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS), versées par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans le cadre du maintien des salaires. Les sommes en solde du compte 471000 correspondent :

- à l'IJSS perçues en fin d'année du CPAM 77.
- un recouvrement d'indu de la commune d'Ajaccio qui a également été perçu avant l'émission du titre.

Ces opérations seront régularisées dès le début d'année 2022.

### 3. Notes relatives aux postes du compte de résultat

Au 31 décembre 2021, la structure du compte de résultat est la suivante :

Charges	2021	2020	Variation 2021-2020
Autres achats et charges externes	11 755 387	9 188 585	2 566 802
Impôts et taxes	1 122 569	1 042 242	80 326
Salaires et traitements	8 335 133	8 024 051	311 082
Charges sociales	3 703 818	3 557 296	146 522
Dotations aux amortissements et provisions	490 589 243	195 796 805	294 792 438
Autres charges	394 554 740	383 378 103	11 176 637
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	12 857	0	12 857
<b>Total des charges</b>	<b>910 073 746</b>	<b>600 987 082</b>	<b>309 086 664</b>
Produits	2021	2020	Variation 2021-2020
Production immobilisée	389 498	358 503	30 995
Subventions d'exploitation	595 493 537	660 993 800	-65 500 263
Reprises des amortissements et provisions	318 696 103	250 390 530	68 305 573
Autres produits	11 077 165	6 453 318	4 623 847
<b>Total des produits</b>	<b>925 656 303</b>	<b>918 196 151</b>	<b>7 460 152</b>
<b>RESULTAT EXERCICE</b>	<b>15 582 558</b>	<b>317 209 069</b>	<b>-301 626 512</b>

Le résultat de l'exercice 2021 s'établit à 15,6 M€, en baisse de 301,6 M€ par rapport au résultat de l'année 2020.

Cette diminution s'explique par une hausse des charges de 309 M€ alors que les produits n'augmentent que de 7,5 M€ entre les deux exercices, malgré une reprise de provisions qui progresse de 68,3 M€, résultant essentiellement du solde financier d'opérations, notamment pour le PNRU et le NPNRU.

La montée en puissance du NPNRU entraîne en effet une augmentation significative des engagements de l'ANRU qui se traduit dans les provisions pour charge d'intervention qui augmentent globalement de 293 M€.

### 3.1 ) Postes de charges

#### 3.1.1 Charges de fonctionnement de l'ANRU

Les charges de fonctionnement correspondent aux charges issues de l'activité ordinaire de l'ANRU : sommes versées en contrepartie de biens, de travaux, de services, charges de personnel, impôts et taxes.

##### 3.1.1.1 Autres achats et charges externes

Pour l'exercice 2021, les autres achats et charges externes (comptes 60, 61 et 62) augmentent de 2,6 M€. Cette hausse s'explique par :

- + 1,2 M€ des autres prestations extérieures diverses : en 2021, l'ANRU a effectué des travaux de développements et déploiement du système d'information IODA au profit de tous les utilisateurs de ce portail des subventions du NPNRU. Ce déploiement s'est notamment accompagné de prestations de formation ;
- + 788 K€ pour les frais de colloques : cette augmentation s'explique par la réalisation de l'évènement JERU en juin 2021 nécessitant des frais d'accompagnement et de restauration. Cet évènement qui devait se réaliser en 2020 avait été reporté en 2021 du fait de la situation sanitaire ;
- + 268 K€ sur les dépenses de maintenance : la maintenance est réalisée sur les systèmes d'information IODA et, AGORA, les logiciels comptables, les copieurs et le portail extranet.
- + 177 K€ sur les frais de publication dont 68 K€ pour la communication et 40 K€ pour les actions en faveur des programmes PIA, notamment la réalisation des carnets de l'innovation dans le cadre de l'organisation des journées de l'innovation.
- - 158 K€ concernant les achats de matériel (comptes 60) : en 2020, l'agence s'était équipée de matériel informatique et téléphonique (inférieurs au seuil d'immobilisation) et autres équipements de protection afin de faire face à l'épidémie du Covid 19. Ces dépenses ont été réalisées dans une moindre proportion en 2021.
- + 115 K€ sur le personnel détaché/prêté et relatif aux mises à disposition de personnel de l'AFD à l'ANRU ;
- + 90 K€ sur les cotisations dont + 115 K€ concernant la participation au congrès de l'USH organisé à Bordeaux du 21-24 septembre 2021. Ce poste comprend également la contribution annuelle versée pour l'école de la rénovation urbaine (ERU) de 346 K€ en 2021.
- - 69 K€ sur les frais déplacements et réceptions (comptes 625) : cette baisse s'inscrit dans la continuité de l'année 2020 avec la réduction des déplacements et rassemblements en raison de la crise sanitaire.
- - 29 K€ liés à une baisse relative des montants conventionnés avec l'Etat. Ces conventions sont relatives aux coûts de fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat (DDT/DRHIL/DEAL) afférents à leurs actions sur les programmes de rénovation urbaine portés par l'ANRU (conventions avec les ministères de l'Intérieur et de la Cohésion des territoires) et à la mise à disposition d'agents du ministère de la transition écologique auprès de l'ANRU.
- + 29 K€ d'augmentation des frais de gardiennage à la suite d'une série de cambriolages en 2021 dans les locaux de l'agence.

Les coûts d'honoraires sont stables entre 2020 et 2021 à la faveur d'une part de baisses de dépenses liées à la fin des travaux d'accompagnement à la mise en œuvre de la loi Elan (-305 K€) et d'autres part à des augmentations de dépenses liées à des accompagnements au sein du Co-Invest pour son activité de prise de participations et à de recrutements de collaborateurs en gestion d'actifs (+200 K€) au sein de ce service, mais aussi à l'accompagnement pour la recherche des nouveaux locaux à pantin (+127 K€), et à des dépenses relatives aux missions d'expertise des RU (+52 K€) ainsi qu'à la charge à payer sur la facture du cabinet de commissariat aux comptes (+ 42 K€).

Le loyer et les charges locatives évoluent peu entre 2020 et 2021 et représentent 1,4 M€ en 2021.

### 3.1.1.2 Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel (comptes 63 et 64) ont augmenté **de 537 K€**, en cohérence avec l'augmentation des effectifs et avec les facteurs inhérents à la formation des coûts salariaux (RMPP, etc.).

La masse salariale (comptes 641) progressent de 4,2% et les cotisations (comptes 645) de 2,3%.

### 3.1.2 Autres charges

Les autres charges comprennent :

- Les charges de subvention 2021 comptabilisées dans le cadre de la rénovation urbaine (392 M€) (hors charges à payer sur exercices antérieurs) :

Les charges d'intervention représentent les versements de subventions, qui constituent le cœur de la mission de l'ANRU. Ces versements, sans contrepartie équivalente significative d'échange, se présentent comme des subventions versées aux maîtres d'ouvrage dans le cadre des programmes du PNRU, du PNRQAD et du NPNRU.

Les charges sont enregistrées aux comptes 658 « subventions », pour un total de 392 M€ en 2021 contre 383 M€ en 2020 soit une hausse de 9 M€. Cette augmentation est liée à l'accélération des paiements sur le programme NPNRU.

Les charges du programme NPNRU progressent de 37 M€ pour s'établir à 198 M€ en 2021. Au titre de l'année 2021, les dépenses du NPNRU concernent 230 projets contre 220 projets en 2020. Les charges les plus importantes concernent les conventions suivantes : Toulouse métropole (15 M€), Nantes métropole (12 M€) et Clermont Auvergne Métropole (8 M€).

Les charges diminuent sur le programme PNRU de 24 M€ entre 2020 et 2021 pour s'établir à 186 M€. Sur l'année, les dépenses du PNRU concernent 132 projets contre 135 projets en 2020. Les charges les plus importantes concernent les dépenses sur les communes de la Courneuve (11 M€) et Marseille (10 M€).

Les charges diminuent également sur le programme PNRQAD de 4 M€ entre 2020 et 2021 pour s'établir à 8,3 M€. Pour l'année 2021, les dépenses du PNQAD concernent 18 projets dont les dépenses sur les communes de Lille (2,3 M€), Bordeaux le centre historique (1,5 M€), Carpentras le quartiers Nord du centre-ville (1,4 M€) et Nice quartier de la gare (1,1 M€).

- Les charges de subvention du programme Quartiers fertiles (Plan de relance) pour 739 K€.
- Les dépenses de redevances et concessions pour 426 K€ en hausse de 345 K€ du fait des charges sur les logiciels en Saas, abonnement DocuSign, VPN, et relatif à la cybersécurité.

## 3.2 ) Postes de produits

Les produits ont augmenté de plus de 7,5 M€. Cette hausse est marquée par la baisse des financements reçus de l'ANRU en 2021 mais par la hausse des reprises de provision sur le PNRU (baisse des engagements de l'ANRU) et par des écritures de neutralisation de charge.

### 3.2.1 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation correspondent aux financements reçus par l'ANRU pour les dépenses des projets de renouvellement urbain et pour ses propres charges de fonctionnement. Les versements attendus et perçus de la part des financeurs sont inscrits en subvention d'exploitation, sans contrepartie équivalente pour ces tiers.

La baisse des subventions d'exploitation de 65,5 M€ s'expliquent par :

- - 300 K€ sur le financement d'organismes publics agissant pour le compte de l'Etat : en 2021, aucune avance n'a eu lieu dans le cadre de la convention AFD-ANRU pour les projets avec l'Algérie. Le poste est alimenté par le versement de financements par l'ANCT dans le cadre de la convention pour la structuration et l'animation d'un réseau d'éducation et de renouvellement urbain ;
- - 60 M€ de financement d'Action Logement, conformément à l'avenant de juin 2021 à la convention tripartite Etat-ANRU-Action logement ;
- -10,6 M€ sur le financement Etat au titre du NPNRU ;
- -1,6 M€ sur le financement CDC dont le dernier versement est intervenu en 2020 (dans l'attente de la signature de la nouvelle convention partenariale ANU-CDC) ;
- + 7 M€ pour le financement des projets Quartiers Fertiles dans le cadre du Plan de relance et financé par le ministère de l'Agriculture.
- La subvention CGLLS (bailleurs sociaux) est stable entre 2020 et 2021 et s'établit à 184 M€.

Les financements des programmes pluriannuels de l'agence et leur gestion par l'ANRU reposent sur les engagements financiers prévus dans les conventions conclues par les partenaires de l'ANRU, et déduction faite des fonds déjà perçus et comptabilisés.

En effet, la comptabilisation des subventions reçues s'exécute annuellement, dès lors que le montant de la contribution annuelle est arrêté par les financeurs et notifié à l'ANRU.

La situation au 31/12/2021 est la suivante :

<b>FINANCEMENTS DIRECTS DU PROGRAMME NPNRU (hors prêts et équivalents-subvention)</b>	<b>Concours financiers (M€) (art.176 - Loi de finances 2021)</b>	<b>Contributions perçues fin 2021</b>	<b>Reste à percevoir sur le programme</b>
<b>Financeurs (hors indus)</b>			
<b>SUBVENTIONS</b>			
<b>Action Logement</b>	6 800	736	6 064
<b>Excédents PNRU prévisionnels</b>	32		32
<b>Bailleurs sociaux - CGLLS</b>	2 768	552	2 216
<b>Etat</b>	1 200	78	1 122
<b>TOTAL SUBVENTIONS :</b>	<b>10 800</b>	<b>1 366</b>	<b>9 434</b>

### 3.2.2 Autres produits

Les autres produits de gestion courante correspondent à l'ensemble des produits issus de l'activité ordinaire de l'agence, au système de refacturation des coûts liés à la gestion des programmes autres que ceux de la rénovation urbaine, et aux annulations de services faits (SF) sur exercices antérieurs pour les SF représentés en 2021 pour un montant inférieur au SF d'origine ou non représentés.

Concernant les annulations de service fait, l'écriture d'inventaire représente un montant total de 4,05 M€ en hausse de 3,2 M€. Cette augmentation s'explique par la neutralisation des charges à payer NPNRU 2020 annulés dans les comptes en début d'année 2021 pour 3,038 M€. Cette annulation était liée à la reprise des données du NPNRU de Agora vers IODA. Ces opérations sont recontractualisées dans IODA. Une écriture de neutralisation a donc été passée fin 2021 dans le compte de résultat.

La facturation des frais de gestion des programmes d'investissement d'avenir (PIA) représente 3 M€ en 2021 en augmentation de 439 K€ par rapport à l'année 2020. Le détail des refacturations PIA est donné dans les créances.

Les recouvrements à réaliser des indus sur acomptes sont constatés en produit pour 2,5 M€ en hausse de 578 K€ par rapport à l'exercice 2020. Cette augmentation concerne des dossiers du PNRU et s'expliquent par les instructions réalisées sur les demandes de paiement de solde. Ces instructions peuvent conduire à un paiement du dossier, à la constatation d'indus ou à une clôture en état du dossier.

Pour les programmes URBACT et ASTON, les produits sont constitués des remboursements de la masse salariale et d'autres charges de fonctionnement, en augmentation de 234 K€ (1,4 M€ en 2021 contre 1,1 M€ en 2020). Cette augmentation s'explique essentiellement par le recrutement d'ETP supplémentaires en 2021 sur le programme URBACT générant une hausse de la masse salariale de 155 K€.

Enfin, des produits divers de gestion courante ont été constatés pour 195 K€, soit une hausse de 185 K€ liée aux produits à recevoir à la suite de mises à disposition de salarié de l'ANRU à l'AFD et aux remboursements de prime d'accession.

#### **4. Evénements postérieurs à la clôture**

Un litige oppose l'ANRU à une ex-salariée. L'audience devant le tribunal des Prud'hommes s'est tenue le 11 janvier 2022 et la décision devrait intervenir début février 2022.

Eu égard au caractère incertain de la somme à payer, à l'intervention de l'audience début 2022 et au montant marginal de cette somme au regard de la masse salariale de l'ANRU, aucune provision pour risque n'a été constatée à ce titre dans les comptes 2021.



**I- PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT D'AVENIR (PIA)****1. Faits caractéristiques de l'exercice sur les programmes PIA**

Les dépenses des programmes d'investissement d'avenir (PIA) ont augmenté dans leur globalité en 2021, enregistrant une hausse de 26% par rapport à 2020.

Cependant, cette tendance est différenciée selon les programmes, les programmes ayant le plus d'antériorité connaissant un ralentissement cohérent en termes de flux financiers engagés et payés. Pour ces programmes, de nombreuses opérations arrivent en effet à leur phase de clôture, notamment pour le programme Internats d'excellence et de la réussite et de l'action relative au développement de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) débuté en 2010.

Ces opérations de solde nécessitent un suivi particulier. Seuls quatre projets CSTI étaient encore actifs fin 2020 (sur 44 conventions signées), un seul sur le programme Internats de la réussite (sur 9 conventions signées), et 39 internats d'excellence (sur 100 signées). Les reliquats de l'enveloppe du programme d'internats d'excellence sont utilisés pour de nouvelles opérations, au fil de l'eau.

Le programme relatif aux « Projets innovants en faveur de la jeunesse » initié en 2015 est également arrivé à maturité. Quatre conventions sont soldées sur les 16 sélectionnées. Les reliquats vont être utilisés pour financer le programme Boussole des Jeunes.

Le programme « Ville durable et solidaire », également initié en 2015, est quant à lui en phase de déploiement :

- Pour l'axe 1 « viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain » : le financement est assuré sous la forme de subventions. Plusieurs appels à projets ont été lancés et la contractualisation se poursuit. Le rythme des paiements demeure modéré en 2020 :
  - Concernant le premier appel à projet, la phase de maturation est entièrement soldée. Les engagements pour la phase de mise en œuvre progressent.
  - Concernant le deuxième appel à projet « ANRU+ », la phase de maturation est en phase de clôture. Seules deux opérations restent à solder sur cette phase. La moitié des projets a été conventionnée en 2021 pour la phase de mise en œuvre, financée par la Caisse des Dépôts et Consignations et des versements forfaitaires ont été réalisés pour 5 projets (hors budget annexe ANRU, mais traités par les équipes de l'ANRU)
  - Une partie de l'enveloppe de crédit initiale, 6,5 M€, a été redéployée pour la mise en œuvre d'un nouveau programme d'agriculture urbaine dénommé « Quartiers fertiles » dont le premier appel à projet a été lancé en 2020. La 3<sup>e</sup> phase de sélection a été réalisée fin 2021.
- Pour l'axe 2 « Diversification des fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville », dont l'intervention est prévue sous la forme d'une mobilisation en fonds propres ou quasi-fonds propres, le déploiement est progressif. Des prises de participations ont été réalisées dans deux nouvelles sociétés en 2021, portant à neuf le nombre de sociétés suivies par le fonds de co-investissement. Concernant les points d'attention sur ce portefeuille de sociétés :
  - Six sociétés ont comptabilisé une perte à la clôture de leur exercice comptable 2020. Il n'a pas été constaté de provisions dans le budget annexe, dans la mesure où, soit ces sociétés s'inscrivent dans la trajectoire financière du *business plan* des projets, soit il n'a pas été identifié de risques sur le moyen terme. La situation financière de ces sociétés est néanmoins attentivement suivie en raison des impacts de la crise sanitaire en 2021 sur leurs activités.

- Une deuxième cession de patrimoine, objet de la société SCI Oslo Le Castel (après celle de la SCI RSS-INVEST Calais en 2020) a été réalisée par décision unanime des associés. La société a procédé aux remboursements de l'intégralité des avances en compte courant d'associés, au versement de dividendes et à celui de tous les intérêts capitalisés.
- Au total, 1 986 642,78 € ont été reversés au budget de l'Etat au titre des produits des participations tel que prévu à l'article 3.6.1 de la convention Etat-ANRU du 12 décembre 2014 modifiée, montant stable par rapport à 2020.

Dans le cadre du changement de régime comptable au 1er janvier 2021, des adaptations du logiciel CERIG (utilisé pour la comptabilisation des opérations des budgets annexes) ont été nécessaires, et notamment en termes d'habilitations : seule la DAFSIC est désormais habilitée à procéder à des saisies et des validations sur le logiciel, les représentants locaux et les directions opérationnelles de l'ANRU ne le sont qu'en consultation, ce qui accroît la sécurisation comptable et financière en cohérence avec la mise en œuvre de la loi ELAN.

Par ailleurs, un budget annexe a été ouvert dans le système d'information comptable SSP pour suivre les opérations du programme Quartiers fertiles, financées par les reliquats du programme P414 Ville durable et solidaire-Axe 1. Ce programme Quartiers Fertiles, financé également par le Plan de relance (sur la base d'une convention avec le ministère de l'Agriculture), est adossé aux projets du NPNRU dans une perspective de cohérence des actions en faveur de la rénovation urbaine. L'ensemble des données financières de ce programme sont ainsi suivies depuis la fin 2021 dans le même système d'information IODA que le NPNRU. Les premiers contractualisations, engagements et acomptes ont pu avoir lieu en 2021, sur ces projets.

## **2. Principes, règles et méthodes comptables**

### **a) Programmes exécutés en subventions (hors Quartiers Fertiles)**

Les trois budgets annexes fonctionnent selon des principes identiques.

#### **1) Concernant les opérations enregistrées dans la comptabilité du budget général de l'ANRU**

Conformément aux conventions entre l'Etat et l'ANRU, les fonds ayant vocation à être redistribués à des bénéficiaires finaux nécessitent un suivi en compte de tiers, et l'organisation comptable de l'opérateur doit en tenir compte.

Selon l'article 3.5 de ces conventions en effet, *« les fonds qui ont vocation à être redistribués sous forme de subventions, [...] sont comptabilisés en comptes de tiers et de trésorerie dans les comptes de l'opérateur [l'ANRU], lors de la notification de leur versement par l'Etat.*

*Lorsque l'opérateur [l'ANRU] redistribue ces fonds aux bénéficiaires finaux, il solde les comptes de tiers et de trésorerie initialement mouvementés.*

*L'opérateur [l'ANRU] prend toutes dispositions nécessaires pour suivre individuellement la gestion des fonds qui lui sont confiés, [...] notamment en créant les subdivisions de comptes nécessaires et en organisant un suivi analytique dédié.*

*En particulier il crée, dans les comptes de la classe 5, les subdivisions nécessaires pour suivre les mouvements de trésorerie afférents aux crédits dont la gestion lui est confiée par l'Etat afin d'assurer le respect des obligations d'information posées au III de l'article 8 de la loi de finances rectificatives pour 2010 modifiée par la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014. »*

Pour se conformer à ces dispositions, deux comptes dédiés ont été créés :

- un compte de trésorerie spécifique 515 200, de manière à assurer l'étanchéité avec le budget général propre de l'ANRU ;
- un compte de tiers 448, subdivisé par programme :

- 448 699 pour le budget IE-CSTI-IR
- 448 698 pour le budget Jeunesse
- 448 697 pour le budget Ville Durable - Axe 1.

Initialement, ces comptes sont mouvementés lors de l'encaissement de la dotation de fonds versée par l'Etat.

En gestion, ils enregistrent systématiquement les mouvements de trésorerie et notamment les paiements des subventions au fur et à mesure qu'ils interviennent. Le solde du compte 448 6 représente donc en permanence le montant des sommes non encore réparties ; il est justifié par les opérations enregistrées, de façon détaillée, dans la comptabilité des budgets annexes (paiements d'acomptes et de soldes notamment).

A chaque paiement relevant d'un budget annexe, un ordre de paiement est établi par le pôle comptable afin de mouvementer la trésorerie des PIA retracée en miroir par les comptes 515-2 et 448-6 dans la comptabilité principale de l'ANRU. Un fichier de virements transmis au teneur de compte (Direction régionale des finances publiques de l'Ile de France) est constitué pour virement sur les comptes bancaires des bénéficiaires finaux de la subvention.

## **2) Concernant les opérations enregistrées dans la comptabilité des « budgets annexes »**

La mise en œuvre de ces actions repose sur l'engagement des dépenses par la directrice générale de l'ANRU ou ses représentants locaux, et le paiement par la direction financière de l'ANRU, après visa opérationnel de la DS2A.

La comptabilité des budgets annexes est tenue dans un progiciel (CERIG) et comprend une nomenclature budgétaire et comptable comprenant :

**A. Les comptes de charges**, dont les principaux sont les suivants :

**1°) Le compte 622**, qui retrace les moyens mobilisés par l'ANRU pour la mise en œuvre des programmes d'investissements d'avenir.

Il sert à l'enregistrement et au suivi des remboursements au budget général de l'ANRU, des dépenses engagées pour le compte des Investissements d'Avenir.

Le remboursement des coûts de gestion reposait jusqu'au 31/12/2013 sur l'article 4.2 de la convention conclue entre l'Etat et l'ANRU du 20/10/2010 susvisée, relative aux internats d'excellence et égalité des chances (Programme 324).

A compter de l'exercice 2014, la convention financière du 14/01/2015 modifiée par l'avenant du 21/12/2018 puis par avenant n°2 du 21/05/2021, conclue entre l'Etat et l'ANRU, détaille l'organisation et les moyens prévus pour la mise en œuvre par l'ANRU des actions qui lui sont confiées. Il est prévu un remboursement des frais de gestion à prix coûtant.

Les dépenses éligibles au titre des coûts de gestion sont les suivantes :

- les frais de sélection des projets ;
- les dépenses de système d'information directement liées aux projets du PIA ;
- les dépenses de communication directement liées aux projets du PIA ;
- les frais d'expertise et d'audits externes ;
- les dépenses d'animation du réseau des porteurs de projet ;
- les frais administratifs et de fonctionnement (frais de structure).

Après validation par le Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI), l'ANRU prélève les frais de gestion sur l'enveloppe des ressources qui lui sont confiées au titre des Investissements d'Avenir.

Les frais de personnel ne sont pas supportés sur les budgets du PIA. Après validation de la dépense par le SGPI, ces frais sont donc remboursés directement à l'ANRU par le ministère en charge de l'éducation nationale et de la jeunesse.

**2°) Le compte 65**, qui retrace les dépenses liées aux subventions :

- les comptes 657/658 subdivisés par opération permettent l'enregistrement et le suivi détaillés des subventions au titre de chaque convention conclue par l'ANRU et le bénéficiaire de la subvention (657 pour les programmes des internats, de la Jeunesse et de la Ville durable - Axe 1 / 658 pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) ;
- le compte 657 000 « Evaluation » permet l'enregistrement des dépenses d'évaluation des programmes en application de l'article 5.1 des conventions Etat/ANRU.

Au besoin, d'autres comptes de charges sont utilisés.

**3°) Le compte 658 8** permet le constat d'une charge d'équilibre (détail dans le point B, ci-dessous).

**B. Les comptes de produits**, dont le principal est le **compte 757**, qui retrace la subvention d'équilibre :

Ce compte permet d'enregistrer, en fin d'exercice, le montant de la subvention du programme servant à couvrir l'ensemble des charges de l'exercice. La comptabilisation de ce titre de recette a pour effet de rendre nul le résultat de l'exercice. En effet, aucun résultat (excédent ou perte) ne doit être dégagé par le budget annexe. A noter qu'en fin de programme, les reprises sur provisions peuvent se révéler importantes, alors que les dépenses subventionnées se réduisent, conduisant à la constatation d'une charge d'équilibre (demande de paiement comptable comptabilisée sur le compte 658 8) en lieu et place de la subvention d'équilibre pour rendre nul le résultat de l'exercice.

Au besoin, d'autres comptes de produits sont utilisés, notamment au titre des pénalités sur marchés.

#### **C. Le compte de trésorerie**

Le compte de trésorerie utilisé est le compte 515 200, compte de trésorerie spécifique qui fonctionne en miroir du compte suivi dans la comptabilité du budget général de l'ANRU.

#### **D. Les comptes de tiers « fournisseurs » et « clients »**

Ces comptes sont mouvementés en contrepartie pour la comptabilisation des opérations.

Les comptes de tiers et financiers sont tenus par le pôle comptable de la direction financière de l'ANRU.

#### **E. Les comptes de provision**

**Le compte 157 « Provisions pour charges »** correspond aux charges prévisibles: il traduit les restes à payer sur les opérations ayant fait l'objet d'un engagement juridique (conventions pluriannuelles signées). Chaque année, une écriture est passée afin d'ajuster la constitution de la dotation aux provisions qui représente le solde entre les engagements juridiques conclus en fin d'année et les dépenses ayant eu lieu au cours de l'exercice.

**Le compte 158 « Autres provisions pour charges »** permet d'enregistrer notamment les recettes consécutives aux pénalités sur marchés pour les internats d'Etat, jusqu'au solde de la convention.

#### **b) Programme en co-investissement « Ville durable et solidaire -Axe 2 »**

Les principes de comptabilisation sont identiques à ceux qui prévalent pour les autres programmes d'Investissements d'Avenir suivis sous forme de budgets annexes.

##### **1) Opérations de la comptabilité du budget général de l'ANRU**

Conformément à la convention du 12 décembre 2014 modifiée entre l'Etat et l'ANRU (article 3.5), les financements PIA, ayant vocation à être redistribués à des bénéficiaires finaux, sont enregistrés dans la comptabilité de l'ANRU dans les comptes de tiers et de trésorerie suivants :

- compte de trésorerie 515 200, de manière à assurer une étanchéité avec le budget général propre de l'ANRU ;
- compte de tiers 448 696, pour le budget Ville Durable (Axe 2).

Les mouvements opérés sur ces comptes sont identiques à ceux des autres programmes d'Investissements d'Avenir de subventionnement.

## 2) Opérations de la comptabilité du « budget annexe »

La mise en œuvre de cette action repose, comme pour les autres actions PIA, sur la mise en place d'un budget annexe spécifique.

La comptabilité du budget annexe est tenue dans un progiciel et comprend une nomenclature budgétaire et comptable partiellement commune aux autres actions PIA.

### A. Charges

1°) Les charges sont constituées principalement du **compte 622**, qui retrace les frais d'actes et les coûts de gestion engagés par l'ANRU pour la mise en œuvre du programme d'Investissements d'Avenir.

La convention financière du 14/01/2015, modifiée par l'avenant du 21 décembre 2018 puis par avenant du 21 mai 2021 entre l'Etat et l'ANRU, précise l'organisation et les moyens prévus pour la réalisation des actions confiées à l'opérateur. Les frais avancés par l'ANRU lui sont remboursés à prix coûtant, après validation par le Secrétariat Général pour l'Investissement (SGPI) par prélèvement sur l'enveloppe des ressources attribuées au titre des investissements d'avenir.

Ces coûts de gestion concernent :

- les frais de personnel
- les dépenses de frais de sélection des projets et de gestion des participations
- les dépenses de prospection
- les dépenses de système d'information directement liées aux projets du PIA
- les dépenses de communication directement liées aux PIA
- les dépenses d'expertise et d'audits externes
- les dépenses d'animation du réseau des porteurs de projet
- les frais administratifs et de fonctionnement (frais de structure)

A la différence des programmes de subventions, le principe est la prise en charge des dépenses de personnel par le budget du PIA.

2°) Le **compte 661** enregistre les produits financiers provenant des revenus des participations reversés au budget général de l'Etat, conformément à l'article 3.6.1 de la convention Etat/ANRU du 12 décembre 2014 modifiée).

3) Le **compte 668** enregistre les produits financiers provenant des remboursements en capital et comptes courants d'associés, reversés budget général de l'Etat, conformément à l'article 3.6.1 de la convention Etat/ANRU du 12 décembre 2014 modifiée.

### B. Produits

1°) Le **compte 757** retrace la subvention d'équilibre.

Ce compte permet d'enregistrer, en fin d'exercice, le montant de la subvention du programme servant à couvrir l'ensemble des charges de l'exercice. La prise en charge de ce titre de recette a pour effet de rendre nul le résultat de l'exercice : aucun résultat (excédent ou perte) ne doit en effet être dégagé par le budget annexe.

2°) Le **compte 761** enregistre les produits financiers perçus au titre des participations.

3°) Le **compte 768** comptabilise les intérêts des comptes courants d'associés. Leur montant est vérifié en réciprocité avec les intérêts enregistrés au bénéfice de l'ANRU dans les comptes financiers de chaque société détenue. Ce compte a pour contrepartie le compte 455 8.

### **C. Comptes d'immobilisations financières et fonds propres**

1°) Le **compte 261** comptabilise les prises de participation, pour le compte de l'Etat, correspondant à l'achat de titres ou la souscription de capital dans une ou plusieurs sociétés. Il est subdivisé par opération et permet l'enregistrement et le suivi détaillé des projets au titre de chaque décision d'investissement du Premier Ministre.

2°) Le **compte 104 « financements rattachés à des actifs »** retrace la subvention d'investissement pour le montant des immobilisations financières réalisées pour le compte de l'Etat.

### **D. Compte de trésorerie**

Le **compte 515 200** ouvert dans le budget annexe fonctionne en miroir du compte suivi dans la comptabilité du budget général de l'ANRU, et représente la situation de la trésorerie sur le compte courant au trésor.

### **E. Des comptes de tiers « associés »**

1°) Le **compte 455 1** enregistre les créances rattachées à des prises de participation. Il comptabilise les apports sous forme de comptes courants d'associés. Il est subdivisé par opération et permet l'enregistrement et le suivi détaillé des projets.

2°) Le **compte 455 8** comptabilise les créances relatives aux intérêts des comptes courants d'associés détenues dans les sociétés.

Les autres comptes de tiers assurent la contrepartie de l'enregistrement des opérations, et sont tenus par le pôle comptable de la direction financière de l'ANRU.

## **c) Programme Quartiers Fertiles**

### **1) Financement PIA**

La lettre du SGPI du 21/02/2020, à la suite du lancement le 24/01/20 de l'appel à projet « Agriculture urbaine », acte la mobilisation d'une enveloppe de 10M€ de crédits du PIA, imputée en partie sur les reliquats de l'enveloppe « VDS », et sur l'enveloppe « ANRU », pour le financement de ces projets « Quartiers Fertiles »

Le budget annexe crée sur SPP, pour suivre les dépenses des projets Quartiers fertiles financés par cette enveloppe PIA, respecte les mêmes principes comptables que les autres budgets annexes en subvention, à la différence des comptes ci-dessous, qui diffèrent légèrement :

- Le compte de tiers 448, subdivisé par programme est le 448 695. Ce compte a été mouvementé du montant des deux décisions Premier Ministre reçues pour les premières et deuxièmes tranches de sélection :
  - N°2020-VDS-08 du 21/12/20 pour 2 282 451€ pour 8 projets
  - N°2021-VDS-02 du 15/06/21 pour 4 194 425€ pour 11 projets
- Ces montants ont été sortis de la comptabilité du budget annexe VDS Axe 1 suivi sur CERIG.
- Le compte 658 650 pour les dépenses de subventions QF
- Le compte 741 200 qui retrace la subvention d'équilibre
- Le compte de provisions est le 157 004, et celui pour provisions pour charges est le 681 505

## 2) Financement Plan de relance

La convention-cadre portant soutien du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à l'ANRU dans le cadre de l'opération de développement de l'agriculture urbaine « Les Quartiers Fertiles » du 5/01/2021, et la convention financière relative à la mise en œuvre des crédits du plan de relance réservés aux projets d'agriculture urbaine dans le cadre de l'appel à projet « Les Quartiers Fertiles » du 09/04/2021, prévoient l'affectation d'une enveloppe de 13M€ du Plan France Relance pour le financement des projets Quartiers Fertiles.

Les dépenses des projets Quartiers Fertiles financés par le Plan de Relance sont comptabilisées comme les autres dépenses d'intervention de rénovation urbaine, sur le budget général de l'ANRU.

Une première tranche de 7M€ a été versée sur le budget général de l'ANRU. Les deux autres tranches de 3M€ chacune seront versées en fonction de l'avancement du programme.

## 3. Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA) : intervention en subventions

Les subventions relevant des investissements d'avenir confiés à l'ANRU reposent sur trois conventions distinctes qui organisent les relations entre l'Etat et l'ANRU, opérateur retenu pour la mise en œuvre des actions concernées :

- la convention du 20 octobre 2010 modifiée par les avenants 1 à 5 relative aux « Internats d'excellence (IE), la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI) et les Internats de la Réussite (IR) » (Programmes 324 et 408) ;
- la convention du 10 décembre 2014 modifiée par les avenants 1 à 3 relative aux « Projets innovants en faveur de la jeunesse » (Programme 411) ;
- la convention du 12 décembre 2014 modifiée par les avenants 1 à 2 relative à la Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain » (Programme 414- Axe 1). Cette action est composée de deux axes :
  - L'axe 1 concerne « la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain » avec un financement sous forme de subventions ;
  - L'axe 2 porte sur la « diversification des fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville » avec un financement sous forme de co-investissement (apport en fonds propres ou quasi-fonds propres) tenu dans un budget distinct (cf. annexe 5).

Le Secrétaire général pour l'investissement (SGPI) est chargé, sous l'autorité du Premier ministre, de la mise en œuvre et du suivi du programme d'Investissements d'Avenir.

Dans la comptabilité de l'ANRU, les fonds dont la gestion est confiée à l'ANRU, ayant vocation à être redistribués, sont comptabilisés en comptes de tiers et de trésorerie.

Les programmes de subventions du PIA sont suivis individuellement sous la forme de trois budgets annexes distincts qui permettent d'isoler les opérations qui les concernent et de respecter le strict principe de non-fongibilité de la trésorerie.

Ces trois budgets annexes reposent sur des **principes de fonctionnement communs qui sont exposés en annexe 1** du présent document.



**a) Internats d'excellence et d'égalité des chances (Programme 324) / Internats de la réussite (Programme 408)**

La loi de finances rectificative n°2010-237 du 9 mars 2010 a créé le programme 324 « Internats d'excellence et égalité des chances » et la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 a créé le programme 408 « Internats de la réussite ».

La convention Etat / ANRU modifiée du 20/10/2010 citée plus haut, identifie trois actions :

- l'action n°1 concerne les internats d'excellence (IE) ; elle est dotée initialement de 352 millions d'euros, déduction faite des 48 millions d'euros relatifs à la tranche 2010 des douze premiers internats d'excellence financés à 100% par l'Etat ;
- l'action n°2 porte sur le développement de la culture scientifique, technique et industrielle au titre de l'égalité des chances (CSTI) ; elle est dotée initialement de 100 millions d'euros ;
- l'action n°3 enfin concerne les internats de la réussite (IR) et se trouve dotée initialement de 138 millions d'euros. Elle a vocation à prolonger l'effort entrepris par le programme 324 en matière d'augmentation et de structuration de l'offre d'internats.

Le programme des internats s'appuie sur un réseau de représentants locaux :

- préfets de région pour les opérations à maîtrise d'ouvrage collectivités ;
- recteurs d'académie (ou le Haut-Commissaire de la République pour la Polynésie et sous réserve de modalités autres en ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage) pour les opérations à maîtrise d'ouvrage d'Etat .

En revanche, les projets de CSTI restent centralisés.

**i. Exécution pluriannuelle du budget cumulée (depuis exercice 2010) au 31/12/2021**

**• Dépenses d'intervention**

La consommation des crédits au titre des conventions pluriannuelles attributives de subventions se décompose comme suit :

Actions	Dotations crédits initiale (DS)	Redéploiements SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/2021	Paiements au 31/12/2021	Pourcentage paiements /DC
IE (P324)	352 000 000,00	Décision SGPI (ex-CGI) 2017-INEE-05 du 27/11/2017	9 000 000,00	361 000 000,00	255 404 857,14	70,75%
		Décision SGPI (ex-CGI) 2016-IEED-04 du 22/11/2016				
CSTI (P324)	100 000 000,00	Décision SGPI (ex-CGI) 2017-IEEC-01 du 23/02/2017	-	8 900 000,00	81 341 491,57	89,29%
		Décision SGPI (ex-CGI) 2015-IEEC-09 du 5/11/2015	-			
IR (P408)	138 000 000,00	Décision SGPI (ex-CGI) 2016-IR-11 du 22/11/2016	124 000 000,00	14 000 000,00	7 008 038,89	50,06%
TOTAL	590 000 000,00		123 900 000,00	466 100 000,00	343 754 387,60	73,75%

**• Dépenses de coûts de gestion :**

Pour mémoire, antérieurement aux règles définies par la convention financière du 14/01/2015, les dépenses connexes ont été directement prises en charge sur le budget annexe de 2010 à 2014 :

Dépenses connexes	Dépenses	Contributions externes
Assistance à maîtrise d'ouvrage	289 463	
Dépenses diverses (publications, formation...)	215 604	
Financement événement CSTI du 14/11/2013	59 846	59 846
TOTAL	505 067	

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU pour la réalisation du programme et prélevés sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €
SOUS-TOTAL 2010-2020 validé par le SGPI	2 406 008,94
2021 en attente de validation du SGPI	101 059,31
TOTAL	2 507 068,25

- **Dépenses d'évaluation**

Les dépenses cumulées d'évaluation s'élèvent à **553 149,19 €** fin 2021.

ii. **Exécution annuelle du budget 2021**

**Compte de résultat au 31.12.2021**

CHARGES				PRODUITS			
Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
Fonctionnement	101 059	182 117	160 612	Subventions Etat/SGPI	8 613 745	0	16 232 053
Evaluation		0	0	Pénalités sur marchés		44 547	0
Subventions IE	15 979 214	8 809 429	7 956 410	Autres produits			1 653
Subventions IR	760 000	2 295 000	2 453 039				
Subventions CSTI	5 388 437	3 561 631	7 612 777	Reprise sur provision pour charges	13 614 966	16 738 478	1 559 277
Diverses autres charges				Reprise sur provisions exceptionnelles			
Dotations aux provisions pénalités		44 547	0				
Charge d'équilibre		1 890 301	0				389 855
Total charges	22 228 711	16 783 025	18 182 838	Total produits	22 228 711	16 783 025	18 182 838
Le résultat de l'exercice 2021 est nul							

**Bilan au 31.12.2021**

ACTIF				PASSIF			
Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
Créances d'exploitation		1 687	0	Provisions pour charges	99 088 073	112 703 039	129 441 517
Dont :				Autres provisions	56 547	56 547	12 000
Avances :				Dettes d'exploitation	19 775 599	26 757 266	24 292 387
	118 920 219	139 515 164	153 745 904	Dont :	17 251 252	25 864 997	23 974 696
				-Subventions:	101 059	182 117	160 612
				-Coût de gestion	26 832	26 832	151 379
				-Retenues de garantie	0	0	5 700
				-Virement à réimputer -	0	683 320	0
				Créance à rembourser	2 396 456	0	0
				-CAP subvention à payer			
Total	118 920 219	139 516 851	153 745 904		118 920 219	139 516 851	153 745 904

iii. **Description des comptes**

1°) **Le compte de résultat** fait apparaître pour 2021 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 22,2 M€.

Le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) Les charges sont constituées des charges de fonctionnement et des subventions accordées.

**Les dépenses de subventions** s'établissent en 2021 à 16,0 M€ pour les IE, 0,8 M€ pour les IR et 5,4 M€ pour la CSTI, soit un total de 22,1 M€ marquant une augmentation par rapport à 2020 (14,7) et 2019 (18 M€) . Pour les internats, les paiements sont versés soit au maître d'ouvrage pour les opérations à maîtrise d'ouvrage assurées par des collectivités territoriales (conseil départemental, conseil régional...), soit directement aux fournisseurs titulaires de marchés publics pour les opérations à maîtrise d'ouvrage Etat. Pour la CSTI, les porteurs de projet sont bénéficiaires de la subvention.

**Les coûts de gestion** se sont élevés à 101,1K€, à rembourser au budget général de l'ANRU après validation du SGPI.

Aucune **dépense d'évaluation** n'a été comptabilisée en 2021.

**La charge d'équilibre** permet de ramener le résultat à zéro conformément au principe comptable du budget annexe.

#### b) Les produits

**La reprise sur provisions** pour charge s'élève à 13,6 M€.

### 2°) Le bilan s'équilibre à 118,9 M€.

a) L'actif est constitué des **disponibilités** (118,9 M€), qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution des programmes 324 et 408. **Il n'y a plus d'avances** sur marchés à maîtrise d'ouvrage Etat restent à récupérer à la fin d'année 2021.

b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 99,1 M€ et des **dettes d'exploitation**. Les dettes d'exploitation comprennent les subventions restant à engager pour 17,3 M€, les coûts de gestion 2021 à rembourser au budget général de l'ANRU (101,1K€), et les retenues de garantie sur les marchés d'IE à maîtrise d'ouvrage Etat (Dembéni – 26,8 K€). Ont également été comptabilisées des charges à payer pour des dossiers de demande de paiement pour des internats d'excellence reçus signés en 2021, mais qui n'ont pu être mis en paiement avant la clôture faute de justificatifs suffisants.

<b>b) Projets innovants en faveur de la jeunesse (Programme 411)</b>
--

La loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 pour 2014 a créé le programme 411 « Projets innovants en faveur de la jeunesse » au sein de la mission « Sport, jeunesse et vie associative ». Ce programme était initialement doté de 84 millions d'euros dont 54 millions d'euros consacrés à l'appel à projet « Projet innovants en faveur de la jeunesse ».

L'arrêté du 8 juillet 2021 relatif à l'approbation de cahier des charges de l'appel à projet « Boussole » ainsi que le règlement général financier relatif au programme d'investissements d'avenir « Projets innovants en faveur de la jeunesse » - Expérimentation de la boussole des jeunes ont été adoptés en 2021, pour l'utilisation des reliquats du programme.

#### i. Exécution pluriannuelle du budget cumulé (depuis exercice 2015) au 31/12/21

##### • **Dépenses d'intervention**

La consommation des crédits au titre des conventions pluriannuelles attributives de subventions relevant de ce budget annexe se détaille comme suit :

Actions	Dotations crédits initiale (DC)	Redéploiement SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/2021	Paiements au 31/12/2021	Pourcentage paiements /DC
Projets Jeunesse	84 000 000	Décision SGPI (ex-CGI) 401/CGI/TF/FB du 23/07/15	- 10 000 000,00	54 000 000	34 055 711	63,07%
		Décision SGPI (ex-CGI) 705/CGI/TF/FB du 21/12/15	- 5 000 000			
		Décision SGPI (ex-CGI) 348/CGI/TF/FB du 26/07/16	- 15 000 000			
		Décision SGPI (ex-CGI) n°2016-ALT-04 du 22/11/2016 Avenant n°2 à la convention Etat/ANRU du 20/12/16	10 000 000			
		Courrier SGPI (ex-CGI) n°079/CGI/TF/EBE/AW du 24/02/2017 Avenant n°2 à la convention Etat/ANRU du 20/12/16	- 10 000 000			

- Dépenses de coûts de gestion**

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU pour ce programme et imputées sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €
SOUS-TOTAL 2015-2020 validé par le SGPI	387 470,20
2021 en attente validation SGPI	83 664,76
<b>TOTAL</b>	<b>471 134,96</b>

- Dépenses d'évaluation**

Les dépenses d'évaluation, en application de l'article 5.1 de la convention Etat / ANRU, s'élèvent au 31/12/2021 à 211 235,86 €. **La dépense de l'exercice est de 56 880,94 €.**

ii. **Exécution annuelle du budget 2021**

**Compte de résultat au 31.12.2021**

CHARGES				PRODUITS			
Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
Fonctionnement	83 665	121 885	77 612	Subventions Etat/ SGPI	0	0	224 596
Evaluation Jeunesse	56 881	39 943	78 377	Reprise sur provision	9 321 212	12 290 288	9 127 764
Subventions Jeunesse	8 497 138	9 152 881	9 196 371	Autre produit	24 337		
Charge d'équilibre	707 865	2 975 579	0	<b>Total produits</b>	<b>9 345 549</b>	<b>12 290 288</b>	<b>9 352 360</b>
<b>Total charges</b>	<b>9 345 549</b>	<b>12 290 288</b>	<b>9 352 360</b>	<b>Le résultat de l'exercice 2021 est nul</b>			

**Bilan au 31.12.2021**

ACTIF				PASSIF			
Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
Créances d'exploitation		0	0	Provisions pour charges	14 169 598	23 490 810	35 781 098
				Dettes d'exploitation			1 486 487
Disponibilités	19 345 583	27 997 149	37 267 585	Dont :	5 092 320	4 384 455	1 408 875
				Subventions :			
				Coût de gestion :	83 665	121 885	77 612
<b>Total</b>	<b>19 345 583</b>	<b>27 997 149</b>	<b>37 267 585</b>	<b>Total</b>	<b>19 345 583</b>	<b>27 997 149</b>	<b>37 267 585</b>

iii. **Description des comptes**

1°) **Le compte de résultat fait apparaître pour 2021 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 9,3 M€.**

Le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) Les charges sont constituées des charges de fonctionnement (coûts de gestion de l'année 2021) et des subventions du programme Jeunesse.

**Les dépenses de subventions** s'établissent à 8,5 M€ en 2021, en légère baisse par rapport aux dépenses de 2020 (9,2 M€), traduisant l'arrivée à maturité du programme.

**Les coûts de gestion s'élèvent** à 83,7 K€, en baisse par rapport à 2020 (121,9).

**Des dépenses d'évaluation** des projets ont été comptabilisées pour 56,9 K€.

**La charge d'équilibre** permet de ramener le résultat à zéro conformément aux principes comptables du budget annexe.

b) Les produits sont constitués par **une reprise sur provisions** qui s'élève à 9,3 M€, correspondant à une diminution des engagements pris au fur et à mesure de la réalisation des opérations, et de leur règlement.

## **2°) Le bilan s'équilibre à 19,3 M€.**

a) L'actif est constitué des **disponibilités (19,3 M€)** qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution du programme 411.

b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 14,2 M€ et de **dettes d'exploitation**, composées de subventions restant à engager (5,1 M€) et des coûts de gestion 2021 à rembourser au budget général de l'ANRU (83,7 K€).

### **c) Programme Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain (P414 - Axe 1)**

La loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 prévoit la mise en œuvre de l'action « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain » du programme 414 « Ville et territoires durables ».

La convention Etat / ANRU du 12 décembre 2014 modifiée par avenant n°1 du 15 septembre 2017 et n°2 du 24 décembre 2020, organise la mise en œuvre de l'axe 1 (Subvention) doté de 71 millions d'euros consacrés à « viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain ».

Ces fonds ont été versés, en décembre 2014, sur le compte bancaire ouvert au nom de l'ANRU dédié aux programmes d'investissements d'avenir.

Les subventions sont accordées sur la base de trois appels à manifestations d'intérêt (AMI) ou appels à projets :

- ✓ « Ville durable et solidaire » (VDS), lancé le 7 avril 2015

Chaque projet conclu dans le cadre de cet AMI connaît deux phases successives, qui se traduisent par la conclusion d'une convention attributive de subvention avec les différents maîtres d'ouvrage bénéficiaires du projet :

- une phase de maturation du projet ;
- une phase d'exécution opérationnelle du projet.

Le programme VDS s'appuie sur un réseau de représentants locaux, les préfets de départements

- ✓ « ANRU + », lancé le 22 mars 2017

Chaque projet conclu dans le cadre de cet AMI connaît, lui aussi, deux phases successives :

- une phase de maturation du projet qui donne lieu à la conclusion d'une convention attributive de subvention avec chaque bénéficiaire ;
- une phase d'exécution opérationnelle du projet. Par différence avec l'AMI du 7 avril 2015, **l'ANRU intervient en contribution de la Caisse des Dépôts et Consignations**, opérateur du volet « Territoires d'Innovation de Grande Ambition » (TIGA) de l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition » du PIA 3 (loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2017). Ce volet relatif aux quartiers en renouvellement urbain mobilise une enveloppe de 50 millions d'euros de subventions pour la mise en œuvre d'innovations urbaines et sociales dans les quartiers d'intérêt national du NPNRU, en application de la convention du 10 mai 2017 conclue entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations.
- « Quartiers fertiles », lancé le 24/01/2020. Cet appel à projet a fait l'objet de l'ouverture d'un budget annexe dédié sur le logiciel SSP. Il sera décrit en partie 5)

L'avenant du 21 décembre 2018 à la convention financière du 14 janvier 2015 entre l'Etat et l'ANRU et le protocole d'accord entre la Caisse des dépôts et l'ANRU du 13 décembre 2018 précisent la contribution de l'ANRU au volet TIGA et les modalités de remboursement des frais supportés. Les coûts de gestion engagés par l'ANRU doivent être validés par le SGPI. Un titre de perception de 333 729 € a été émis fin 2021 à l'encontre de la CDC pour couverture des frais de personnel et de gestion.

#### i. Exécution pluriannuelle du budget cumulée (depuis exercice 2015) au 31/12/2021

##### • Dépenses d'intervention

La consommation des crédits au titre des conventions pluriannuelles attributives de subventions relevant de ce budget annexe se détaille comme suit :

Actions	Dotations crédits (DC) initiale	Redéploiement SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/21	Paiements au 31/12/2021	Pourcentage paiements /DC
VDS phase de maturation	71 000 000,00	Décisions FM n°2020-VDS-08 et n°21-VDS-02 de sélection de (8+11) 19 projets QF sur les deux premières tranches	- 6 476 876,00	64 523 124,00	1 890 234,66	10,44%
VDS phase opérationnelle					3 742 916,24	
ANRU+ phase de maturation					1 103 627,22	
<b>Total Projets</b>	<b>71 000 000,00</b>		<b>- 6 476 876,00</b>	<b>64 523 124,00</b>	<b>6 736 778,12</b>	<b>10,44%</b>

##### • Dépenses de coûts de gestion

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU pour ce programme et imputés sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €	Coûts de gestion stricts	Actions coordonnées
SOUS-TOTAL 2015-2010 validé par le SGPI	2 513 532,09	2 049 766,09	463 766,00
2021 en attente validation du SGPI	356 708,83	356 708,83	
<b>TOTAL</b>	<b>2 870 240,92</b>	<b>2 406 474,92</b>	<b>463 766,00</b>

#### ii. Exécution annuelle du budget 2021

##### Compte de résultat au 31.12.2021

CHARGES				PRODUITS			
Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
Fonctionnement	356 709	451 236	687 892	Subventions Etat/ SGPI	17 124 965	8 537 449	6 896 119
Subventions Ville durable	2 252 583	1 370 554	378 491	Reprise sur provisions			0
Subventions ANRU+	65 133	637 675	317 392	Autres produits :		98 537	0
Dotations aux provisions pour charges	14 450 540	6 176 521	5 512 344	<b>Total produits</b>	<b>17 124 965</b>	<b>8 635 986</b>	<b>6 896 119</b>
<b>Total charges</b>	<b>17 124 965</b>	<b>8 635 986</b>	<b>6 896 119</b>	<b>Le résultat de l'exercice 2021 est nul</b>			

## Bilan au 31.12.2021

ACTIF				PASSIF			
Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
Créances d'exploitation		0	0	Provisions pour charges	27 499 663	13 049 122	6 872 601
				Dettes d'exploitation dt : Subventions : Coût de gestion : CAP subvention :	27 773 151 26 718 324 356 709 698 118	50 771 401 50 320 165 451 236	59 545 506 58 857 614 687 892
Disponibilités	55 272 814	63 820 523	66 418 107				
Total	55 272 814	63 820 523	66 418 107	Total	55 272 814	63 820 523	66 418 107

### iii. Description des comptes

Comme pour les autres budgets annexes, le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) Les charges sont constituées des charges de fonctionnement (**coûts de gestion** de l'année 2022), et des **subventions Ville durable et solidaire et ANRU+**.

**Les dépenses de subventions** progressent s'agissant d'un programme en développement, elles s'élèvent à 2,3 M€ en 2020, pour 2 M€ en 2020. Cependant, le programme ANRU+ / Territoires d'innovation entre en phase de mise en œuvre, d'où la baisse cohérente en montant de subventions sur la phase de maturation sur ce programme.

**Les coûts de gestion** s'établissent à 356,7 K€ en 2021, en baisse par rapport aux deux années précédentes.

**Une dotation aux provisions** pour 14,4M€ a été constituée, traduisant le déploiement du programme par la contractualisation de nouveaux engagements.

b) Les produits comprennent la subvention de l'Etat dans le cadre du programme, qui s'établit à 17,1 M€.

#### **Le bilan s'équilibre à 55,3 M€ :**

a) L'actif est constitué des **disponibilités** (55,3 M€), qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution du programme 414 – axe 1 .

b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 27,5 M€, et de **dettes d'exploitation**, composées des subventions restant à engager (27,8 M€) et des coûts de gestion 2021 à rembourser au budget général de l'ANRU (356,7 K€). Ont également été comptabilisées des charges à payer pour des dossiers de demande de paiement pour des projets VDS Axe 1 reçus signés en 2021, mais qui n'ont pu être mis en paiement avant la clôture faute de justificatifs suffisants.

## 4. PIA : interventions en fonds-propres et quasi-fonds propres

La convention Etat / ANRU du 12 décembre 2014 modifiée confie la mise en œuvre de l'axe 2, dédié à l'apport en fonds propres ou en quasi-fonds propres sous la forme de prises de participations minoritaires ou d'avances en comptes courants d'associés (article 3.6.1 de la convention Etat / ANRU), doté initialement de 250 M€ consacrés à la « diversification des fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ».

Ces fonds ont été versés, en décembre 2014, sur le compte bancaire ouvert au nom de l'ANRU dédié aux programmes d'investissements d'avenir.



La dotation initiale pour les fonds propres a été ramenée à 130 millions d'euros, après les décisions de redéploiement du SGPI de 50 millions d'euros du 23 septembre 2016 et 70 millions d'euros du 20 novembre 2020.

Un budget annexe spécifique pour le suivi du co-investissement est mis en place.

**i) Exécution pluriannuelle du budget cumulée (depuis exercice 2015) au 31/12/2021**

**1- Dépenses de prises de participation**

Les crédits engagés reposent sur les décisions du Premier Ministre et se synthétisent comme suit :

Actions	Dotations crédits initiale (DC)	Redéploiements SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/2021	Paielements au titre des participations 31/12/2021	Pourcentage paiements /DC
Projets	250 000 000	Décision 2016-VDS-03 du 23/09/16	- 50 000 000	130 000 000	37 912 876,89	29,16%
		Décision 2020-R-VDS-01 du 20/11/19	- 70 000 000			
TOTAL			- 120 000 000	130 000 000	37 912 876,89	29,16%

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU et prélevés sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €
Sous-total 2015 – 2020 validé par le SGPI	4 432 528,25
2021 en attente validation SGPI	1 575 652,46
<b>TOTAL</b>	<b>6 008 180,71</b>

Les frais d'actes cumulés au 31/12/2021 s'élèvent à 10 800 € (SCI RSS Calais). 1 073,18 € ont été reversés en 2020. Des frais bancaires pour l'émission de Virements Grands montants ont été comptabilisés pour 7€ en 2021.

**2- Produit des participations**

Les revenus des participations provenant de la distribution du résultat des sociétés ont été de 62k euros en 2021 (401,1€ en 2020). Des avances en compte courant d'associés ont été remboursés pour un montant de 1 889,3k€ en 2021, auxquels s'ajoutent le versement de 35,3 k€ d'intérêts capitalisés.

Le produit de ces participations encaissé en 2021 a été reversé au budget général de l'Etat, pour un total de 1 986,6k. Le cumul des versements depuis le début du programme s'élève à 3 983,6k

A noter que les intérêts capitalisés, non perçus, constituent une créance cumulée dans les comptes du budget annexe qui s'établit à 524,2€ au 31/12/2021.

**ii) Créance de restitution au 31 décembre 2021 :**

Nature des opérations	Décaissements	Encaissements	Créance de restitution = solde du compte 515 200
Allocation de crédits		130 000 000,00	
<b>Prises de participations</b>	<b>37 902 076,89</b>	<b>3 431 678,01</b>	
<i>Dont capital</i>	<i>6 794 746,00</i>	<i>293 616,00</i>	<i>6 501 130,00</i>
<i>Dont Avances en Comptes Courants</i>	<i>31 107 330,89</i>	<i>3 138 062,01</i>	<i>27 969 268,88</i>
Intérêts capitalisés CCA		70 612,07	
Frais d'actes	10 800,00	1 073,18	
Frais bancaires - VGM	6,60		
Frais de gestion	4 432 528,00		
Distribution des résultats		480 274,81	
Remboursement des produits au budget général	3 983 638,07		
<b>Total</b>	<b>46 329 049,56</b>	<b>133 983 638,07</b>	<b>87 654 588,51</b>

### iii) Situation des participations au 31/12/2021

Pour le compte de l'Etat, l'ANRU a engagé des participations dans 13 sociétés dont le détail est ci-dessous retranscrit :

Sociétés	Décisions Premier Ministre	Fonds engagés	Participations ANRU	Nombre de parts souscrites	% participation	Fonds versés 2017	Fonds versés 2018	Fonds versés 2019	Fonds versés en 2020	Fonds versés en 2021	TOTAL versé 2017-2021	Rembourse- ments en 2020	Rembourse- ments en 2021	TOTAL remboursé 2020-2021	Solde de 2021	Solde par projet	Observations
SCI RSS Invest- Calais	2017-VDS-07	1 355 000 (dont 10 800 de frais d'actes)	TP	16 312	22,49%	326 241,00					326 241,00				32 625,00	42 351,82	
			CCA			562 482,76	899 523,76	416 237,00			978 719,76	978 719,76		978 719,76	-		
	2017-VDS-20		Frais d'actes			10 800,00		416 237,00			10 800,00	1 073,18		1 073,18	9 726,82		
SAS Lillenum Europe	2017-VDS-06	12 300 000	TP	1 022 500	20,45%	1 022 500,00	7 026 544,00	3 384 580,23	1 654 375,77		1 022 500,00			-	1 022 500,00	12 065 500,00	Voir infra*
	2017-VDS-20		CCA			6 004 044,00		3 384 580,23	1 654 375,77		11 043 000,00			-	11 043 000,00		
SCI RT Marseille Le Castel	2017-VDS-08	1 470 000	TP	2 450	24,50%			735 000,00			735 000,00			-	735 000,00	1 470 000,00	
	2017-VDS-10 2018-VDS-01		CCA					735 000,00			735 000,00			-	735 000,00		
SCI Oslo Le Castel	2017-VDS-09	2 415 000	TP	150	15,00%	15 000,00	911 630,25	1 262 712,00			15 000,00			-	15 000,00	15 000,00	
	2017-VDS-11		CCA			896 630,25		1 262 712,00			2 159 342,25	270 000,00	1 889 342,25	2 159 342,25	-		
SAS BERENICE RACINE	2018-VDS-02	600 000	TP	245	24,50%			245 000,00			245 000,00			-	245 000,00	583 290,00	
			CCA					338 290,00			338 290,00			-	338 290,00		
SCI Sport Hostel UCPA Paris 19	2019-VDS-10	7 200 000	TP	300	30,00%				300,00	2 561 850,00	2 835 000,00	2 835 000,00	1 803 150,00	300,00	300,00	7 200 000,00	
			CCA						2 561 550,00		2 835 000,00		1 803 150,00	7 199 700,00	7 199 700,00		
SCI Basilique	2019-VDS-09	3 300 000	TP	49	24,50%				245,00	1 656 826,00				-	245,00	1 656 826,00	
			CCA						1 656 581,00		1 656 581,00			-	1 656 581,00		
SAS Kaléidoscoop	2019-VDS-18	450 000	TP	245	24,50%				367 500,00	367 500,00	367 500,00			-	367 500,00	367 500,00	
			CCA								-			-	-		
SCI Varsovie smartsea	2020-VDS-01	9 440 000	TP	1 400	35,00%				1 400 000,00	2 897 902,88	1 400 000,00			-	1 400 000,00	7 036 372,88	dt prime d'émission 1 260 000€
			CCA						1 497 902,88		4 138 470,00			-	5 636 372,88		
SCI Wikivillage	2021-VDS-04	2 800 000	TP	7 399	24,50%						1 431 160,00	2 509 160,00		1 431 160,00	1 431 160,00	2 509 160,00	dont prime d'émission 690 000€
			CCA								1 078 000,00			1 078 000,00	1 078 000,00		
SCI AA&Co	2021-VDS-05	9 800 000	TP	98	49,00%						24 500,00	24 500,00		24 500,00	24 500,00	24 500,00	dont prime d'émission 14 700€
			CCA								-			-	-		
SCI L'Epopée Marseille	2021-VDS-06	1 654 000	TP	112 930	23,25%						1 129 300,00	1 411 625,00		1 129 300,00	1 129 300,00	1 411 625,00	
			CCA								282 325,00			282 325,00	282 325,00		
SAS Foncière d'investissement Ile de Saint Denis	2021-VDS-01	9 800 000	TP	98 000	49,00%						98 000,00	98 000,00		98 000,00	98 000,00	98 000,00	
			CCA								-			-	-		
TOTAL			Titres de participation			1 363 741,00	980 000,00	545,00	1 767 500,00	2 682 960,00	6 794 746,00	293 616,00	-	293 616,00	6 501 130,00		
			Créances compte			7 463 157,01	6 136 819,23	5 872 506,77	4 332 902,88	7 301 945,00	31 107 330,89	1 248 719,76	1 889 342,25	3 138 062,01	27 969 268,88		
			Frais d'actes			10 800,00					10 800,00	1 073,18	-	1 073,18	9 726,82		
	13	62 584 000		1 262 078		8 837 698,01	8 837 698,01	7 116 819,23	7 116 819,23	5 873 051,77	37 912 876,89	1 543 408,94	1 889 342,25	3 432 751,19	30 436 840,70	30 436 840,70	

iv) **Exécution annuelle du budget 2021**

**Compte de résultat au 31.12.2021**

CHARGES				PRODUITS			
Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
Fonctionnement	1 575 652	1 014 355	1 036 126	Subventions Etat/ SGPI	3 271 208	2 398 957	863 442
Frais d'acte / bancaires	7		0	Autres produits divers		1 073	
Produits financiers reversés au BG Etat	1 986 643	1 979 738	17 257	Revenu des titres de participation	61 957	401 060	17 257
Dotations aux provisions pour charges			0	Intérêts capitalisés	229 137	193 003	172 684
<b>Total charges</b>	<b>3 562 302</b>	<b>2 994 093</b>	<b>1 053 383</b>	<b>Total produits</b>	<b>3 562 302</b>	<b>2 994 093</b>	<b>1 053 383</b>

Le résultat de l'exercice 2021 est nul.

**Bilan au 31.12.2021**

ACTIF				PASSIF			
Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Poste	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
<b>Immobilisations financières, dont :</b>	<b>6 501 130</b>			<b>Fonds propres : Financement IA</b>	<b>6 501 130</b>		
Titres de participation	4 536 430	3 818 170	2 344 286			3 818 170	2 344 286
Primes d'émission	1 964 700						
<b>Créances d'exploitation</b>	<b>28 493 481</b>	<b>22 887 084</b>	<b>19 645 167</b>	<b>Dettes d'exploitation</b>	<b>116 148 069</b>	<b>121 540 939</b>	<b>125 530 860</b>
Dt avances en comptes courants d'associés	27 969 269	22 556 666	19 472 483	Dt subvention	114 572 416	120 526 584	124 399 425
Dt autres créances-intérêts capitalisés	524 212	330 417	172 684	Dt coût de gestion	1 575 653	1 014 355	1 036 125
<b>Disponibilités</b>	<b>87 654 588</b>	<b>98 653 855</b>	<b>105 790 383</b>				
<b>Total</b>	<b>122 649 199</b>	<b>125 359 109</b>	<b>127 779 836</b>	<b>Total</b>	<b>122 649 199</b>	<b>125 359 109</b>	<b>127 779 836</b>

v) **Description des comptes**

1°) **Le compte de résultat** fait apparaître pour 2021 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 3,56 M€.

Comme pour les autres budgets annexes, le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité des comptabilités prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) **Les charges** sont constituées des dépenses de fonctionnement du fonds de co-investissement, et du reversement au budget général de l'Etat du produit des participations (conformément à l'article 3.6.1 de la convention Etat/ANRU du 12 décembre 2014 modifiée).

- **Les frais de personnel et de gestion** de l'année 2021 se sont élevés à 1,58 M€, en augmentation importante par rapport à 2020 (1,01). Ces dépenses sont comptabilisées en charges à payer, et seront remboursées au budget général de l'ANRU après validation du SGPI.

- **Les produits des participations constatés en 2021** ont été reversés au budget général de l'Etat.

Les comptes de charges mouvementés diffèrent selon la nature des produits encaissés :

- **Charges financières** en ce qui concerne les distributions des résultats des sociétés SCI Oslo Le Castel et SCI RSS-Invest Calais pour un montant de 0.62 M€ ;
- **Autres charges financières** en ce qui concerne les remboursements en capital et avances en comptes courant, y compris les versements des intérêts capitalisés. Les associés de la SCI Oslo le Castel ont décidé du remboursement des avances en compte courant et du versement des intérêts capitalisés (respectivement 1 889 342 € et 35 343,10€ pour l'ANRU).
- **Autres frais et commissions** en ce qui concerne des frais de virement VGM, pour 6,6€.

*b) Les produits* comprennent la subvention de l'Etat dans le cadre du programme et les produits financiers.

La **subvention de l'Etat** s'établit à 3 271 K€.

Les **produits financiers** comptabilisés en 2021 sont de deux ordres :

- **les revenus des titres de participation** : comme signalé au paragraphe précédent, l'ANRU a encaissé 61 957,43 € issus des prises de participation dans la SCI Oslo Le Castel (48 907,83€) et la SCI RSS-Invest Calais (13 049,60€).
- **les intérêts des comptes courants d'associés** : les conventions d'avances en comptes courants d'associés conclues entre l'ANRU et les sociétés prévoient que les sommes portées au crédit des comptes courants portent intérêts. Des intérêts ont été comptabilisés en 2021 pour un montant total de 229K€, montants comptabilisés en réciprocité dans les comptes des sociétés.

## 2°) **Le bilan s'équilibre à 122,6 M€.**

a) *L'actif* est constitué des immobilisations financières, des créances des comptes courants d'associés, des autres créances et des disponibilités.

Les **immobilisations financières** comprennent les titres de participations dont le montant s'élève à 4,5 M€ et des primes d'émission pour 1,96M€ en 2021. Le fonds de co-investissement a investi dans quatre nouvelles sociétés en 2021 : la SCI Wikivillage, la SCI L'Epopée Marseille, la SCI AA&Co et la SAS Foncière d'investissement Ile de Saint Denis.

Les **avances en compte courant d'associés** représentent 27,97 M€ en 2021 pour 22,56 M€ en 2010.

Les **autres créances** comptabilisent la rémunération des intérêts des comptes courants d'associés, non encore perçus. La créance en intérêts capitalisés s'élève à 524 211,48 €, répartie comme suit :

- 421 041,79 € SAS Lillénium Europe
- 24 335,33 € SCI RT Marseille Le Castel
- 17 904,36 € SAS Bérénice Racine
- 38 847,45 € SCI Sport Hostel UCPA Paris 19
- 20 814,79 € SCI Basilique Commerce
- 1 267,76 € SCI Varsovie Smartsea

Les **disponibilités (87,7 M€)** correspondent au solde du compte courant au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution du programme 414 – axe 2.

b) *Le passif* est constitué des fonds propres correspondant au financement des actifs financiers (6,5 M€) et des dettes d'exploitation (114,6 M€) et les coûts de gestion (1,58 M€).

## 5. Quartiers Fertiles : intervention en subvention (PIA, prog 414 et Plan France relance)

Les trois phases de sélection ont été réalisées en 2021, avec un courrier envoyé à chaque porteur de projet l'informant du financement accordé. Les contractualisations ont débuté en 2021, ainsi que l'exécution financière pour quelques projets (Engagement et premier acompte).

Ces contractualisations sous forme d'opérations pré-conventionnées, engagements (Décisions Attributives de Subvention DAS) et acomptes ont été effectués de façon transitoire hors outil.

En décembre 2021, la reprise des données a été effectuée sur IODA, qui est désormais l'outil utilisé interfacé à SSP, directement sur le budget général pour la partie financée par le Plan de relance, et sur le budget annexe SSP, pour la partie financée par les reliquats du Programme VDS Axe 1 (PIA).

### i. Exécution pluriannuelle du budget cumulée au 31/12/2021

#### Dépenses d'intervention :

Actions	Dotations crédits inchangée (DC) au 31/12/21	Vagues de sélection	Sélection - décision Premier Ministre	Montant des projets sélectionnés	Montant des projets contractualisés	Montant des projets engagés	Paielements au 31/12/2021	Pourcentage paiements /DC
Projets QF - PIA	10 000 000	1e vague	2020-VDS-08 du 21/12/20	2 282 451,00	186 857,94	178 150,00	58 843,69	0,92%
		2e vague	2021-VDS-02 du 16/05/21	4 194 425,00	112 500,00	112 500,00	32 675,87	
		3e vague	A venir	3 262 551,00				
TOTAL PIA				9 739 427,00	299 357,94	290 650,00	91 519,56	
Projets QF - PR	13 000 000	1e vague	2020-VDS-08 du 21/12/20	3 668 426,50	1 078 680,36	85 000,00	22 385,04	5,69%
		2e vague	2021-VDS-02 du 16/05/21	6 922 345,42	1 299 700,49	1 299 700,49	716 973,80	
		3e vague	A venir	2 309 217,00				
TOTAL Plan de relance				12 899 988,92	2 378 380,85	1 384 700,49	739 358,84	
TOTAL QF	23 000 000			22 639 415,92	2 677 738,79	1 675 350,49	830 878,40	3,61%

Concernant les fonds Plan de relance Quartiers Fertiles, le montant initial de 7M€ a été versés en 2021. Les deux autres tranches de 3M seront débloquées, en fonction de l'avancement du programme, tel que prévu dans la convention liant l'ANRU et le ministère de l'Agriculture (montant prévisionnel total de 13M).

Les trois phases de sélection ont été réalisées en 2021, avec un courrier envoyé à chaque porteur de projet l'informant du financement accordé. Les contractualisations ont débuté en 2021, ainsi que l'exécution financière pour quelques projets (engagement et premier acompte)

Ces contractualisations sous forme d'opérations pré-conventionnées, engagements (Décisions Attributives de Subvention - DAS) et acomptes ont été réalisés en 2021 et intégrées dans le SI IODA en fin d'année afin de disposer d'un portail de subvention intégralement dématérialisé et interfacé à SSP, directement sur le budget général pour la partie financée par le Plan de relance, et au budget annexe SSP pour la partie financée par les reliquats du Programme VDS Axe 1

### ii. Exécution annuelle du budget 2021

#### Compte de résultat au 31.12.2021

CHARGES			PRODUITS		
Comptes	Nature	Montant	Comptes	Nature	Montant
658 650	Subventions	91 519,56 €			
681 505	Provision sur charges	199 130,00 €	741 200	Subvention Etat-équilibre	290 649,56 €
<b>TOTAL</b>	<b>CHARGES</b>	<b>290 649,56 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>PRODUITS</b>	<b>290 649,56</b>

#### Bilan au 31.12.2021

ACTIF			PASSIF		
Comptes	Nature	Montant	Comptes	Nature	Montant
			157 004	Prov Quartiers Fertiles PIA	199 130,00
515 200	Disponibilités	6 385 356,44	448 695	CAP QF PIA	6 186 226,44
<b>TOTAL</b>	<b>ACTIF</b>	<b>6 385 356,44</b>	<b>TOTAL</b>	<b>PASSIF</b>	<b>6 385 356,44</b>

### iii. Description des comptes

1°) **Le compte de résultat** fait apparaître pour 2021 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 291 k€.

Le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) Les charges sont constituées des subventions attribuées pour les projets Quartiers Fertiles (91,5k€ en 2021) et d'une provision pour charge de 199,1k€.

b) Les produits sont constitués de la subvention d'équilibre (290,6 k€).

### 2°) **Le bilan s'équilibre à 6,4 M€.**

a) L'actif est constitué des **disponibilités (6,4 M€)** qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe.

b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 199k€ M€ et de **dettes d'exploitation**, composées de subventions restant à engager (6,2 M€).

\* \* \*

## II- EXECUTION DU BUDGET 2021 – URBACT et ASTON

### 1. URBACT

#### 1.1 Rappel du contexte

Conformément à la convention de décembre 2015 entre l'ACSé, l'ANRU et le CGET relative au programme URBACT, le CGET a délégué à l'ANRU la gestion administrative, financière et comptable des projets autorité de gestion, la gestion du personnel du secrétariat technique, la commande publique et les contrats avec les tiers.

URBACT III est un programme de coopération territoriale européenne, cofinancé par le FEDER, les Etats membres et deux Etats partenaires, qui permet aux villes européennes d'échanger leurs expériences et bonnes pratiques en matière de développement urbain en créant des réseaux transnationaux, sur la période 2014-2020. Il a été adopté par la Commission Européenne le 12 décembre 2014. En réalité, les activités du programme URBACT III se poursuivront jusqu'à la fin 2022/début 2023 (les coûts sont éligibles jusqu'au 31 décembre 2023) se chevauchant avec les premières activités d'URBACT IV.

Les missions transférées par l'ACSé à l'ANRU s'inscrivent dans le budget du Programme Opérationnel URBACT III, pour lequel un montant global d'intervention prévisionnel a été fixé sur la durée du programme. L'exécution financière du programme opérationnel est soumise au Comité de suivi du programme.

Ci-dessous la maquette financière du programme URBACT III arrêtée au comité de suivi d'Amsterdam du 3 mai 2016, soit :

- 33 M€ sur la durée du programme pour l'axe 1, Développement Urbain Durable ;
- 8,1 M€ sur la durée du programme pour l'axe 2, assistance technique.

PROJETS AUTORITE DE GESTION	COUT TOTAL	FEDER	CONTRIBUTIONS NATIONALES
OPERATION 1 EXPERTISE	13 381 700,00 €	12 645 706,50 €	735 993,50 €
OPERATION 2 CAPACITY BUILDING	4 029 000,00 €	3 807 405,00 €	221 595,00 €
OPERATION 3 CAPITALISATION	1 455 411,00 €	1 375 363,50 €	80 047,50 €
OPERATION 4 COMMUNICATION	4 870 000,00 €	4 602 150,00 €	267 850,00 €
OPERATION 5 NATIONAL URBACT POINTS	9 287 000,00 €	8 776 215,00 €	510 785,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>33 023 111,00 €</b>	<b>31 206 840,00 €</b>	<b>1 816 271,00 €</b>

ENSEMBLE ACTIVITE	FEDER	VILLES	ETATS	BUDGET TOTAL
Réseaux (52% du FEDER)	38 636 954 €	16 558 817 €	0,00 €	55 195 771 €
Assistance Technique (6% du FEDER)	4 458 114 €		3 647 553 €	8 105 667 €
Projets Autorité de Gestion (42% du FEDER)	31 206 840 €		1 816 271 €	33 023 111 €
<b>TOTAL (77% FEDER)</b>	<b>74 301 909 €</b>	<b>16 558 817 €</b>	<b>5 463 824 €</b>	<b>96 324 550 €</b>

## 2.2 Exécution budget 2021

AXE 1 Sustainable Urban Development	2020 REALISE	2021 BUDGET INITIAL	2021 REALISE	2022 BUDGET INITIAL
EXPERTISE	1 888 000	1 945 000	2 274 200	1 855 000
CAPACITY BUILDING	288 300	485 000	24 700	290 000
CAPITALISATION	94 100	265 000	41 600	215 000
COMMUNICATION & DISSEMINATION	209 700	865 000	584 300	1 155 000
NATIONAL URBACT POINTS	581 100	1 060 000	1 154 500	1 250 000
<b>total axe 1</b>	<b>3 061 200</b>	<b>4 620 000</b>	<b>4 079 300</b>	<b>4 765 000</b>

AXE 2 Technical Assistance	2020 REALISE	2021 BUDGET INITIAL	2021 REALISE	2022 BUDGET INITIAL
Coordination costs	3 000	4 000	4 200	4 000
Staff costs	972 300	980 000	1 110 200	840 000
Meetings	5 900	26 000	4 500	22 000
Staff missions and travel	3 700	20 000	1 400	9 000
External Expertise & Services	67 900	140 200	143 700	170 500
Equipement				1 300
<b>total axe 2</b>	<b>1 052 800</b>	<b>1 170 200</b>	<b>1 264 000</b>	<b>1 046 800</b>

TOTAL PROJETS AUTORITE DE GESTION	4 114 000	5 790 200	5 666 300	5 811 800
-----------------------------------	-----------	-----------	-----------	-----------

L'intégralité des activités prévues a pu être maintenue malgré la poursuite de la pandémie et des politiques restrictives en matière de déplacement et de rencontre. Pour l'essentiel, ces activités ont eu lieu à distance. Ainsi, par exemple, le Festival des Villes URBACT (URBACT City Festival) a eu lieu en juin 2021 pendant 3 jours sur la plateforme HopIn. De même, les sessions de formation à l'attention des responsables des villes des réseaux URBACT sont organisées à distance avec un coût faible (voir la ligne budgétaire « Capacity Building »).

L'impact du COVID est évaluée à une économie de dépenses d'environ 500 k€ en 2021, essentiellement sur les frais de transport et l'organisation d'événements (événements en ligne au lieu d'événements physiques). Sur les années 2020-2021, on constate donc un impact cumulé d'environ 1 M € de dépenses en moins en lien avec la pandémie.

A noter que la poursuite à plein volume des activités d'URBACT III jusqu'à fin 2022 (plutôt prévu initialement pour fin 2021) en parallèle à la préparation d'URBACT IV a généré le besoin de renforts temporaires au sein du Secrétariat sous la forme de 3 CDD (1 de 18 mois, 1 de 15 mois et 1 de 6 mois) d'où l'augmentation de la masse salariale.

## 2. ASTON

### 2.1 Rappel du contexte

Le projet ASToN a pour objet de constituer et animer un réseau de 11 villes africaines sur la thématique de la gouvernance digitale sur le modèle des réseaux URBACT.

Ce projet est financé à 100% par l'Agence Française de Développement par l'intermédiaire d'une subvention de l'AFD à l'ANRU à hauteur de 3 M €. Le projet, en incluant les phases de lancement et de bilan, devait durer de juillet 2019 à mars 2022. En raison de la pandémie et du ralentissement qu'elle a provoqué sur la mise en œuvre du projet, il a été décidé avec l'AFD de prolonger ses activités jusqu'à fin juin 2022 et sa période de clôture jusqu'à fin août 2022.

Le projet est géré par une équipe composée aujourd'hui de 4 personnes (2,7 ETP), dont 2 en temps partagés avec le programme URBACT. L'équipe d'ASToN est située dans le même bâtiment que l'équipe d'URBACT à l'ANCT avenue de Ségur.

### 2.2 Exécution budget 2021

CATEGORIE	Réalisé 2019 et 2020	Budget initial 2021	Réalisé 2021
1- COORDINATION (personnel, frais généraux, évaluation-audit, frais de mission équipe et experts, etc.)	261 900	322 100	214 200
2- ACTIVITES SUPPORT (expertise, formation, capitalisation, communication)	259 600	241 500	206 000
3- ACTIVITES NIVEAU RESEAU (rencontres et ateliers transnationaux)	31 900	74 000	80 300
4- ACTIVITES NIVEAU LOCAL (subventions aux villes, expérimentations, etc.)	415 800	596 120	143 000
<b>TOTAL</b>	<b>969 200</b>	<b>1 233 720</b>	<b>643 500</b>

Après arrêté des comptes au 31 décembre, voici les principaux éléments à souligner en ce qui concerne l'exercice 2021. Celui-ci, cette année encore, est profondément impacté par la situation sanitaire mondiale et les restrictions de déplacement :

#### ▪ Frais de coordination

- ⇒ Les frais de coordination 2021 sont inférieurs au budget initial (- 108 k€).
  - Léger retrait sur les frais de personnel (-3K€) et les frais généraux (-5K€)
  - Les travaux d'évaluation, qui viennent juste de commencer, n'ont pas encore fait l'objet de facturation (-15K€)
  - Les frais de mission de l'équipe ASToN et des experts sont significativement inférieurs aux prévisions en raison du remplacement de la plupart des réunions physiques par des réunions en ligne (-35 K€)
  - La ligne « imprévus, réserve » n'a pas été utilisée (-50 K€)

#### ▪ Activités support

- ⇒ Les activités support en 2021 sont inférieures aux prévisions (-35k€)



- Baisse par rapport au prévisionnel sur les activités de capacity building (-21k€) en l'absence de participation physique de villes ASToN aux activités de capacity building organisées par URBACT en ligne
- Baisse par rapport au prévisionnel sur les activités de capitalisation (-37k€) démarrées plus tard qu'initialement prévu
- Légère hausse pour les frais d'expertise (+12k€), mais avec une répartition différente de ce qui était prévu entre expert référent (+48k€) et experts thématiques (-36k€)
- Légère hausse des frais de communication et dissémination (+10k€)

#### ▪ **Activités niveau réseau**

- ⇒ Les frais liés aux activités niveau réseau en 2021 sont proches des prévisions (+6k€), un peu supérieurs pour les rencontres de l'ensemble des partenaires (+9k€) et légèrement inférieurs pour les rencontres thématiques (-2k€)

#### ▪ **Activités au niveau local et budget dédié aux villes**

- ⇒ Le budget versé aux villes en 2021 est significativement en retrait par rapport aux prévisions. Il y a pour cela 2 raisons essentielles :
  - Le retard pris par les villes dans l'élaboration de leur plan d'actions locales et le rendu de leur rapport d'activités Phase 2 a pour conséquence qu'aucun versement n'a eu lieu en 2021 au titre d'un 2ème versement Phase 2 (-188 k€)
  - Le retard pris dans le lancement des expérimentations a eu pour effet de ne verser que 140 000 € sur les 400 000 € prévus pour celles-ci (-260 k€)

\*       \*  
 \*